



A Monsieur de Sandoz-Travers, conseiller d'Etat  
et Chancelier, l'un des hommes du pays pour  
qui le livre est le plus inutile, mais qui daignera  
le recevoir comme un témoignage de la haute estime,  
de la juste reconnaissance et de l'attachement  
invariable de l'auteur.

Ce 6 avril, 1831.



297'973

BPU Neuchâtel



1031051227



# CONSIDÉRATIONS

SUR

LA PROSPÉRITÉ,  
LA SITUATION POLITIQUE,  
ET LA CONSTITUTION

DE LA

PRINCIPAUTÉ ET CANTON

DE

NEUCHÂTEL ET VALANGIN.

[ par DUBOIS-REYMOND,  
Félix-Henri. ]

JANVIER 1831.

---

IMPRIMERIE DE LOUIS FIVAZ, FILS, A YVERDON.

---

de Sandoz-Travers, trésorier-général,



J'étais bien, voulus être mieux,  
pris médecine, et mourus.

EPITAPHE ANGLAISE.

*A consulter sur place*

Q 429



2432



## NEUCHATELOIS !

**E**ntourés de toutes parts de populations et d'états en proie aux révolutions et aux insurrections, inondés des journaux et des pamphlets qu'elles enfantent et qui les reproduisent, pressés par les insinuations et les sophismes de leurs enthousiastes partisans ; dans une crise politique aussi extraordinaire, il faudrait que vous fussiez doués d'une sagesse plus qu'humaine pour surmonter entièrement toutes ces causes d'agitation, et pour ne pas céder un peu à l'active et persévérante force de l'exemple.

Ami sincère des réformes nécessaires ou utiles, mais non moins zélé défenseur des belles et sages institutions de la patrie, j'ai jeté rapidement sur le papier les **CONSIDÉRATIONS** suivantes, désirant qu'elles



contribuent à éclairer ceux dont le cœur ou le jugement pourrait se laisser entraîner par le mouvement général. Je pourrais y mettre plus d'ordre et de style, mes Lecteurs ne trouveront que trop aisément eux-mêmes qu'il n'y a pas beaucoup de présomption de ma part à le dire; mais telles qu'elles sont, ces **CONSIDÉRATIONS**, elles n'en porteront peut-être que mieux l'empreinte de la profonde conviction qui me les a dictées.

Un de vos fidèles concitoyens, qui a le bonheur de séjourner parmi vous après vingt-six années d'absence, pendant lesquelles sa pensée et ses occupations le reportaient sans cesse au milieu de sa chère Patrie.

**NEUCHÂTEL, F. H. DU BOIS-REYMOND,**  
en Février 1831. natif de St. Sulpice au Val-de-Travers,  
(*Voy. la note, p. 127.*) Bourgeois incorporé de Valangin,  
Communier de la Chaux-de-Fonds,  
et de Villiers au Val-de-Ruz.



---

## **I. PROSPÉRITÉ DU PAYS.**

**I. Observation fondamentale. Etrangers. Neuchatelois.**  
**Pays étrangers. Haute importance des lois.**

---

**D**e tous les pays que je connais, la Principauté et Canton de Neuchâtel, dans sa position géographique, et en proportion de ses ressources naturelles, est sans contredit le plus prospère et le plus heureux.

Sur une population de 50,000 âmes, on compte 15,000 étrangers dans la Principauté. Ces étrangers n'y fixeraient par leur domicile, ne s'y feraient pas naturaliser, n'y achèteraient pas des droits communaux coûteux, et iraient s'établir ailleurs, si les constitutions des autres pays étaient de nature à les enrichir plus promptement, ou à mieux assurer leur bien-être que l'ancienne constitution de ce pays.

Quand un Neuchatelois parvient à se faire une fortune indépendante en pays étranger, c'est dans sa pa-



trie, souvent dans le hameau agreste et sauvage qui l'a vu naître, qu'il retourne pour en jouir. C'est que nulle-part ailleurs, même avec les richesses, il n'a trouvé la même sécurité, les mêmes droits, la même liberté.

Qu'on me cite un pays, sans en excepter ceux à constitutions nouvelles, où les mœurs en général soient plus pures, la religion plus respectée, le patriotisme plus actif et plus éclairé, l'éducation et l'instruction de la jeunesse mieux dirigées; où les individus jouissent d'une liberté, d'une indépendance personnelles plus absolues, de droits politiques plus étendus, et où règnent en même temps la même opulence et le même bien-être dans toutes les classes de la population!

Voilà le fait. Nous tâcherons de l'expliquer. Nous verrons que la Principauté doit cet éminent bonheur à sa situation politique extraordinaire, et à une constitution savante et ingénieuse, qu'il n'appartenait qu'à l'expérience d'une longue suite de siècles d'inventer.

La constitution, je le sais, ne produit pas seule des résultats aussi satisfaisants.

Ce n'est pas, je le sais, la constitution qui tient la charrue dans les champs, qui brandit la faux dans les prés, manie la hache dans les forêts, ébauche, achève et assemble les pièces d'une montre, tisse artistement jusqu'au bout une pièce de dentelles, guilloche



les rouleaux à peindre les indiennes, invente les mouvemens perpétuels thermométriques et galvaniques de Mr. Houriet, et répand dans toute l'Europe ces produits, utiles, agréables ou ingénieux, qui nous font vivre, nous mettent dans une aisance honnête, et enrichissent plusieurs d'entre nous. Tout cela suppose du génie, de l'intelligence, de l'activité, du labeur, de l'économie. Mais, parmi tant d'autres peuples qui admirent et envient notre bien-être, serions-nous donc le seul qui pût se glorifier d'avoir reçu du ciel ces heureuses dispositions naturelles et ces dons précieux ? Il est d'autres pays, dont la position géographique est plus favorable au commerce que celle de notre pays ; dont le climat, les localités, le sol varié, les habitations et les solitudes sont physiquement semblables aux nôtres, et dont les habitans, encore que, dans l'occasion, ils ne fassent pas moins que nous preuve de talens industriels et d'activité, restent dans l'oubli et la pauvreté.

Un peuple peut tout aussi peu subsister sans lois, sans une constitution quelconque, fût-elle même la plus mauvaise, qu'une famille sans les liens du sang qui unissent les divers membres dont elle se compose. C'est sous la garantie et la sauve-garde des lois, comme sous le toit paternel, que l'intelligence se développe, que l'activité prend son essor, que les individus et un peuple tout entier deviennent, non pas toujours ce qu'ils pourraient être, mais ce qu'ils sont effectivement. Vous ne pouvez me citer un peuple qui,



avec des lois gênantes, étroites, oppressives, soit prospère comme nomme le sommes.

Les pays protestans sont ordinairement plus prospères que les pays catholiques, pourquoi? parce que les lois, les usages y sont dans la règle plus sagement libéraux que dans ces derniers.

Pour qu'un peuple devienne prospère, il faut donc deux choses : Des *institutions* sages et libérales, et la *disposition* des habitans à en profiter. Si cette disposition est l'heureux don du ciel, il faut que, sur la terre, elle trouve les institutions qui lui conviennent.

Sans ces institutions, la disposition naturelle se développera tout aussi peu que la montre ne marchera sans ressort et sans régulateur. Les institutions sont la condition *sine qua non* de notre développement. Ainsi, c'est avec vérité que l'on peut dire que tout ce que l'on est, on le doit, après Dieu, à sa patrie, à son gouvernement, aux lois sous lesquelles on a vécu.

---



## II. PARALLÈLE DE QUELQUES CONSTITUTIONS.

Comment la liberté neuchateloise a précédé celle des autres cantons suisses. Quel est le pays le plus anciennement constitutionnel de l'Europe. Constitution française, comparée à la nôtre.

---

Pendant ces derniers temps, la plupart des cantons suisses ont renversé leurs anciennes constitutions, et en ont improvisé de nouvelles. Je n'ai point à tâche ici d'examiner, si ces nouvelles constitutions sont parfaites, ni si les anciennes étaient mauvaises. Je n'agiterai pas non plus la question de savoir si, dans ce cas, la différence compense le malheur des désordres dont ces cantons sont le théâtre, et le danger auquel, dans ce moment de crise européenne, ces désordres exposent la neutralité et l'indépendance de la patrie commune. Je me borne à désirer que les peuples soient heureux et contents. Mais il n'en est point de l'ancienne constitution de la Principauté de Neuchatel et Valangin comme des anciennes constitutions des autres cantons suisses. Si les autres cantons suisses ont renversé leurs constitutions, même en admettant que c'était tout ce qu'ils avaient pour le moment de mieux à faire, on ne saurait en conclure par analogie que celui de Neuchatel doive en faire autant.



Autrefois la Suisse était gouvernée par un grand nombre de comtes et barons, dont les actes arbitraires et tyranniques provoquèrent enfin la résistance d'hommes fiers et courageux. Expulsés ou immolés, leur pouvoir passa dans les mains de gouvernemens indigènes ; mais les institutions et les usages restèrent. La Suisse fut indépendante et libre relativement à l'étranger, et la tyrannie et l'arbitraire cessèrent dans l'intérieur ; mais les individus demeurèrent soumis aux mêmes redevances, à la même servitude, que sous leurs anciens comtes et barons.

Il n'en fut pas de même dans le comté de Neuchâtel. Mieux avisés que leurs voisins, les comtes de Neuchâtel s'empressèrent de donner eux-mêmes à leurs sujets les franchises dont les lents, mais constans progrès de la civilisation faisaient naître le désir ou le besoin. Il ne s'engageait pas de luttes violentes entre les sujets et le souverain ; mais le souverain s'entendait amiablement, et pactisait avec les sujets. Le souverain cédait quand il pouvait céder, et souvent il est arrivé que le souverain accordait plus que le sujets ne demandaient. Il est résulté de cette belle harmonie que la Principauté de Neuchâtel a conservé ses souverains légitimes depuis la première aurore de ses chroniques jusqu'au jour d'aujourd'hui, et que ses habitans jouissent, déjà depuis plusieurs siècles, d'une liberté aussi complète qu'aucun des autres cantons suisses nouvellement constitués.



La Principauté de Neuchatel peut passer pour le plus ancien pays constitutionnel de l'Europe. La charte des franchises de Neuchatel, qui elles-mêmes remontaient à l'an 1113, et qui, de fait, avaient probablement une origine encore plus ancienne, date de l'an 1214. La fameuse *charta magna*, qui fait l'orgueil de l'Angleterre, est d'une année postérieure, de 1215. Ainsi la Principauté de Neuchatel a devancé l'Angleterre même en fait de liberté et de constitution.

Prenez la nouvelle charte de cette France, si vaine de ses journées de juillet 1830, lesquelles ne l'ont pas tranquillisée, qui ont manqué amener une conflagration générale en Europe, qui ont porté une si terrible atteinte à son commerce et à ses fonds publics, qui ont porté le même coup aux fonds publics et au commerce de tous les autres états de l'Europe, et qui ont été le signal de troubles intérieurs qui équivalent à une guerre générale. Parcourez cette charte article par article. Vous n'en trouverez aucun qui ne soit contenu ou supposé dans la charte neuchateloise octroyée par la Roi de Prusse à Londres le 18 juin 1814, et dans les articles généraux de 1707 sanctionnés par Frédéric I<sup>er</sup>. Vous trouverez même bien davantage encore dans la législation neuchateloise. La Principauté a un système de représentation beaucoup plus complet et mieux approprié aux besoins locaux et individuels; car il y a plusieurs degrés de représentation, et plusieurs corporations représentatives. Chaque ville ou village forme une ré-



publique parfaite, dont les propriétés respectives sont plus ou moins considérables, et qui, en tout ce qui concerne ses intérêts particuliers, se gouverne par elle-même au moyen d'une organisation communale qui pourrait servir de modèle aux pays qui prétendent à la gloire de servir de modèle aux autres. Chaque individu peut parvenir aux premières charges de l'état, pourvu qu'il possède les talens nécessaires, et la fortune qu'il faut pour les remplir gratuitement, les charges n'étant que peu ou point rémunérées, et ne présentant d'autres bénéfices réels que l'honneur ou la satisfaction personnelle de contribuer à la chose publique, et de servir son pays. Catholiques et protestans jouissent des mêmes droits et de la même protection. La sûreté des individus est garantie par une loi plus complète que l'acte *habeas corpus* des Anglais. Les tribunaux sont publics; et, par le mélange des jurisconsultes et des jurés, réunissent tous les avantages des jurys sans en avoir les graves inconvénients. Les impôts fonciers, fixes, connus à l'avance, peuvent être compensés par la diminution du prix d'achat des biens-fonds; les impôts nouveaux, le papier timbré, les taxes personnelles, les impôts indirects de toute espèce, impôts qui pèsent si fort sur l'industrie dans les autres pays, sont des phénomènes inconnus dans le nôtre. La circulation y est exempte de toutes entraves, de toutes visitations: point de douanes sur les frontières; point de péages aux portes des villes, ni dans l'intérieur. Chaque individu peut, sans autre, prendre son passe-port, aller séjour-



ner , s'établir à l'étranger , s'y marier , contracter telles obligations de sujet étranger qu'il lui plait , sans perdre , ni pour lui ni pour les siens , jusqu'à la postérité la plus reculée , aucun des droits qu'il possède dans sa patrie originaire. Le prince ne promet pas seulement devant les hommes , mais il jure devant Dieu , non pas seulement en général , et une fois pour toutes , à des milliers d'âmes , mais successivement , à quelques milliers , dans chacune des parties du pays en particulier , « de tenir et maintenir leurs franchises , libertés et constitutions , ensemble leurs anciennes bonnes coutumes écrites et non écrites. » Ce n'est même qu'après que le prince a prononcé ce serment solennel et religieux , que le peuple , sûr de l'observation et du maintien d'une constitution et de franchises , dont à juste titre il peut être jaloux , lui prête à son tour le serment de fidélité.

La liberté , l'indépendance neuchateloise va si loin que les Neuchatelois ont le droit de porter les armes contre leur propre souverain , en sa qualité de roi de Prusse , sans que le roi de Prusse puisse s'en plaindre , puisque lui-même il leur a formellement reconnu ce droit. Je pourrais multiplier les exemples , mais qu'on me fasse voir ceux-là seulement dans la charte française.

Une constitution aussi extraordinaire est sortie tout entière du sein de la féodalité. Elle en est sortie sans troubles , sans secousses , et repose sur une base de huit siècles. Je demande s'il est vraisemblable que rien d'aussi durable , d'aussi *libéral* , sorte jamais du *libéralisme* moderne ?



### III. TRANQUILLITÉ DU PAYS.

Que gagner au mouvement ? Charges de l'état, vraiment des *charges*. Le *mieux* que promettrait une réorganisation générale.

---

Dans un temps où une grande partie des cantons helvétiques sont dans l'agitation, renversent et reconstruisent à grand bruit l'édifice de leur législation ; quelques Suisses s'étonnent de ce que le canton de Neuchâtel reste si parfaitement tranquille. Il ne s'en étonneraient pas, s'ils commençaient par étudier la législation unique de ce pays. Tous les Neuchatelois eux-mêmes n'en ont pas une notion très-exacte ; mais, ce qu'ils savent, c'est que, tels qu'ils sont, ils sont heureux et libres, autant qu'il est possible de l'être, chacun dans la position où la Providence l'a placé. Ils sont assez sages pour ne pas courir après des chimères, et ne pas demander l'impossible. Ceux qui connaissent la législation neuchateloise, sont assez habiles pour voir qu'il n'y aurait qu'à perdre à un changement essentiel quelconque, et que, pour ce qui concerne quelques améliorations, d'une importance secondaire, il vaut mieux qu'elles s'opèrent successivement, à mesure que le besoin les fait connaître d'une manière non équivoque, ainsi qu'elles se sont toujours opérées, cette manière de procéder ayant été jusqu'à présent couronnée de résultats si étonnans et si heureux. Quant aux factions, les places n'étant pas



rénumérées dans notre pays, c'est un élément qui lui manque pour les faire naître et les alimenter. L'ambition a beau dire, l'expérience prouve que ce n'est pas l'honneur et le dévouement seuls qui la flattent. Le mauvais exemple des *bacchanales politiques* pourront bien tourner momentanément chez nous quelques têtes, plus chaudes que réfléchies; mais, quand ces hommes viendront à découvrir à quels dangers ils exposent gratuitement leur liberté, leur indépendance, leur industrie, leurs propriétés, comme l'enfant prodigue retournant à son père, ils s'empresseront de se jeter de nouveau dans les bras de leur mère, *la Patrie*.

Les charges dans la Principauté de Neuchâtel sont véritablement des *charges*. Il y a peu de particuliers à leur aise qui n'en remplissent quelqu'une, ne fût-ce que celle de membres de leurs communautés respectives. Ils soignent leurs intérêts particuliers, le reste de leur temps et de leurs forces est consacré au bien public; souvent, et l'on peut même dire, le plus souvent, les intérêts de la chose publique vont avant les intérêts particuliers. Voilà pourquoi il n'y a pas de peuple moins imposé. Le gouvernement n'a pas besoin de gros revenus pour solder ses fonctionnaires, parce que le peuple fournit lui-même les fonctionnaires qui le gouvernent. Les fonctions de l'administration se paient *en nature* dans un nouveau sens du terme, c'est-à-dire, par l'accomplissement immédiat des fonctions elles-mêmes. Malgré les nombreux sacrifices qu'exige un pareil impôt les particuliers n'ont pas sujet de s'en



plaindre, parce qu'il est volontaire. Ils doivent même l'aimer, parce qu'il leur fournit l'occasion de donner essor à leur patriotisme, et qu'il est honorable pour eux. Quelle différence, quand il faut payer des sommes pour se faire gouverner par d'autres !

Faites disparaître cet ancien état de choses, proclamez des constitutions, supprimez toutes ces charges administratives, centralisez le pouvoir, créez un conseil-d'état soudoyé, des cours de justice à la manière des autres pays, nommez des députés qui opineront chacun suivant sa manière personnelle de voir et non suivant la vôtre, et au lieu de faire, vous-mêmes, partie du gouvernement, que votre gouvernement ne soit plus qu'une hiérarchie de fonctionnaires ; sans-doute, vous avez l'air de simplifier le système du gouvernement ; mais vous ne le simplifiez qu'en apparence. Il faudra solder ces nouveaux magistrats ; pour les solder il faudra que le gouvernement établisse le papier timbré, des douanes, des péages, des taxes personnelles, des impôts sur les fenêtres, sur les loyers, des patentes qu'il vous faudra payer pour obtenir la faculté d'exercer votre industrie. On ne tâchera pas de *moyenner* vos dixmes et vos cens fonciers ; mais, au lieu d'être diminués, il faudra qu'il soient augmentés. On supprimera peut-être les lods, que vous n'êtes obligés de payer que lorsqu'il est de votre bon plaisir d'acheter, et l'on mettra un impôt, moins casuel et plus avantageux au trésor du gouvernement, sur les héritages et sur les legs testamentaires, sauf à vous, pour ne pas payer



l'un, de renoncer aux autres. Vos propriétés communales seront attaquées ; pour subvenir à l'assistance des pauvres vous serez enfin obligés d'avoir recours à des taxes ou à des contributions particulières. Indépendamment de tout cela, vous serez moins contents de ces fonctionnaires que vous ne l'étiez de vous-mêmes, parce que, sentant vous-mêmes vos propres besoins, vous devez les connaître mieux qu'un tiers ne peut le faire.

Voilà le *mieux* que vous préparent ces brillantes constitutions après lesquelles on vous invite follement à courir. Si les autres pays étaient aussi sages qu'ils pensent l'être, au lieu de vous tenter avec leurs constitutions improvisées, c'est la vôtre qu'ils tâcheraient d'imiter. Mais c'est la Providence qui réalise de pareils chefs-d'œuvre, ce n'est pas l'homme. Il exista un petit peuple, élu de Dieu pour conserver sur la terre une religion pure et sans idolâtrie. Vous êtes le petit peuple que Dieu a choisi en Europe pour offrir aux grands peuples de cette belle partie du monde l'exemple de la plus sage liberté. Il semble que ce soit une hyperbole. Constitutionnels, républicains, libéraux de toutes les dénominations ! venez, voyez, et jugez !

---



#### IV. PERFECTIONNEMENT PROGRESSIF DES LOIS.

##### Exemples récents.

On se demande comment la liberté neuchateloise a pu surgir, sans révolution aucune, du sein de la féodalité la plus absolue, ce régime que les prétendus sages de nos jours regardent comme ce qu'il y a au monde de plus opposé à la liberté? Je l'ai déjà dit; à mesure que le besoin d'institutions plus libres s'est fait sentir, les comtes et princes de Neuchatel les ont accordées, ou ils ont même spontanément prévenu le désir des peuples.

Il n'est pas nécessaire de remonter fort haut dans l'histoire du pays pour trouver des exemples de la disposition du gouvernement à devancer le désir du peuple neuchatelois sous le rapport des améliorations dont les détails de sa législation sont ou paraissent être susceptibles. Depuis 1814, c'est la cour de Prusse elle-même qui a pris l'initiative pour l'adoucissement des sentences criminelles et pour l'amélioration des prisons. Elle a insisté sur l'établissement d'une cour d'appel pour tout l'état, sur la réduction des cours criminelles et même sur l'établissement d'un système hypothécaire. Ce n'est que sur les représentations qui lui ont été adressées par les différentes corporations du pays,



qu'elle s'est décidée à suspendre l'exécution de ces mesures jusqu'à ce que le besoin s'en fasse plus généralement sentir, et que le plus grand nombre des Neuchatois soient eux-mêmes convaincus qu'elles sont devenues nécessaires, ou que du moins leur utilité balance et compense leurs inconvénients.

Si je voulais parler, des lois nouvelles qui ont été proposées à la Cour depuis l'époque de 1814, et qui ont été sanctionnées par elle; des arrangemens relatifs aux dixmes et aux cens fonciers, auxquels la cour a donné son agrément dans l'intérêt des particuliers; de l'administration de la police par l'établissement d'une gendarmerie, dont la moitié des frais est à la charge du Roi; des encouragemens accordés à l'industrie, à l'instruction publique, au culte, tant catholique que protestant, etc., on verrait que ces améliorations successives et nombreuses promettent beaucoup plus pour la suite des temps que jamais un peuple n'obtient solidement, ou ne peut préparer légalement, pour son avenir, dans une échauffourée de huit jours, en s'abandonnant aux désordres, en ruinant nombre de familles, et en provoquant la défiance de son ancien ou de son nouveau gouvernement.



## V. QUESTIONS.

Relatives aux rapports du pays avec la Prusse et avec la Suisse.

---

**M**ais, demande-t-on, comment se fait-il que le roi de Prusse, dont les états sont situés au nord de l'Europe, et dont les provinces les plus méridionales se trouvent encore à une distance considérable de l'Helvétie, soit prince d'un canton suisse? Ce canton ne pouvait-il pas se gouverner par lui-même comme les autres? S'il lui fallait un prince, ne pouvait-il pas, comme la Belgique, en requérir un moins éloigné, ou qui fût venu faire sa résidence dans le pays? Comment ce prince éloigné peut-il connaître les besoins du pays qu'il gouverne? Comment peut-il le défendre contre des agresseurs étrangers? Les revenus que le prince retire de ce pays, ne doivent-ils pas y laisser un grand vide pour les améliorations nécessaires, et même, à la longue, ne doivent-ils pas finir par l'épuiser? Un canton monarchique peut-il harmoniser avec des cantons démocratiques et républicains, faire de bonne foi cause commune avec eux, ne pas être avec eux dans un conflit continuel sous le rapport des principes et des institutions? Lorsque les Neuchatelois eux-mêmes y trouveraient leur compte, ne serait-il pas de l'intérêt, de la convenance même de la confédération helvétique de les obliger à rompre des liens où les retient une inertie qui contraste avec le mouvement général?



Quand on soulève des questions dont dépend la tranquillité d'un peuple, il faut avoir un but. Notre but est-il de répondre à ces questions sans les avoir examinées? L'esprit de parti pourrait trouver commode une pareille méthode, mais non l'esprit solide, et véritablement *suisse*. Quoi qu'il en soit, cette série de questions doit prouver au lecteur attentif que les plus fortes objections que l'esprit subversif moderne puisse élever contre l'ordre de choses qui subsiste dans le canton de Neuchâtel, ne nous ont point échappé, et que nous ne craignons pas d'aborder les questions qui s'y rapportent, dès qu'on voudra bien ne les décider qu'avec connaissance de cause.

---

## VI. ORIGINE DE LA SOUVERAINETÉ DU ROI DE PRUSSE SUR CE PAYS.

Point de vue intéressant de notre histoire. Quatre dynasties éteintes. Comment la Maison régnante de Brandebourg a succédé à la première de ces dynasties, après l'illégitime possession par les trois autres.

---

Les Chroniques de la Principauté de Neuchâtel et Valangin ne figurent pas au nombre de ces traités d'histoire qu'on trouve dans toutes les bibliothèques et les librairies. On n'y voit pas des monarques su-



perbes, d'insatiables conquérans, des rois assassinés, décapités, guillotinéés, ou chassés. Une population qui n'était que d'une trentaine de mille âmes au commencement du siècle passé, n'a pu mettre dans la balance politique de l'Europe le poids de trente millions, ni ruer sur les états environnans ces puissantes armées qui jalonnent leur marche par les ruines des villes et les ossemens des champs de bataille. Les historiens veulent étonner, frapper leurs lecteurs par l'importance, la grandeur des événemens, comme les romanciers par le merveilleux. Plusieurs annoncent pompeusement dans leurs préfaces qu'ils n'envisagent l'histoire que comme l'école de l'humanité, que ce sont principalement les progrès de la législation, de la civilisation, de l'industrie et des lumières, de la religion et de la liberté qu'ils en ont vue. Sous tous ces rapports, l'histoire de la principauté de Neuchatel et Valangin ne le céderait en utilité à celle d'aucun des grands états de l'Europe.

Quatre dynasties, aujourd'hui éteintes, ont successivement régné à Neuchatel. 1<sup>o</sup> Celle des comtes de Neuchatel, depuis 1032 jusqu'en 1395. 2<sup>o</sup> Celle des comtes de Fribourg, depuis 1395 jusqu'en 1457. 3<sup>o</sup> Celle des marquis de Hochberg, depuis 1457 jusqu'en 1504. 4<sup>o</sup> Enfin celle des princes d'Orléans-Longueville, depuis 1504 jusqu'en 1707. Voyez la belle *Statistique du Canton de Neuchatel*, par M. de Sandoz-Rollin, ouvrage dont tout Neuchatelois devrait faire une étude particulière.



La première de ces dynasties est celle qui a planté *l'arbre des franchises* à Neuchâtel. Les trois suivantes l'ont arrosé. Il a grandi sous leur bénigne influence, et a étendu ses branches abritantes sur tout le pays. Mais c'est seulement sous la dynastie actuelle, sous les rois de Prusse, qu'ont mûri les fruits de liberté et de prospérité dont le pays jouit maintenant.

La cinquième dynastie, qui règne aujourd'hui sur la Principauté, a succédé à la quatrième, éteinte, en vertu des droits qu'elle a hérités de la première. Ce n'est pas comme héritier de la duchesse de Nemours, veuve de Henri II. d'Orléans, duc de Longueville, morte en 1707, que le Roi de Prusse a été reconnu comme Prince souverain de Neuchâtel et Valangin; c'est en sa qualité d'héritier de la maison des comtes de Neuchâtel. Il est remarquable que la principauté n'ait déployé toutes les facultés qui étaient en elle, qu'après être en quelque sorte retournée sous la domination de ses premiers maîtres, lesquels, en assurant un libre essor à ces facultés, semblent les avoir pressenties.

Les comtes de Neuchâtel, en même temps comtes de Feni dans le canton de Berne, faisaient leur résidence à Feni. Le tremblement de terre qui arriva au commencement du douzième siècle rendit le château de Feni inhabitable, et les comtes de Neuchâtel et de Feni transférèrent leur résidence à Neuchâtel. Entraînés par l'exemple de leurs voisins, ils essayèrent ensuite de



se soustraire à la suzeraineté de l'empire dont ils étaient vassaux immédiats. En 1288, l'empereur Rodolphe de Habsbourg les soumit de nouveau et les fit vassaux des comtes de Châlons, de sorte que de vassaux immédiats de l'empire, ils en devinrent arrière-vassaux.

La maison des comtes de Neuchatel s'étant éteinte en 1395, date déjà indiquée, la maison de Fribourg, et après celle-ci, celles de Hochberg et d'Orléans lui succédèrent en vertu d'un testament fait, en 1394, par Isabelle, dernière comtesse de Neuchatel de la première maison.

La dynastie ou maison suzeraine de Châlons n'avait pas reconnu ce testament. Pendant trois siècles, elle, et après son extinction, ses héritiers, protestèrent formellement contre cet acte irrégulier. Un ban de l'empire fut même lancé contre la maison de Hochberg, en 1473, en poursuite de leur cause,

Enfin la maison des ducs de Longueville, héritière de celle de Hochberg, s'étant aussi éteinte, en 1707, par la mort de Marie, duchesse de Némours, plus haut mentionnée, le testament litigieux fut mis de côté; et, après avoir été possédé, contre un droit imprescriptible, pendant trois siècles, par trois dynasties consécutives, le sceptre de la principauté fut adjugé à Frédéric premier, *premier* roi de Prusse.



Ce prince était fils de Louise de Nassau-Orange, femme de Frédéric-Guillaume, électeur de Brandebourg, connu sous le titre mérité du *grand* Electeur.

Louise était sœur de Guillaume III., de Nassau-Orange, roi d'Angleterre. Guillaume III était héritier légitime de la maison de Châlons, et en cette qualité, il avait revendiqué ses droits sur la principauté de Neuchatel. Cependant il n'avait pas voulu déposséder la maison de Longueville, dont on prévoyait la prochaine extinction.

Mort sans enfans, les droits de Guillaume III. sur la principauté de Neuchatel échurent légitimement au fils de sa sœur, Frédéric I<sup>er</sup>., roi de Prusse.

Le célèbre chancelier George de Montmolin avait déjà rendu attentif à ces droits. Ils furent ensuite péremptoirement établis et développés dans le mémoire qu'un des hommes les plus illustres de l'Europe moderne, le grand Leibnitz, ne dédaigna pas de rédiger à ce sujet. Enfin la sentence du souverain Tribunal des Trois-Etats de Neuchatel, rendue le 3 novembre 1707, qui en contient un exposé bref et lumineux, en les mettant définitivement en vigueur, fit ce que le ban lancé par un des monarques les plus puissans qui aient dominé en Europe, l'empereur Charles-Quint lui-même, n'avait pu faire.



Vous vouliez savoir comment il arrive que le roi de Prusse soit prince du canton de Neuchâtel. Ce n'est point par droit de conquête, ce n'est point à la suite d'un partage arbitraire entre souverains, ce n'est point non plus sur le fondement d'une élection gratuite, amenée par le caprice des révolutions, des onctions aristocratiques ou populaires. C'est par une succession de droits imprescriptibles, aussi ancienne, aussi légitime, aussi authentique, aussi solennelle, que la maison de Brandebourg est devenue la cinquième dynastie de la principauté de Neuchâtel, et règne aujourd'hui sur le XXI<sup>me</sup> Canton de l'Helvétie.

---

## VII. RÉFLEXIONS.

Chances qu'il y a eu d'échoir à l'Angleterre. C'est un tremblement de terre qui a enfanté notre liberté. *Faux prophètes* à l'ordre du jour. L'adjudication de la souveraineté du pays au Roi de Prusse, quoique sentence juridique, peut être en même temps considérée comme un libre choix.

Si Guillaume III., roi d'Angleterre, avait laissé des enfans, la Principauté de Neuchâtel n'appartiendrait pas aujourd'hui à la maison de Brandebourg; mais, comme le Hanovre, avec lequel sa situation politique a plusieurs traits d'analogie, elle appartiendrait aux rois d'Angleterre. \*)

---

\*) Il y a maintenant, sous le rapport du droit de succession, une différence qui laisse le sort futur, et même prochain,



Sans le tremblement de terre qui eut lieu au commencement du XII<sup>ème</sup> siècle, les comtes de Neuchatel et de Feni n'auraient peut-être jamais quitté Feni pour venir faire leur résidence à Neuchatel. Voyant moins fréquemment leurs sujets, les connaissant moins, s'attachant moins à eux, ils ne leur auraient pas non plus peut-être donné des franchises aussi étendues, et qui ont devancé toutes les libertés européennes, sans en excepter celles des autres cantons suisses eux-mêmes. Ce fut en 1307 que Guillaume Tell abattit la pomme placée sur le tête de son fils, et tua le petit tyran Gessler; un siècle auparavant, en 1214, comme nous l'avons dit plus haut, le Seigneur de Neuchatel, Ulrich II., avait déjà traité et pactisé amiablement avec ses Bourgeois, et leur avait donné cette charte qui a été la mère et la base de toutes les concessions souveraines subséquentes dans notre pays. Comme le remarque ingénieusement un de nos plus savans Chroniqueurs,

---

du Hannovre dans une incertitude où elle ne laisse pas celui de la Principauté. La possession du Hannovre est attachée à la dynastie, et peut être séparée de l'Angleterre. Aux termes de la charte, donnée par Frédéric-Guillaume III. en 1814, après avoir recouvré la Principauté par le glorieux succès de ses armes, et l'avoir rachetée au moyen d'une pension viagère considérable faite à la Princesse Berthier, la possession de la Principauté est désormaisin séparable de la *qualité* de Roi de Prusse, lors même qu'il y aurait un changement de dynastie, changement dont au reste la supposition est aujourd'hui, grâce à Dieu, moins vraisemblable que jamais.



Mr. Huguenin, Maire de la Brévine, dans sa Description manuscrite du Vieux-Château de Neuchatel, les premières lois, les premières libertés, les institutions paternelles et libérales de la Principauté, sont donc sorties d'un tremblement de terre. Neuchatelois ! qu'elles s'imprègnent, s'affermissent toujours de plus en plus sur votre sol comme la lave fertile d'un volcan ! Vos franchises ne sont pas nées des révolutions opérées par les passions des hommes, mais elles s'originent d'une des grandes révolutions de la nature. Que les hommes, ni par les suggestions, ni par la force, ne vous les ravissent jamais ! Pour qu'elles puissent nous être ôtées, qu'il faille plutôt que la terre même entr'ouvre de nouveau ses abymes, engloutisse nos montagnes, et nous avec elles !

Défiez-vous de ces hommes à phrases ronflantes ou mielleuses, qui vous prêchent une liberté que la Providence vous a elle-même donnée, et que leurs pompeuses et trompeuses déclamations, et leurs constitutions improvisées ne vous rendraient jamais ! Petits napoléons, c'est quand ils ont une fois le pouvoir en main qu'on apprend trop tard à les connaître. Ce sont les *faux prophètes* dont parle l'Évangile ; *ne les suivez pas !* Ce n'est pas un tremblement de terre qui vous les amène, comme vos anciens preux et loyaux Seigneurs, c'est l'éruption des passions, ce sont les agitations politiques étrangères, dont les fruits ordinaires ne sont



pas la liberté, la sûreté, mais le despotisme ou l'anarchie, et avec eux la misère ou la servitude.

---

Quatorze prétendans s'étaient présentés en 1707 pour revendiquer le sceptre de la Principauté. Sans doute ils ne l'auraient pas fait, s'ils ne s'étaient trouvés en possession de quelques titres qu'ils supposaient fondés. Le principe de la *propriété* qu'on appelle aujourd'hui en politique *légitimité*, et qui n'est autre chose que celui en vertu duquel le fils hérite de la fortune, des droits, et du nom de son père, triompha de tous ces titres. Ce n'est pas la Sainte-Alliance qui, la première, au milieu des ambitions européennes, a proclamé le principe de la *légitimité*, c'est le souverain Tribunal des Trois-Etats de Neuchatel.

---

Mais on peut faire à ce sujet une observation importante. C'est que l'acte par lequel les Trois-Etats de Neuchatel adjudèrent la Principauté à Frédéric I<sup>er</sup>, roi de Prusse, peut être à-la-fois considéré comme une *sentence* et comme un *choix*.

A cette époque, toute l'Europe protestante était dans l'admiration de l'accueil compâtissant et généreux que le *grand Electeur* avait fait aux protestans persécutés en France par l'intolérance religieuse, et de la protection particulière que Frédéric I<sup>er</sup> continuait à leur accorder, sans craindre l'orgueil ni la puissance prépondérante de Louis XIV. Toute



l'Europe semblait pressentir la hauteur à laquelle la Prusse était destinée à s'élever, parce que l'activité, la force, la sagesse, l'ordre, l'économie, et ce qui renferme toutes les vertus des gouvernans comme des gouvernés, *la religion de l'Evangile*, dirigeaient ses premiers pas dans la brillante carrière qu'elle venait de s'ouvrir à elle-même. Aussi était-ce le vœu bien prononcé des Neuchatelois de passer sous la domination de la Maison de Brandebourg plutôt que sous celle d'aucun des treize autres prétendans qui s'annonçaient pour revendiquer la souveraineté du pays. Par une de ces dispositions merveilleuses de la Providence, qui paraissent venir tout naturellement au-devant de ceux qu'elle protège, il se trouva que le prétendant qui possédait les titres les plus anciens, et les plus conformes au droit strict, était aussi celui auquel, dans le fond de leur cœur, les Neuchatelois donnaient déjà la préférence. On peut donc dire avec vérité que le roi de Prusse, s'il est *de droit* souverain de la Principauté de Neuchâtel, est aussi son souverain *de choix*, et qu'il réunit en lui la double sanction et de la justice régulière et de l'élection du peuple.

Si le choix était à refaire, le peuple neuchatelois choisirait encore en 1831, comme il le fit en 1707. Les bons chefs ne sont pas si faciles à trouver ou à obtenir. Voyez le gouvernement électif de la Pologne, et, tout récemment, la Belgique et la Grèce!





## VIII. COMME LES AUTRES CANTONS SUISSES, ÊTRE ABANDONNÉS A NOUS-MÊMES?

Bienfaits de notre Prince. Bienfaits des théories du jour.  
Anarchie où tomberait le Canton. Dans le fait, nous  
nous gouvernons nous-mêmes, comme les autres can-  
tons. Phénomène, unique en Europe, de souveraineté.  
Le citoyen Dr. Casimir Pfyffer. Nous, envier les au-  
tres cantons suisses, ou eux, nous?

---

Au nombre des prétendants à la souveraineté de  
Neuchatel se trouvait aussi le brave et respectable  
canton d'Ury. C'était une belle occasion offerte à  
la Principauté pour, dorénavant, ne plus relever  
que de la Suisse. Aujourd'hui elle formerait un  
canton abandonné à lui-même, comme chacun des  
autres cantons.

Serait-ce un avantage?

Il ne serait pas étonnant que des étrangers qui  
n'ont aucune idée distincte de la manière dont le  
Roi de Prusse gouverne sa Principauté de Neucha-  
tel et Valangin, inclinassent à le supposer. Mais  
il serait vraiment étonnant que des Neuchatelois,  
témoins des bienfaits du Roi, témoins de la prospé-  
rité dont jouit leur patrie, prospérité plus grande  
que celle d'aucun autre canton suisse, et qui n'ex-  
iste que depuis que l'illustre et sage Maison de



Brandebourg a pris ce pays sous sa haute et bienveillante protection, pussent tomber dans le doute à cet égard, et ne pas savoir bien décidément à quoi s'en tenir.

De fausses théories, qui remettent en question *jusqu'à l'existence de Dieu même*, bouleversent aujourd'hui le monde; par leur désastreuse application, ruinent le commerce et l'industrie, portent l'inquiétude dans toutes les familles, sans faire le bonheur de personne, si ce n'est de quelques ambitieux qui le plus souvent, ne proclament la liberté des peuples que pour leur dicter des lois de leur façon, et s'ériger finalement eux-mêmes en maîtres. Les Neuchatelois sont trop sages pour vouloir changer un ordre de choses auquel ils doivent leur bonheur, et se ranger gratuitement au nombre de ces peuples qui se donnent tant de peine pour en recueillir si peu de satisfaction.

Je pourrais parler ici de la Belgique, de la Pologne, de pays moins éloignés. Attroupemens du peuple; déchaînement de toutes les haines, de toutes les vengeances, de toutes les passions, de toutes les ambitions; villes paisibles, florissantes, transformées en forteresses ou en champs de bataille; attaques, fusillades, mitrillades, horreurs, massacres dans les rues; maisons dévastées, pillées, incendiées; familles en deuil; un père, une mère, des parens, des fils, des enfans en bas âge, vic-



times des fureurs de la multitude effrénée ; ouvriers sans pain, toujours prêts à recommencer le désordre ; commerce ruiné et faillites sur faillites ; armemens dispendieux ; augmentation de dépenses au nom du peuple, et par conséquent augmentation d'impôts sur le peuple ; contributions journalières de gré ou de force ; règne du plus fort au nom de la liberté ; telle est l'affreuse réalité ! La voilà, pour qui sait démêler les gémissemens du peuple au milieu des exclamations : *A bas les tyrans ! Vive la liberté !* et de toutes ces vociférations d'autant plus dignes de pitié que le pauvre peuple, jouet des instigateurs, vole avec plus d'ivresse au-devant de ses propres malheurs.

Rien, dans la principauté de Neuchatel, ne pourrait remplacer le bienfait de la souveraineté du Roi. C'est le poids qui maintient tous les leviers de l'Etat dans un juste équilibre. Si vous ôtiez ce poids, il n'en resterait d'autre que celui du plus fort, et vous savez, vous voyez quelles sont les conséquences d'un équilibre pareil. Tout le monde voudrait être le maître ; chaque partie du pays se soulèverait contre les autres. L'une aurait trop de députés, l'autre en aurait trop peu ; celle-ci serait trop imposée, celle-là proportionnellement ne le serait pas assez. Les griefs ne finiraient pas, et l'on finirait, comme ailleurs, par ne plus s'entendre. L'animosité prendrait la place de la raison, et la division succéderait à la concorde. Boudry et le Landeron voudraient se détacher de



Neuchatel. Les Montagnes, le Locle, la Chaux-de-Fonds, voudraient former un canton indépendant. Le Val-de-Travers et le Val-de-Ruz ne sauraient, entre les deux, quel parti prendre, ou demanderaient aussi chacun son gouvernement particulier. Tout tomberait dans un tel désordre, dans une telle anarchie, qu'il faudrait se jeter dans les bras du premier grand état qui, moyennant la conscription, les douanes, le papier timbré, les patentes sur l'industrie, l'abolition de toutes les corporations, la saisie des biens communaux, les impôts directs et indirects de toute espèce, outre les contributions d'usage en pareil cas, daignerait envoyer des troupes dans la Principauté pour y rétablir l'ordre, si lui-même, en ce moment, n'était pas dans le désordre.

Voyez ce qui se passe chez vos voisins, vos frères suisses de Vaud, Fribourg, Berne, Soleure, Bâle, etc. Les citoyens quittant en masse leurs foyers pour aller renverser leurs gouvernemens, et les gouvernemens obligés de prendre des mesures de défense contre leurs propres ressortissans ! Je n'examine pas de quel côté est la raison, ni de quel côté est le tort, ou si, peut-être, il y a des deux côtés tort et raison. Mais ce que je vois clairement, c'est qu'il y a du désordre ; que les masses étant devenues l'autorité, l'autorité changera avec l'opinion inconstante des masses ; que par conséquent, dans cet état de choses, les troubles intérieurs n'auront pas de terme ; que la sûreté publique, plantée comme un arbre



sans racines, sera compromise et renversée par le premier vent politique qui soufflera contre elle ; que la neutralité, la belle et glorieuse indépendance de l'Helvétie, sera si non perdue, du moins exposée à un grand danger. Jusqu'à présent, Neuchatelois ! vous êtes demeurés tranquilles et sages au milieu de ce tumulte. Les bienfaisantes institutions que vos pères vous ont léguées avec la vie, sont debout au milieu de vous comme le tilleul du village au milieu de ces arbres, sans racines et sans branches, qu'un caprice élève, et qu'un caprice renverse le moment d'après. Mais est-ce à votre seule sagesse que vous devez toute votre sagesse ? Auriez-vous donné un si bel exemple au milieu de tant de mauvais exemples, si vous eussiez été abandonnés à vous-mêmes, et que l'Aigle de Prusse, planant sur vos montagnes et vos vallées avec l'ancien sceptre de la Principauté et la branche d'olivier de la colombe, ne vous eût pas servi de mot d'ordre et de point de ralliement ? Rendez grâces à la divine Providence de ce qu'avec la sagesse, elle vous a donné de si beaux motifs de continuer à donner l'exemple de la sagesse !

D'ailleurs, ce n'est pas le Roi lui-même qui vous gouverne ; car dans le fait, vous vous gouvernez vous-mêmes. Le Gouverneur envoyé par lui n'a pas même de *vote* dans le Conseil-d'Etat, où il est son représentant. Toutes vos autorités sont tirées de votre sein, et toutes les charges sont accessibles à tous. Vous n'avez pas d'aristocratie exclusive, comme elle a



existé dans une partie des autres cantons suisses jusqu'à présent, et il n'y a pas de canton suisse qui se puisse vanter d'être plus maître chez soi que vous ne l'êtes. A deux cents lieues de distance, le Roi ne peut pas aller inspecter lui-même vos vallées et vos montagnes pour voir les choses par lui-même. Il faut qu'il s'en tienne aux rapports de son Conseil-d'Etat et aux représentations qui lui sont adressées, soit par les bourgeoisies, soit par les communautés, soit par les individus. Mais que fait donc le roi? Vous venez de l'entendre. Jamais il ne laisse la lettre du moindre individu sans une prompte réponse, et la plus petite affaire est examinée et recherchée avec la même scrupuleuse exactitude que la plus grande. Il est l'arbitre entre vous et votre gouvernement, entre vos remontrances et les rapports de vos autorités; et, comme il est éloigné de vous; que la brigue et l'intrigue ne peuvent l'atteindre; que d'ailleurs, si elles osaient ou pouvaient se hasarder jusqu'à lui, la mâle et sévère droiture de son caractère les repousserait comme elles méritent de l'être; qu'il revêt toutes les conditions exigées pour former un juge parfaitement impartial; qu'il confond les autorités et les plaignans, le peuple et le gouvernement dans un même amour, dans cette bienveillance paternelle qui, depuis passé un siècle, a constamment animé les souverains de la Prusse pour le peuple neuchatelois tout entier; on ne peut douter que l'intention qui préside à ses hautes décisions, ne soit conforme à la plus exacte justice, ou à la plus sage équité.



C'est un phénomène unique en Europe, et dans les annales des peuples, que celui d'un souverain placé en quelque sorte en dehors du gouvernement, et marchant à côté des autorités pour les retenir dans l'ornière qui leur est tracée par le devoir; d'un souverain qui est plutôt l'appui du peuple que celui de son propre gouvernement; d'un souverain, dont la principale prérogative ne consiste, en définitive, qu'à empêcher le gouvernement d'empiéter sur les droits du peuple, s'il pouvait lui en prendre fantaisie, et de maintenir les franchises du peuple entre ceux qui pourraient vouloir y porter atteinte; enfin d'un souverain qui, lié par des lois précises et des usages notoires, qu'il a lui-même solennellement jurés, n'est souverain, que pour servir de garantie au peuple contre le souverain. C'est votre pays, Neuchatelois! qui par l'effet d'un enchaînement extraordinaire de circonstances, présente ce phénomène singulier de constitution et de législation, phénomène, comme je viens de le dire, *unique*, si non de droit, au moins de fait, dans les annales des peuples. \*)

---

\*) N'est-ce pas, à-peu-près, ce que veut le citoyen Dr. Casimir Pfyffer, de Lucerne, dans son candide et naïf *Appel au Canton Directeur: Zuruf an den eidgenössischen Vorort Luzern*, 1831. Mais la Confédération helvétique n'est pas encore organisée comme il l'entend; elle ne tient pas encore prêt cet arbre de liberté ambulant, massue d'Hercule, qui doit se joindre aux bâtons insurrectionnels, nouveaux *droits de l'homme*, pour mettre à la raison les gouvernements cantonaux respectifs qui ont la fureur de ne pas



Si d'autres Suisses, qui ne connaissent pas les rapports qui existent entre la Principauté de Neuchâtel et le Roi de Prusse, manifestaient de l'étonnement sur l'existence perpétuée de ces rapports, il faudrait les leur expliquer dans toute leur étendue. Ils comprendraient sans doute alors, pourquoi toute la Principauté est demeurée si parfaitement tranquille pendant que tout était en mouvement autour d'elle, au nord et au midi, à l'orient et à l'occident; ils comprendraient pourquoi les Neuchâtelois tiennent avec un si grand attachement à ces rapports, et pourquoi ils en regarderaient la suppression comme le plus grand malheur politique qui pût arriver à leur patrie. Ils continueraient à respecter ces rapports salutaires, comme, à l'exemple de leurs braves ancêtres, ils l'ont fait jusqu'à présent. Dans l'état de trouble où ils voient leurs propres cantons, ce serait à notre tour à nous étonner, si même ils ne finissaient pas par envier le sort tranquille et prospère du nôtre.

---

pouvoir satisfaire en tout point et dans toutes les occasions les éclairés dépositaires de l'autorité souveraine. En attendant l'époque de cette ère sublime, le citoyen Docteur serait bien honnête, si, daignant prendre le généreux principe de la non-intervention dans un sens un peu moins interventif, il voulait bien ne pas nous mettre le poing sur la gorge, et tolérer *mitleidig* chez nous un provisoire dont les résultats compensent à-peu-près ceux auxquels il consacre ses nobles efforts, mais qu'il n'a pas encore obtenus.

---



## **IX. AVANTAGES QUI RÉSULTENT POUR LA SUISSE ELLE-MÊME DE NOTRE SITUATION POLITIQUE.**

Dangers du côté de l'Autriche. Dangers du côté de  
la France. Année 1814.

---

**L**a Suisse elle-même est sérieusement intéressée à ce que la Principauté de Neuchatel demeure invariablement sous la protection de la Prusse.

La Prusse, par sa position géographique, et par sa puissance militaire, est le point d'appui sur lequel tourne la balance politique de l'Europe. Entre la Russie, l'Autriche, et la France, ayant, sous le rapport des débouchés de son commerce, et par la proximité du Hannovre, moins à craindre de l'Angleterre que l'Angleterre ne peut avoir à craindre d'elle, celle de ces quatre grandes puissances avec laquelle elle voudra faire cause commune, pourra toujours se mettre en campagne avec des forces plus formidables qu'aucune des autres. La Suisse n'a que deux puissances à redouter, la France et l'Autriche. Mais si l'Autriche ou la France pouvaient cesser de respecter l'indépendance de la Suisse, et vouloir l'assujettir, ou violer sa neutralité, il est clair que la Prusse, intéressée au sort de la Principauté de Neuchatel, ne donnerait pas son adhésion à une mesure pareille sans opposition, ni avec la même facilité qu'elle pourrait



le faire, si aucun lien ne la rattachait immédiatement à l'inviolabilité du territoire helvétique.

Ainsi la Suisse a, dans la Principauté de Neuchatel, une garantie constante et forte de sa tranquillité et de son indépendance.

Ne m'opposez pas l'année 1814, où la Suisse, après avoir fait cause commune avec Napoléon, fit cause commune avec les alliés. Quand on se constitue en état de guerre, on s'expose aux chances de la guerre. Au surplus, je sais bien que l'Europe soi-disant libérale fourmille de *petits napoléons*; mais un conquérant, puissant de gloire et de génie, promenant ses triomphantes armées, d'Egypte en Palestine, de Naples à Hambourg, de Lisbonne à Moscou, n'est pas, heureusement, un phénomène de tous les jours.

---



## X. REVENUS QUE LE PRINCE TIRE DE NOTRE PAYS.

Si, au bout d'un siècle, nous ne devons pas être épuisés et ruinés?

---

Mais, dit-on, il faut pourtant que le roi de Prusse tire de beaux revenus de la Principauté, puisqu'après avoir vaincu ce terrible Napoléon, il n'a pas hésité à reprendre la Principauté, en payant une rente annuelle considérable à la veuve du Prince Berthier, et puisqu'en général le roi de Prusse, dans toutes les occasions, marque à ce pays un intérêt si particulier. Eh bien, c'est ce qui vous trompe! *Pour pouvoir être libéral*, dit une belle maxime, *il faut être économe*. Plus les rois de Prusse, de père en fils, sont économes, et plus, quand l'occasion s'en présente, ils savent être généreux.

Combien croyez-vous que le Roi retire annuellement du pays? — Tous les revenus du pays! Que sais-je moi? Peut-être 100,000, peut-être 200,000 écus! — Eh bien, il n'en est pas ainsi. Le Roi tire de la Principauté une somme annuelle fixe, et l'excédant des revenus de la Principauté est consacré en entier aux besoins du pays. La somme que la Principauté verse annuellement dans les caisses du Roi, est de 26,000 écus de Prusse, ou 70,000 livres de la Principauté, ni plus ni moins. Vous n'avez pas besoin



de m'en croire sur parole, vous pouvez vous en convaincre par la gazette générale de l'état (*Allgemeine preussische Staatszeitung*) qui publie le budget des revenus annuels de la Prusse.

— C'est beaucoup moins que je ne croyais. Cependant cela fait encore une belle somme, quand on songe qu'elle sort annuellement du pays pour n'y rentrer jamais. Voyons combien cela fait en 100 ans. **Soixante-dix millions** de livres de Neuchatel ! C'est presque ce que vaut tout le pays. Au bout de 100 ans donc nous devons être complètement ruinés. —

Tranquillisez-vous ! La preuve que vous ne le serez pas, c'est que, depuis passé cent ans que cet ordre de choses existe, vous ne l'êtes pas, et qu'au contraire, votre prospérité est allée toujours en augmentant, malgré que cet ordre de choses ne fût même pas aussi favorable pour vous qu'il l'est à présent. Cela ne doit pas vous surprendre. Croyez-vous que Paris renvoie à chaque département, à chaque ville et village de la France, l'argent comptant que chaque village, ville et département de la France, envoie annuellement à Paris ? Le Cerneux-Péquignot était-il plus riche avant sa réunion à la Principauté, et depuis cette époque, dont ses habitans ne cessent de se féliciter, sont-ils devenus plus pauvres ? Cependant les départemens subsistent, et deviendraient avec le temps prospères comme vous, si les fleurs de lis, le bonnet rouge, ou les couleurs tricolores les lais-



saient respirer, et leur assuraient la paix et la sûreté que vous trouvez sous les ailes protectrices de l'Aigle de Prusse.

---

## XI. CALCULS.

Ces revenus ne vont pas en Prusse. Recrutement militaire.  
Pensions. Largesses. Achats.

---

Mais vous aimez à calculer, dit votre excellent *Messenger boiteux* de cette année; eh bien, imitons un peu son exemple, et *calculons*!

Ces 70,000 livres de Neuchatel, à 10 batz, ou 26,000 écus de Prusse, que vous croyez aller annuellement en Prusse, ils n'y vont pas. Cette somme est dépensée en grande partie dans la Principauté même, et retourne finalement par les canaux de l'industrie, du commerce, et de l'agriculture, dans les bourses particulières d'où elle est sortie.

Il y a déjà eu telles années où le recrutement militaire pour le Bataillon Royal des Tirailleurs de la Garde, par les frais qu'il entraîne pour le Roi dans ce pays, a seul complètement absorbé cette somme.



La pension fixe, assignée pour le gouverneur sur le budget des dépenses de la Principauté, n'est pas proportionnée au grade supérieur des anciens militaires et hommes d'état auxquels le Roi a coutume de conférer cette haute dignité. Outre cette pension, le Roi lui conserve toujours, en tout ou en partie, celle dont il jouissait antérieurement. Cette double pension se déduit des 26,000 écus; et, lorsque, comme feu Mr. de Zastrow, le Gouverneur fait résidence dans le pays, c'est donc autant qui y reste et qui ne va pas en Prusse.

La pension supplémentaire du Gouverneur n'est pas la seule que le Roi fasse payer dans la Principauté. Il serait difficile de citer une période de temps où quelques Neuchatelois, et Prussiens mêmes, après avoir servi le Roi, ne seraient pas venus jouir de leur pension de retraite à Neuchatel, ou dans les beaux villages de ce pays. Donc, encore autant qui ne va pas en Prusse, et qui demeure dans la Principauté.

Ne comptez pas non plus pour rien les achats que le Roi fait des objets de votre art et de votre industrie, les encouragemens qu'il accorde à vos artistes et à vos mécaniciens. Ici une largesse, là un cadeau, ailleurs un achat: dans l'espace d'un siècle, puisque nous voulons compter par siècles, cela fera somme aussi.



Je voulais seulement vous mettre sur la voie de conclure que les 26,000 écus ne vont pas aussi rondement en Prusse que vous le supposiez. Ce qui passe réellement en Prusse, est un résidu si minime de ces 26,000 écus, que, si vous le connaissiez exactement, vous seriez probablement tout surpris qu'on puisse avoir à si bon marché un protecteur aussi puissant. \*)

Ce sera bien autre chose, si vous considérez ce que nous coûtons au Roi, et les faveurs qu'il nous accorde.

---

\*) On assure qu'en 1819, il ne restait au Roi, des revenus de la Principauté, après les dépenses que, pendant l'année, il avait fait faire ou autorisées dans le pays, que 1,500 livres, somme pour laquelle il se fit venir une montre de la Chaux-de-Fonds.

---



## XII. FRAIS DU ROI.

Bureaux à Berlin. Fonctionnaires. Différentes autorités prussiennes ayant à s'occuper de nos affaires. Quatre examens successifs de nos sentences criminelles à Berlin. Interventions diplomatiques dans l'étranger.

---

**L**es frais de bureau, de secrétariat, de régie, et de correspondance entre le pays et Berlin, font, au bout de l'année, une somme plus forte qu'on ne le suppose peut-être, et ce sont les caisses royales qui portent ces frais.

Le Département de Neuchâtel à Berlin est compris dans le Ministère des Affaires étrangères, parce que le Canton de Neuchâtel est un état indépendant, dont le Prince, dans la personne du Roi, forme le seul lien de droit qui existe entre la Prusse et lui. Un seul fonctionnaire, le directeur de la chancellerie de Neuchâtel à Berlin, est exclusivement occupé des affaires du département de Neuchâtel. Les autres fonctionnaires qui s'en occupent, ont à côté de cela leurs autres fonctions dans le Ministère même. Y compris le Ministre, Son Excellence, Mr. le Comte de Bernstorff, qui a séjourné dans la Principauté de Neuchâtel, et qui a déjà donné à ce pays tant de preuves de l'affection sincère qu'il lui porte; le célèbre Conseiller Intime actuel d'Ambassade Ancillon, qui est Bourgeois de Neuchâtel; le Conseiller Intime de



Légation Philipsborn, l'un des membres les plus considérés du Ministère, il y a en tout *huit* de ces fonctionnaires, dont *trois* sont Neuchatelois. Tandis que ces fonctionnaires s'occupent des affaires de la Principauté, ils ne peuvent pas s'occuper de celle de la Prusse. Sans les affaires neuchateloises, il pourrait toujours y en avoir quelques-uns de moins. Cependant c'est le Roi, qui les solde.

Mais ce n'est pas seulement le Ministère des Affaires étrangères qui est appelé à consacrer ses travaux et son temps aux affaires relatives à la Principauté. Il y a, en outre, le Cabinet du Roi, pour toutes les affaires qui exigent une décision immédiate de Sa Majesté ; les Ministères du Trésor, des Finances, du Commerce, et de l'Intérieur, pour toutes les affaires de comptabilité ou concernant les arts, l'industrie, et le commerce de la Principauté, en tant que ces différents objets réclament l'attention de la Prusse, par l'effet de la sollicitude de son Roi, notre Prince ; le Ministère de la guerre, pour les affaires relatives au bataillon des tirailleurs de la garde ; le Ministère de la Justice et le Sénat Criminel de Berlin pour les sentences criminelles qui doivent être soumises à la sanction suprême du Roi ; le Ministère de l'Intérieur, pour ce qui concerne les détentions dans les maisons de force des provinces rhénanes, etc. etc. Si l'on voulait faire l'énumération complète des autorités prussiennes que l'activité neuchateloise met en mouvement, on verrait que ce pays, tout petit qu'il est, remplit



en quelque sorte la monarchie entière, et qu'il y a peu d'administrations en Prusse qui n'aient à s'occuper de quelque affaire relative à la Principauté de Neuchatel. Cependant tout cela se fait *gratis* pour les intéressés, et c'est toujours le Roi, et seulement le Roi, qui solde les fonctionnaires appelés à travailler et à mettre en règle toute cette variété de détails et d'affaires. Défalquez, de ce solde, la part qui retombe sur le reste, envoyé en Prusse, des 26,000 écus, et voyez quel sera le reste de ce reste !

Le Gouverneur et le Conseil d'Etat, exercent, au nom du Prince, le droit de grâce pour toutes les sentences criminelles de la Principauté, qui infligent une peine moindre qu'une détention de *quatre* années. Tandis qu'en Prusse, le Ministère de la Justice ne soumet à la sanction du Roi que les sentences qui infligent une détention de *dix* années. Toute sentence criminelle, rendue dans la Principauté, portant une détention de *quatre* années, ou au-delà, est soumise à la sanction du Roi, qui, dans ce cas, exerce immédiatement le droit de grâce. Toute la procédure est envoyée à Berlin, où elle passe successivement par quatre instances différentes pour éclairer la décision du Roi : par le Sénat Criminel de la haute Cour de Justice de Berlin, par le Ministère de la Justice, par le Ministère des Affaires étrangères, et par le Cabinet du Roi. Ce n'est qu'après avoir entendu les *préavis* de ces différens conseils, que le Roi confirme la sentence ou la modifie. Le préavis



que donne le Sénat Criminel de Berlin sur chaque procédure, en l'examinant question par question, réponse par réponse, et en soumettant ensuite le degré de culpabilité, juridiquement prouvé, aux règles du droit général et local, de la manière la plus libérale et la plus consciencieuse, forme ordinairement une véritable dissertation de droit criminel, plus volumineuse que la procédure elle-même. Ces *préavis* pourraient composer une collection savante, instructive et intéressante de jurisprudence criminelle, par laquelle on verrait en même temps jusqu'à quel point le Prince de Neuchatel, dans la personne du Roi de Prusse, pousse le respect de la justice, et la disposition à la clémence en faveur des derniers individus. Quand les prisons de la Principauté ne suffisent pas pour le nombre des détenus, ou que les détenus sont des individus particulièrement perversis ou dangereux, ils sont reçus à la maison de force de Werdén, dans la Prusse rhénane. Or, Neuchatelois ! je vous le demande, si, en Prusse, on épargne si peu les frais, et l'on se donne tant de mouvement pour vos malfaiteurs, VOUS, sages et fidèles Citoyens ! quelle ne doit donc pas être la sollicitude paternelle de votre Prince pour vous ?

Vos voyages continuels, votre commerce dans toutes les parties du monde, depuis la Chine jusqu'au Pérou, depuis les Etats-Unis d'Amérique jusqu'au fond de la Russie, depuis le Caire et Constantinople jusqu'à Coppenhague et Stockholm, vous



mettent souvent dans le cas d'avoir besoin d'une protection active et puissante auprès des autorités étrangères, auxquelles vous avez des facilités à demander, ou des réclamations à adresser. Tantôt c'est une banqueroute qui a éclaté à Pétersbourg ou à Moscou, et dont il s'agit d'accélérer et de surveiller la liquidation, qui traîne en longueur à votre préjudice. Tantôt c'est, en Irlande, en France, en Italie, en Amérique, ou dans les Indes orientales, un héritage, dont il s'agit de constater l'existence, ou qu'il faut tâcher de retirer des avides mains qui, sous de faux prétextes, ont eu l'art de s'en emparer. Tantôt ce sont des sommes que vous avez fournies, dans le pays ou dans l'étranger, à des débiteurs étrangers, dont vous ignorez maintenant le séjour, ou qui ne font aucune réponse à toutes les lettres que vous leur adressez. Tantôt c'est un de vos compatriotes qui, cherchant fortune dans les pays étrangers, a été jeté par une police inquiète dans les cachots de sa dangereuse inquisition, et qui demande son élargissement et sa liberté. Des occurrences pareilles se renouvellent sans cesse. Pour votre Prince, il est toujours vrai de dire : *Les Rois ont les bras longs*. Vous vous adressez au Roi : aussitôt les ministres, les résidens, les consuls prussiens, accrédités auprès des gouvernemens, voisins ou éloignés, sous l'autorité desquels ces affaires doivent être décidées, reçoivent du Roi l'ordre exprès d'intervenir à l'effet qu'il soit fait droit à vos justes réclamations. Voilà donc encore toute la diplomatie prussienne en mouvement



pour vos intérêts, sans qu'il vous en coûte un denier.

Les 26,000 écus net suffiraient-ils pour placer ainsi, dans tous les pays du monde, des sentinelles respectées, veillant sans cesse à votre sûreté?



### XIII. LIBÉRALITÉ PRUSSIENNE.

Elle n'embouche pas la trompette comme on le fait ailleurs.

Erreurs au sujet de la Prusse. Protection particulière accordée aux arts et à l'industrie en général. Le *grand Frédéric*. Frédéric-Guillaume III. Le Prince Royal. Eglise française réfugiée.

Sous d'autres gouvernemens, dans d'autres contrées de l'Europe, ou ferait sonner bien haut toutes ces bontés du souverain. Quand un prince ou un millionnaire accueille une demande avec affabilité; quand il fait, à une harangue flatteuse, préparée d'avance, une réponse gracieuse, préparée de même; quand il accorde sa protection efficace à la juste réclamation d'un opprimé; quand il assigne une petite somme pour le soulagement des malheureux dans des circonstances extraordinaires; tous les journaux embouchent à l'envi la trompette, et le bruit de sa bienfaisance ou



de sa popularité parcourt l'Europe, comme celui d'une arme à feu, qui réveille tous les échos au milieu des vallées et des forêts. La Prusse, au contraire, se tait et agit. Elle cherche sa grandeur dans les faits et non dans les paroles. A quoi lui servirait cette grande publicité dont on est ailleurs si jaloux ? Ses motifs ne sont pas l'ostentation ni le murmure des applaudissemens. Les bienfaits du Roi regardent l'obligé et non l'Europe : les sujets y sont accoutumés et ne s'en étonneraient pas. Quant au Roi lui-même, il fait son devoir de prince, de bienfaiteur de l'humanité, de représentant de la Providence sur la terre, et sait, à son exemple, se passer de la reconnaissance et des actions de grâces de l'obligé. Aussi, quand le Roi, dans sa généreuse bonté, vous a-t-il rappelé ce qu'il a fait, ou fait faire pour vous ? Quand vous en a-t-il parlé, ou même fait informer ? Jamais ! A ses bienfaits, il joint la délicatesse de vous les laisser ignorer, quand ils peuvent l'être. Je suis probablement le premier qui, cédant à mon admiration pour LUI et à mon amour pour vous, viens vous en entretenir avec autant de détail, afin que, connaissant toute sa sollicitude pour vous, vous redoubliez, s'il est possible, d'attachement pour LUI.

Le Roi, votre Prince, comme la Providence invisible, travaille en silence pour votre bien-être. La pensée que vous êtes heureux sous sa domination paternelle lui suffit. Loin d'exiger de vous des sacrifices, c'est lui qui, tous les jours, se montre prêt à en faire de



nouveaux pour vous. Si quelqu'un lui en marquait son étonnement, il répondrait : Mes fidèles sujets de Neuchatel et Valangin, séparés des autres, réclament une sollicitude particulière. Ce sont mes enfans. N'en usez-vous pas de même avec les vôtres ?

Mettrai-je au nombre des nouveaux sacrifices du Roi, pour sa chère Principauté de Neuchatel et Valangin, les frais nombreux que, depuis plusieurs années, il a commencé à faire pour l'encouragement des beaux-arts, des arts industriels et mécaniques dans ce pays, et tout récemment pour l'extension et le perfectionnement de l'instruction publique ? Toujours disposé, toujours prêt à faire de pareils sacrifices, ils ne paraissent pas en être pour lui. C'est une ancienne erreur que de regarder la Prusse comme un état où le militaire seulement soit en honneur, et où toutes les vues du gouvernement soient subordonnées à l'économie. Nulle-part les sciences, les arts, l'industrie, le commerce, ne sont plus en honneur et ne jouissent d'une plus entière liberté, et d'une protection plus généreuse de la part du gouvernement qu'en Prusse. Il faut visiter la Prusse, y faire un séjour suffisant, posséder soi-même l'instruction nécessaire, pour se faire une juste idée de l'activité en tout genre qui y règne.

Vous arrivez devant Berlin. Le canon gronde dans les environs. Vous découvrez dans différens lointains



le scintillement des armes ; de longues colonnes, d'épaisses phalanges s'ébranlent, s'entre-choquent ; des nuées de coursiers fringans passent auprès de vous avec la rapidité du trait ; des tourbillons de fumée et de poussière obscurcissent l'air ; et vous dites : Je croyais approcher d'une capitale brillante et paisible, et je vois que c'est plutôt au milieu d'un camp que j'arrive !

Cependant vous atteignez les magnifiques portes de Brandebourg ou de Potsdam. Votre vue plonge immédiatement dans de larges rues, formées de palais, la plupart cependant habitations de simples particuliers ; vous visitez ensuite les nouvelles églises, les nouveaux théâtres, l'opéra, l'université, les académies, les bibliothèques, les gymnases, les instituts techniques, les musées, les galeries, les riches collections de tout genre ; vous voyez le grand nombre de savans, de professeurs, d'instituteurs, d'écrivains, de peintres, architectes, sculpteurs, graveurs, virtuoses, dont le Roi a peuplé sa capitale ; et vous dites : Je croyais entrer dans un camp, et c'est au milieu d'Athènes que je me trouve !

Héritier du trône et de la gloire du Grand-Frédéric, Frédéric-Guillaume III. a triomphé, sans peur et sans reproche, d'un plus grand et plus redoutable ennemi que ceux que Frédéric II. a eus à combattre. Il a fait plus que lui pour la liberté des peuples, puisqu'il a donné la liberté aux paysans,



demeurés serfs jusqu'à lui, et, à chaque province de la monarchie, une *représentation*, connaissant mieux les besoins de la province qui la délègue, que ne pourrait le faire une chambre, pêle-mêle, des députés de toutes les provinces, dont les intérêts sont si différens. Enfin fait-il moins que Frédéric II. pour l'avancement des arts et des sciences ?

---

\*) Dans ce prétendu siècle de lumières, il existe une superstition politique de termes et de formes, qui rappelle et égale toute l'absurdité qu'on reproche aux siècles regardés comme ceux de l'ignorance et de l'aveuglement. Toute monarchie qui n'a pas sa chambre des pairs et sa chambre des députés, où les courtisans de la multitude puissent encenser l'idole du jour, *la popularité*, est décidément barbare et livrée à la tyrannie. Quand on a dit *absolutisme*, c'est comme si, autrefois, l'on avait dit *mahométisme*. — Le roi de Prusse n'est-il pas absolu ? A-t-il donné à ses peuples la constitution qu'il leur avait promise ? — Il a donné à ses peuples beaucoup plus qu'il ne leur a promis. Il a donné liberté pleine et entière à l'industrie, et affranchi les paysans, sans avoir promis ces choses, et avant qu'on les lui eût demandées. Une révolution administrative et législative, plus grande, et surtout plus heureuse que celle de France, s'est opérée paisiblement et silencieusement en Prusse sous et depuis l'administration du Prince de Hardenberg. Nulle-part en Europe les lois ne sont plus respectées par le Souverain lui-même. Le Roi peut renvoyer ses Ministres, mais aucun autre fonctionnaire. Jusqu'au simple valet de chancellerie, il faut qu'un fonctionnaire soit premièrement jugé par le Conseil-d'Etat. Chaque corporation publique, municipale, judiciaire, consistoriale, ou autre, a ses attributions et ses droits, que le Roi est aussi peu libre de changer que ceux de nos anciennes et vigilantes bourgeoisies. Est-ce un bien tyrannique *absolutisme* que tout cela ? Pour ce qui concerne la question constitutionnelle, chaque province en Prusse a sa représentation par-



Après la guerre de sept ans, Frédéric le Grand fit bâtir le superbe Palais-Neuf à l'extrémité du jardin de Sans-Souci. On admirait ses ressources après cette pénible guerre. Les armées de Napoléon ont occupé la Prusse depuis 1806 jusqu'en 1813, donc aussi pendant *sept* ans. L'état de paix qui a eu lieu dans l'intervalle, était encore pire pour la Prusse qu'un état de guerre. Le vaste et magnifique musée, qui vient de surgir des eaux

---

ticulière, avec un mode d'élection mûrement et sagement approprié. A la vérité les députés ne se réunissent pas en masse et en foule; ils font leurs demandes ou leurs remontrances pour chaque province en particulier. Les intérêts de la Silésie, de la Poméranie suédoise, de la Prusse ducale, des provinces rhénanes, sont si différens que ces divers pays n'ont presque de commun entr'eux que le souverain, et que réunir leurs députés en une seule chambre, ce serait évidemment sacrifier les intérêts particuliers de chacun d'eux. Le Conseil-d'Etat, qui vaut bien ce qu'on appelle ailleurs la chambre des pairs, quoique le tiers au moins soit composé d'hommes qui n'ont d'autre titre que leur mérite personnel pour y être admis, examine les demandes ou les représentations des députés et en délibère avec eux. Quand on fait droit à ces représentations, et qu'on défère à ces demandes, autant qu'il est possible de le faire sans nuire à l'intérêt général, cela ne vaut-il pas autant pour le salut des provinces respectives que si leurs députés s'étaient chaudement escrimés pour l'établissement de lois générales, qui ne répondraient aux désirs ni aux besoins particuliers d'aucunes d'elles? Les journaux nous apprennent que, même en France, on sent vivement la nécessité d'en revenir à un ordre de choses semblable, et de faire de nouveau sortir les états provinciaux du néant où la désastreuse révolution les a plongés. Quand on demande, si le roi de Prusse a donné la constitution promise, tout



de la Sprée au centre de Berlin, vaut bien le solitaire Palais-Neuf de Sans-Souci.

Frédéric II. n'a malheureusement pas donné au monde l'exemple des sentimens religieux. Sans la religion, qu'est cependant la plus belle morale ? Un édifice sans base, un ballon que le vent des passions emporte dans toutes les directions, pendant que l'aéronaute, flottant entre le ciel et la terre dans sa

---

ce qu'on peut citer pour appuyer l'assertion de cette promesse de la part du Roi, c'est un article en deux lignes, des actes du congrès de Vienne, concernant les états d'Allemagne en particulier. Relisez cet article, et voyez s'il contient rien de plus que ce qu'a fait le Roi jusqu'à présent, et si même il contient à beaucoup près autant qu'il a déjà fait. Il fera sûrement encore plus pour le bonheur des peuples, si Dieu le conserve encore assez de temps, et que la nouvelle révolution de France lui permette d'employer ce temps d'une manière conforme à ses intentions paternelles. Vous, en qui l'on tâche de faire naître un sentiment de défiance contre la Prusse, vous voyez si le Roi n'a pas tenu ses promesses, ou s'il les a tenues. Toutes les monarchies dites *constitutionnelles*, sont-elles aussi *constitutionnelles* dans le vrai sens du terme ? Mais, en Prusse, les lois, la constitution s'exécutent sans déclamations, sans *gauche*, *centre* ni *droite*, sans *hilarités* ni *sensations*, sans *rires* ni *murmures*, sans instigations, sans factions, sans attroupemens, et partant, sans BRUIT. Voilà le grand mot; voilà ce qui manque à la Prusse : LE BRUIT ! A certaines gens, à certains journaux, il faut du *bruit*; c'est ce qui les pousse, ou du moins les fait vivre. Hors du *bruit*, point de lois, point de constitution ! barbare absolutisme ! odieuse tyrannie ! — O siècle de *sagesse* ! quand deviendras-tu assez sage pour te nommer toi-même de ton vrai nom ?



frêle gondole, attend le moment de la vie ou de la mort. Frédéric-Guillaume III, distinguant la superstition de la religion, le bigotisme de la dévotion, tout en combattant l'un par les armes de l'instruction publique et de la propagation des lumières, donne, comme père de famille, et comme chef d'une puissante monarchie, l'exemple le plus réel, le plus constant de l'autre. Qui est cet évêque éclairé, qui travaille sans-cesse, au moyen de la conviction et de l'exemple, à vivifier le sentiment religieux, à arrêter les progrès d'un prosélytisme ambitieux, à effacer, dans le rite et la doctrine, des oppositions arbitraires qui provoquent le doute, et par le doute l'indifférence? C'est encore Frédéric-Guillaume III !

Aussi peu les grandes qualités qui ont, de père en fils, caractérisé ses illustres prédécesseurs, se sont éteintes avec eux, aussi peu s'éteindront-elles avec Frédéric-Guillaume III, *le père du peuple*. Elles brillent du plus grand éclat dans l'auguste prince que la Providence a fait naître pour lui succéder. Orgueilleux demi-savans, journalistes qui régentez le monde; jeunes gens qui, raisonnant sur tout et décidant de tout, commencez par où l'homme formé par l'expérience et l'étude, ne peut pas même finir, déclamateurs, frondeurs libéraux, qui jetez sur les *princes* un regard dédaigneux, comme si vous seuls aviez eu à votre disposition les moyens de vous instruire et le bon esprit d'en profiter; allez, comme lui, vous mettre à la tête des régimens,



diriger les manœuvres militaires, tracer des plans de batteries et de fortifications; allez, comme lui, présider un conseil-d'état nombreux, composé des hommes, nobles ou non nobles, les plus éminens de la monarchie, moins encore par leur grade que par leur savoir, auquel seul, le plus souvent, ils sont redevables de leur grade; enfin, pour vous reposer dans le silence du cabinet, allez vous entretenir avec lui dans les principales langues de l'Europe, vous enfoncer dans les détails subtils ou profonds des sciences et des arts, entendre les différens cours qu'il se fait faire par les professeurs et les savans les plus distingués de la capitale; et, en définitive, comparez votre capacité, vos études, et vos lumières aux siennes!

Tel est l'horoscope des destinées futures de la Prusse, tel est son présent; et ce présent, Neuchatelois! sert à expliquer la prospérité du vôtre.

Je doute cependant que, par ce qui précède, vous vous fassiez une idée complète de la libéralité, dans le sens noble du terme, qui règne en Prusse. On sait fort bien à Berlin que vous n'êtes pas Prussiens, et que vous êtes, et n'êtes que Suisses. Mais, parce que le Roi est aussi votre Prince, et que son affection se répand également sur tous ses sujets, tant neuchatelois que prussiens, vous y êtes accueillis avec la même fraternité que si vous étiez sujets prussiens. Vous y trouvez même, sans l'acheter, entièrement *gratis*, sans aucuns frais d'inscription,



et sans autres formalités que celle de présenter, avec votre passe-port, votre extrait baptistaire, une commune de cinq paroisses, qui possède en propre, outre ses cinq églises, des hôpitaux, des maisons de charité, une maison d'orphelins, une boulangerie où le pain, la viande, le bouillon, se distribuent aux pauvres deux fois par semaine gratis avec une assistance fixe en argent; un établissement pareil pour l'habillement, un autre pour le bois de chauffage, un séminaire gratis de théologie, un gymnase d'où les étudiants passent immédiatement aux universités; en un mot, des établissemens d'instruction publique et de bienfaisance de toute espèce, qui assurent, au grand nombre de Neuchatelois domiciliés à Berlin, des avantages, équivalens sous plusieurs rapports, à ceux qu'ils trouveraient dans la riche et généreuse Bourgeoisie de Neuchatel, dont l'acquisition coûte une somme considérable.

Pour un peuple voyageur comme nous le sommes, pour une petite nation qui va toujours en augmentant sans que la fertilité de notre sol, ou l'étendue de notre territoire augmente, pour une population telle que la nôtre, obligée de se déverser continuellement dans l'étranger, qui peut énumérer les bienfaits que cette seconde patrie a déjà versés sur nous individuellement?

Le Bataillon des Tirailleurs de la Garde est en outre pour nous à Berlin une excellente école militaire,



sans en être une de corruption morale ou de fainéantise. Nos compatriotes en reviennent dans la règle meilleurs et plus instruits. Exercés assidument et savamment en Prusse, parfaitement familiarisés avec l'arme qui convient le mieux au défenseur de la neutralité et de l'indépendance de la Suisse, quand les signaux brûleront sur les sommités des montagnes, et que le tocsin sonnera sur les frontières, ils seront d'autant mieux en mesure d'attendre l'agresseur, et de soutenir l'honneur du nom helvétique.

Indépendamment du Bataillon des Tirailleurs de la Garde, on pourrait, à Berlin, former une commune nombreuse des Neuchatelois qui y sont établis.





#### XIV. SACRIFICES DU ROI.

Diminution des droits d'entrée en Prusse en faveur des principaux articles de notre commerce. Sommes qui se déversent annuellement de la Prusse dans la Principauté. Pension de la Princesse veuve Berthier.

---

Nous étions occupés à examiner les frais que fait la Prusse en compensation d'une somme de 26,000 écus, dont depuis longtemps il ne restait déjà plus rien à son bénéfice. Poursuivons !

Nous n'avons pas encore signalé les faveurs que notre Prince , le Roi de Prusse , accorde à notre *commerce* , à nous qui ne vivons que de *commerce*. Des motifs de discrétion ne me permettent pas de les préciser ici avec détail dans toute leur étendue ; mais ce qui est notoire , suffit pour les apprécier.

Vous savez, mes respectables et chers Concitoyens des Montagnes , que , tant vos ouvrages d'horlogerie que les instrumens propres à leur confection ou à leur réparation , s'importent en Prusse , depuis nombres d'années , à un taux de droits d'entrée beaucoup moindre que les mêmes objets fabriqués dans tous les autres pays. Vous savez aussi que cette importation de vos marchandises d'horlogerie en Prusse est très-considérable , et que la Prusse est un de vos plus sûrs et constans débouchés. Il résulte delà de deux choses l'une : Ou que vous vendez en Prusse vos



instrumens et vos montres au même prix que si vous ne jouissiez pas d'une diminution des droits d'entrée : ou que vous pouvez les y vendre à un prix plus bas que vous ne pourriez le faire sans cette diminution. Dans ce dernier cas, vous vous trouvez mieux en mesure de soutenir la concurrence avec les fabricateurs étrangers qui vous portent envie, et avec les fabricateurs prussiens eux-mêmes. Dans le premier cas, c'est un profit net, en argent comptant, qui en résulte pour vous, et que le Roi verse en quelque sorte de ses caisses dans vos bourses particulières.

Je sais bien, d'ailleurs, que ce n'est pas avec de l'argent qu'on achète un attachement aussi pur, aussi vif, aussi constant, que celui que vous témoignez pour votre excellent Souverain; que vous attachez un bien plus grand prix à la garantie qu'il vous offre de votre indépendance et de vos franchises; et que, ce qui vous touche surtout, c'est la droiture invariable de ses intentions, la mâle fermeté de son caractère, et son amour pour la paix et le bonheur de ses peuples, amour qu'il aime mieux exprimer en bonnes actions qu'en belles paroles. Ce sont là les sentimens que naguères, en vous visitant, j'entendais énoncer avec un noble enthousiasme, dans vos aimables et joyeuses réunions. Aussi, au milieu des divisions populaires qui vous entourent, présentez-vous l'image d'une île de paix et de concorde, que de turbulens voisins feraient bien d'imiter, au lieu de se proposer eux-mêmes pour modèles.



Les fabricans d'indiennes de la Principauté jouissent aussi , quoique depuis un moindre nombre d'années , d'une diminution considérable des droits d'entrée en Prusse. Cette branche d'industrie est fort importante pour la Principauté. C'est à elle que les plus grandes fortunes de ce pays doivent leur origine. On pourrait mettre en doute , sans risque de se tromper beaucoup , si elle n'apporte pas autant d'argent dans la Principauté que l'horlogerie elle-même , quoiqu'il y ait un plus grand nombre de familles qui vivent immédiatement de celle-ci. Cette belle branche de commerce était menacée d'une ruine totale par les prohibitions étrangères , et déjà plusieurs fabriques avaient disparu successivement. Enfin , le Conseil-d'Etat de Neuchatel , avec le zèle qu'il déploie dans toutes les occasions où il s'agit d'augmenter ou de maintenir la prospérité du pays , exposa au Roi la malheureuse situation des choses , et Sa Majesté permit l'importation des indiennes neuchateloises dans ses états prussiens avec une diminution des droits d'entrée telle , que d'autres indiennes , à qualités égales , ne sauraient soutenir la concurrence avec elles ; et que les fabricans neuchatelois se trouvaient même plus favorisés que les fabricans indigènes. Depuis cette époque , les fabriques d'indiennes de la Principauté prospèrent de nouveau , et un grand nombre de familles , en danger de manquer d'ouvrage et de pain , grâce à la bonté du Roi ! ont du pain et de l'ouvrage.



Une suite de mauvaises vendanges, et plus encore peut-être la concurrence des vins étrangers, ont porté dans ces derniers temps, une atteinte sensible à la prospérité du vignoble. Aussi, loin de donner plus d'extension à la culture de la vigne, commence-t-on, en plusieurs endroits, à la mettre en champs ou en prairies, le sol utilisé de cette manière devenant aujourd'hui d'un rapport plus avantageux. Des négocians industriels et actifs ont fait l'heureuse observation qu'il existe une analogie marquée entre les vins neuchatelois et ceux de Champagne; et, après nombre d'essais dispendieux, ils ont enfin réussi à produire un excellent vin de Champagne, qu'on connaît maintenant sous la dénomination simple et franche de *Neuchatelois mousseux*. Le *Messenger boiteux* de Neuchatel, qui, destiné aux habitans de la Principauté, ne laisse de regret que de n'être pas en entier de l'auteur instruit et spirituel qui a rédigé les articles de l'intérêt le plus immédiat pour le pays, le *Messenger boiteux* vous a déjà entretenus de cette nouvelle ressource que Mrs. J. J. Bouvier et comp<sup>e</sup>. à Neuchatel viennent de découvrir pour le vignoble, et dont les avantages ne reflueront pas seulement sur eux, mais sur tous les propriétaires de vignes, et sur le grand nombre de travailleurs, de toutes les parties du pays, que les vignes font vivre, ou qui en retirent du bénéfice, soit directement soit indirectement. Le Roi ne s'est pas borné à donner à Mrs. Bouvier le titre de *Fournisseurs de la Cour pour les vins de Neuchatel mousseux*;



mais il leur a en outre octroyé une diminution des droits d'entrée en Prusse pour ces vins, au moyen de laquelle ils pourront lutter avec succès contre la concurrence des vins de Champagne, dont la consommation est très-grande dans le Nord, et qui amènent annuellement en France un capital énorme, dont les Neuchatelois ne seront sans doute pas fâchés qu'une partie entre dorénavant dans leur pays.

Ces importantes diminutions de droits d'entrée sont un don réel que les caisses du Roi font à la Principauté, et à ses habitants. Si le neuchatelois mousseux, les indiennes et l'horlogerie neuchateloises, n'entraient pas en Prusse avec une diminution de droits, les mêmes marchandises, venant de la Principauté ou d'autres pays, y entreraient en payant tout entier le droit dont elles sont imposées, et les douanes prussiennes verseraient des revenus plus considérables dans le trésor du Roi. Le Roi fait donc annuellement le sacrifice réel d'une partie de ses revenus en faveur du commerce de la Principauté: ne pas prendre de l'un ce qu'on exige de l'autre, est un véritable don que l'on fait au premier.

Porterons-nous encore ces diminutions de droits en déduction des 26,000 écus, déjà si souvent mentionnés? Il faudrait vraiment que cette somme fût comme l'huile de la veuve, et qu'elle se doublât miraculeusement bien des fois d'elle-même. Pour achever vous-mêmes de vous en convaincre, infor-



mez-vous de la masse d'horlogerie, du nombre de quintaux d'indiennes, et des milliers de bouteilles de vin mousseux qui s'importent en Prusse, et qu'on projette d'y importer dorénavant, si le calme se rétablit en Europe, et que l'esprit insurrectionnel, satisfait des incendies qu'il allume dans l'intérieur des états, n'entraîne pas la conflagration générale.

Si la seule diminution de droits, en faveur des marchandises neuchateloises importées en Prusse, fait un objet aussi considérable, jugez des sommes auxquelles s'élèvent ces marchandises elles-mêmes, et par conséquent de la masse des capitaux qui se déversent annuellement de la Prusse dans la Principauté ! Me fondant sur des données que, par les motifs mentionnés plus haut, je ne crois pouvoir insérer ici, je n'hésite pas à les porter au-delà *d'un million* de livres, somme qui, sans doute, surtout pour ce qui concerne les indiennes, ne reste pas en entier dans le pays, mais que le pays ne tire cependant pas moins en entier de la Prusse, et sur laquelle il fait toujours son bénéfice.

Pour peu que vous en soyez informés, vous verrez bientôt que, dans l'espace d'un siècle, loin que la Principauté dût être épuisée par les revenus qu'elle envoie en Prusse, elle devrait au contraire, si elle gardait tous les capitaux qu'elle reçoit de la Prusse, avoir doublé de fortune totale au bout d'un petit nombre d'années. Ces revenus donc, loin d'être perdus pour



la Principauté, deviennent pour elle une semence féconde. Pour contester cette vérité remarquable, il faudrait se moquer des chiffres, et renoncer à l'évidence du calcul.

Notez d'ailleurs que, dans toute cette énumération, je n'ai point parlé de la pension considérable que le Roi fait à la Princesse veuve Berthier, encore que le Roi eût pu se dispenser de cette charge, s'il avait voulu nous abandonner à notre sort, quel qu'il pût être, et ne pas nous reprendre sous sa protection bienfaisante.

Aussi n'est-ce que, parce que la Prusse est une puissante monarchie, parce qu'elle possède d'immenses ressources, et parce qu'elle observe une sage économie dans toutes ses dépenses, qu'elle peut faire ce qu'elle fait en faveur de la Principauté. Si elle ne consistait qu'en un petit état comme la Principauté, et que cependant elle voulût faire les mêmes choses en sa faveur, en supposant qu'elle pût les faire, elle n'y tiendrait pas pendant une année.

Le Roi, votre Prince, ne contribue donc pas seulement à votre bien-être, d'une manière indirecte, en vous servant d'arbitre entre vous et votre gouvernement, et en maintenant consciencieusement vos franchises et vos libertés ; mais, par les faveurs qu'il accorde à votre industrie et à votre commerce, par les débouchés qu'il vous ouvre à propos, quand



on les leur ferme ailleurs, il contribue encore très-activement et très-efficacement à votre bien-être, il augmente ou soutient votre prospérité d'une manière positive et directe.

---

## XV. COMMENT LE ROI PROFITE AVEC NOUS.

D'où vient la générosité de notre Prince pour nous. Son caractère respecté même par ceux qui ne respectent plus rien.

---

C'est une question sur laquelle on revient toujours : Qu'est-ce donc qui peut engager le Roi de Prusse à se montrer aussi généreux envers sa Principauté de Neuchatel et Valangin, qui, dans le cas où les armées prussiennes menaceraient la Suisse, serait censée tourner ses armes contre lui? Je vous l'ai déjà dit : C'est que les Rois de Prusse, de père en fils, sont économes pour pouvoir être généreux; c'est que, pour Frédéric-Guillaume III., le terme de *devoir* n'est pas un vain son, mais emporte pour lui des obligations inviolables; c'est que vous êtes le plus ancien héritage de son illustre Maison, sans en excepter le duché de Prusse, ni même le marquisat de Brandebourg; c'est enfin qu'une fidélité de huit siècles le touche, et qu'il vous rend, d'une manière



digne de son caractère magnanime, attachement pour attachement, fidélité pour fidélité. Ne vous y trompez pas ! Il est douteux qu'il voulût se charger de régner sur de nouveaux sujets, qui n'auraient aucun droit à son amour par le passé, aux mêmes conditions qu'il règne sur vous.

Ce n'est pas lui qui profite avec vous ; mais c'est vous qui profitez, politiquement et matériellement, avec lui. C'est lui qui vous protège ; et vous, vous pourriez plutôt être dans le cas de marcher contre lui, que de courir à sa défense. Toutes les conditions qu'il vous impose, pour prix de sa sollicitude et de ses sacrifices pour vous, c'est que vous l'aimiez comme vous faites.

C'est un bonheur de pouvoir aimer, par conviction, ceux que, par devoir, il faudrait encore aimer. Mais on peut être fier d'avoir le droit d'aimer celui que toute l'Europe révère, et au loyal caractère de qui l'envie même est obligée de rendre hommage. Tandis qu'aucun homme éminent en Europe ne demeure hors de l'atteinte des pamphlets et des journaux, tandis que l'un ou l'autre, suivant son parti, saisit toutes les occasions possibles pour jeter du venin sur les réputations les plus respectées, aucun n'a encore osé attaquer la sienne. Son nom seul rappelle un reste de conscience chez ceux même qui, en jugeant les Rois, se font gloire d'abjurer toute conscience.

---



## **XVI. HARMONIE DE NOS RAPPORTS AVEC NOTRE PRINCE ET AVEC LA CONFÉ- DÉRATION HELVÉTIQUE.**

Facile à comprendre. Distinguer l'intérieur et l'extérieur du Canton, De l'extérieur naissent les rapports avec la Suisse ; la compétence du Prince ne regarde que l'intérieur. Interrogateur suisse. Hannovre. Relations des cantons suisses eux-mêmes avec les pays étrangers. Qui en définitive se montre le plus suisse.

---

**L**a position du canton de Neuchatel, relativement à la Prusse, ne change en rien les rapports des habitans de ce canton, comme dignes enfans de l'antique et glorieuse Helvétie.

Le double rapport que le canton de Neuchatel soutient, d'un côté avec la Suisse, et de l'autre côté avec la Prusse, ne peut embarrasser que ceux qui, soit par ignorance soit par légèreté, jettent sur les choses un coup-d'œil superficiel sans les approfondir. Quand il s'agit de la prospérité, de la paix intérieure d'un peuple, une erreur, petite en apparence, peut devenir la cause de malheurs irréparables, et un grand crime. Le double rapport du pays de Neuchatel, comme Principauté et Canton, est si salulaire pour lui, si utile à la Suisse elle-même, qu'on doit lui pardonner de n'être pas aussi simple



que s'il n'existait pas, et qu'il n'y eût rien à saisir ni à comprendre.

Le Roi de Prusse est Prince souverain du Canton pour tout ce qui concerne l'intérieur. Dès qu'il s'agit des relations du Canton avec la Suisse, il est étranger au Canton, et redevient uniquement roi de Prusse. La Principauté forme alors un canton suisse, aussi indépendant de la Prusse qu'aucun autre canton. Contingens en hommes et en frais, nomination des députés à la Diète helvétique, instructions à leur donner, tout est décidé et réglé par le Conseil d'Etat, et par la nombreuse Assemblée des Audiencés générales du Canton. Les députés du Canton se rendent à la Diète helvétique, y délibèrent, proposent, opinent suivant les instructions qu'ils ont reçues, sans que le Roi, s'il n'en est informé par sa Mission en Suisse, apprenne par le gouvernement de Neuchâtel ce qui s'y passe, et sache même qu'il y a convocation de la Diète helvétique.

Cet état de choses n'est pas si difficile à comprendre. Le canton de Neuchâtel faisant partie de la Suisse, qui forme au milieu de l'Europe une confédération indépendante, et le Prince de ce canton gouvernant en même temps un grand état qui ne fait pas partie de cette confédération, et qui peut même avoir des intérêts différens, les intérêts respectifs de ce grand état, et de la confédération indépendante, ont dû être séparés, et ils le sont. D'ailleurs cette séparation n'est pas une nouveauté;



relisez notre histoire ! Les Comtes et Princes de Neuchatel ont vécu presque constamment dans l'étranger , et cependant le Canton faisait toujours cause commune avec la Suisse. Quoique les rapports du pays avec la Suisse , et avec les droits du Prince vivant dans l'étranger , ne fussent pas déterminés avec la même précision qu'ils le sont aujourd'hui , ils ont marché de front pendant huit siècles , sans confusion et sans gêne.

Quant à l'intérieur , peu importe , ce semble , aux autres cantons de quelle manière celui de Neuchatel soit gouverné , s'il est d'ailleurs tranquille et prospère , heureux et libre , et qu'il remplisse ponctuellement et avec zèle , comme il l'a fait jusqu'à présent , ses engagements envers eux. Si chaque canton a le droit de renverser sa constitution , quand elle ne lui convient pas , chaque canton doit aussi avoir le droit , quand elle lui convient , de conserver la sienne.

Un Suisse , qui aurait mieux fait de s'instruire que d'interroger , demandait à un Neuchatelois , capable de le satisfaire : Etes-vous Suisse ou Prussien ? Je suis Suisse , et je suis Prussien , si vous appelez être Prussien que d'obéir au Roi de Prusse en sa qualité de Prince souverain de mon Canton. — On ne sait que faire de vous avec tout cela ; vous n'êtes ni chair ni poisson ! — Tant mieux ; nous ne voulons pas non plus qu'on nous mange ! — Mais



pouvez-vous aimer la Prusse et la Suisse en même temps ? Il est clair que si vous aimez la Suisse , vous n'aimerez pas la Prusse , et que , si vous aimez la Prusse , vous ne pouvez pas porter un grand attachement à la Suisse. — C'est cependant ce qui arrive , et vous ne devez pas vous en étonner. Nous autres Neuchatelois , nés d'un père et d'une mère, nous avons appris à les aimer et à les respecter l'un et l'autre en même temps. — Passe pour un père et une mère ; mais l'Evangile ne dit-il pas que nous ne pouvons servir deux maîtres ? — L'Evangile dit bien que nous ne pouvons servir deux maîtres , c'est-à-dire *Dieu* et *Mammon*. Mais notre Prince , le Roi de Prusse , s'est toujours montré comme une Providence pour nous ; et je ne suis pas assez mauvais Suisse pour exprimer la conséquence qui résulterait, de votre fausse application de l'Ecriture , contre notre commune patrie.

Le Hannovre en est-il moins un pays allemand , faisant moins partie de la Confédération germanique, lui fournissant moins son contingent en hommes et en frais , parce que son roi est en même temps roi des Iles britanniques ?

Un particulier ne peut-il pas posséder deux maisons dans deux pays différens , sans que celle qu'il n'habite pas, soit censée appartenir au pays où est située celle qu'il habite ?



De tout temps les cantons suisses, soit en masse, soit individuellement, ont eu des relations intimes avec l'étranger; leur position géographique leur en fait une loi, leurs besoins leur en font une nécessité. La Suisse en est-elle moins la Suisse pour avoir eu pendant des siècles des régimens au service de France, de Hollande, en Espagne, en Italie? Les décombres de la Bastille furent teints du sang des Suisses; le sang des Suisses coulait naguères dans les rues de Paris. Quand les Suisses vont verser leur sang pour des causes étrangères, ils ne cessent pas de s'envisager comme Suisses, et ils ne cessent pas de l'être bien véritablement; car les lauriers qu'ils cueillent dans l'étranger, et l'héroïsme dont ils y font preuve, réjaillissent sur leur patrie, et entretiennent pour elle, en Europe, un respect qui s'éteindrait bientôt sans ces beaux exemples de bravoure militaire et de fidélité, et sans la pensée, qu'en attaquant la Suisse, quoiqu'elle n'ait point d'armée permanente, on aurait cependant à faire à une nation belliqueuse, à des officiers expérimentés, et à des soldats exercés et braves. Et, quand un Prince étranger, à titre de Prince indigène, verse ses bienfaits sur une contrée de la Suisse, les habitans de cette contrée ne seraient plus Suisses! Les Neuchatelois n'encoururent jamais ce reproche. Jamais leur main ne fut fratricide, et toujours elle fut prompte à s'armer pour la défense de leurs frères suisses. Leur sang a coulé avec celui des Suisses pour la



cause de la commune patrie ; et, quand un état étranger quelconque, violera la neutralité et l'indépendance de la Suisse, leur sang, tout suisse, coulera encore avec le sang suisse. Voyez, à la Diète helvétique, les députés neuchatelois, et dites, si l'on y émet des votes plus suisses.

---

## XVII. QUELS INCONVÉNIENTS LA SUISSE ÉPROUVE DE NOS RAPPORTS AVEC LA PRUSSE.

La prospérité neuchateloise contribue à celle des autres cantons. Avantages sous le rapport du service militaire. Qu'importe le terme de *canton monarchique*, si le canton n'est pas moins suisse et libre que les autres, et si, de plus, il est prospère et tranquille ? Notre canton est même un asile commun des Suisses.

---

La Suisse n'éprouve aucun inconvénient des rapports qui existent entre le canton de Neuchatel et son Prince, le Roi de Prusse. Il en résulte, au contraire, des avantages dont la non-existence formerait une lacune qui ne ferait aucun tort à la Prusse, et que la Suisse pourrait seule être dans le cas de sentir.

J'ai fait voir plus haut comment, par la protection du Roi de Prusse, s'explique la prospérité particulière



dont jouit le canton de Neuchatel, prospérité qui ne date, en effet, que depuis l'époque de cette protection vraiment paternelle. Or la prospérité d'un canton doit toujours influencer salutairement sur celle des autres, et surtout de ceux qui l'avoisinent de plus près. Aussi voyez les sommes que déverse le canton de Neuchatel dans tous les cantons limitrophes ! Si les habitans de ces cantons empruntent des capitaux aux Neuchatelois, c'est que ces habitans, après en avoir payé les intérêts, y trouvent encore leur compte. Si les Neuchatelois leur achètent des biens-fonds, c'est qu'ils en paient davantage que ne l'auraient fait des citoyens du canton. Le canton de Neuchatel ne produit qu'à-peu-près le tiers de la subsistance nécessaire pour nourrir sa population. Pendant les jours de foire et de simple marché à Neuchatel, il faut voir arriver les barques chargées de légumes, de fruits, de denrées de toute espèce, venant des cantons de Berne, de Fribourg et de Vaud, et les énormes caisses qui, à peine débarquées, après avoir traversé le lac, franchissent les montagnes pour aller alimenter le Locle et la Chaux-de-Fonds, et toutes les autres parties industrielles des Montagnes. Ces caisses ne retournent pas de l'autre côté du lac remplies d'or ; mais qui doute cependant que la Principauté ne soit une mine féconde et constante de numéraire pour les nombreux habitans de la Suisse qui y envoient leurs denrées ? Les habitans de l'Erguël, canton de Berne, ne portent pas de denrées à la splendide Chaux-de-



Fonds ; mais combien d'ouvriers horlogers y portent leur travail, et en emportent l'argent qu'ils échangent contre les denrées venant de contrées plus éloignées ! Et qui peut soutenir, avec une vraisemblance solide, que tout ce trafic, tous ces bénéfices, tout ce mouvement, toute cette vie répandue dans l'intérieur de la Suisse par le canton de Neuchatel, auraient également lieu, ou ne cesseraient pas peu à peu, si la protection de la Prusse cessait d'exister pour ce Canton ; puisque encore une fois, c'est seulement depuis qu'elle existe, que la prospérité du canton de Neuchatel est devenue ce qu'elle est à présent ?

Ajoutez à cela (ce que j'ai déjà touché plus haut) que les Neuchatelois vont apprendre en Prusse, dans les troupes les mieux disciplinées de l'Europe, le maniement de l'arme qui convient le mieux pour la défense de la Suisse, et que le Roi, s'intéressant si noblement au sort de sa Principauté de Neuchatel et Valangin, ne peut que s'intéresser aussi au sort de la Suisse entière, à sa paix, à son indépendance, à sa neutralité ; l'indépendance et la paix de la Principauté elle-même étant désormais inséparables de celles de la Suisse entière.

Quand donc vous voyez l'aigle de Prusse planer avec l'aigle des Alpes sur les sommités du Jura, **SUISSES**, à qui ce phénomène peut paraître singulier, rassurez-vous ! Sous quelque rapport que ce soit, ce ne peut être pour vous un sujet d'inquiétude, ni un présage de mauvais augure.



On ne peut rien faire de vous, Neuchatelois, dans votre *canton monarchique*, disait un agitateur, qui n'ayant aucune idée distincte de la sagesse de nos anciennes institutions, ne pouvait rien comprendre à la sagesse de notre conduite. Vous êtes tranquilles comme des esclaves qui n'osent pas se remuer! — Comme nous n'avons jamais été esclaves, nous n'avons pas besoin de nous *remuer*, pour secouer un joug prétendu, et pour être libres. Ce n'est pas la Suisse qui, jusqu'à présent, a donné l'exemple de la liberté au canton de Neuchatel; mais étudiez l'histoire, et vous trouverez que c'est précisément le contraire, et que le canton dit *monarchique*, quoique toujours dans la voie de l'ordre et de la légalité; a devancé tous les autres dans la carrière de la liberté, sans en excepter même les plus *démocratiques*. J'ai indiqué plus haut l'époque, où Guillaume Tell abattait la pomme placée sur la tête de son fils, et l'époque, *antérieure d'un siècle*, où Neuchatel obtint sa première charte. Apprenez donc que nous sommes *majeurs* en fait de liberté, et allez prêcher votre *émancipation politique* à ceux qui se croient encore *mineurs*! Aussi, sans avoir besoin de cesser d'être ce que nous sommes, nos anciennes institutions s'accorderont-elles toujours avec les vôtres, quelque libres que vous les supposiez: il vous sera même difficile, à moins d'imiter notre constitution, d'en improviser une qui soit mieux appropriée à vos besoins que la nôtre ne l'est aux nôtres.



Il est des maris qui voudraient tous les jours changer de femme, soit parce qu'ils sont légers, soit parce qu'ils ont le malheur de ne rencontrer que de mauvaises femmes. Sur XXII, il peut y en avoir au moins un qui ne soit pas dans ce cas, et qui soit assez content de sa femme pour vouloir la garder toute sa vie. Que vous importe le terme de *monarchique*, s'il a pour nous les mêmes effets que vous attendez d'un autre terme, et de plus, s'il nous assure en même temps la salubre permanence de ces bons effets? Les Belges s'abstiendront-ils de manger des *oranges*, et les *oranges* cesseront-elles d'être succulentes et rafraîchissantes pour eux, parce qu'elles portent un nom qu'ils respectaient naguères, et qui a tout-à-coup commencé à leur déplaire? Soyons donc un peu moins *imitateurs*, et sachons être *nous-mêmes*; jugeons sur l'examen des choses, et non sur la vogue et la faveur des mots!

Dans notre canton *monarchique* : aucun citoyen qui, voulant se dévouer à la chose publique, n'en trouve l'occasion et ne puisse aspirer aux premières charges; dans notre canton *monarchique*, aucune loi, ni même ordonnance de police arbitraire; *veto* des audiences générales; représentation de quatre bourgeoisies, dont l'une ne laisse pas passer ce qui peut avoir échappé à l'attention de l'autre; représentation de chaque corps de communauté; représentation libre de chaque individu, soit en s'adressant à sa communauté, soit en s'adressant à sa



bourgeoisie, soit en s'adressant au gouvernement, soit, sans autre, en s'adressant immédiatement au Roi. Point d'impôts arbitraires. Point d'impôts *indirects*, et par conséquent point de timbre, de douanes, de péages, de visitations publiques ou domestiques, ni de ces employés incommodes et coûteux sur les frontières. Tout le commerce dont nous avons parlé, se fait avec la plus absolue liberté, et ce n'est qu'au-dehors de nos frontières que nous apprenons à connaître les noms sinistres de toutes les entraves qu'on y met dans d'autres pays, et qu'on finirait par y mettre chez nous, si, pour changer un mot, nous changions de régime, et cessions d'être ce que nous sommes. Il faut bien que les choses n'aillent pas si mal chez nous, puisque, malgré le peu d'étendue de notre Canton, 10,000 des VOTRES, 10,000 Suisses, sont peu à peu venus s'y établir, et prospèrent avec nous, parmi nous!

---



## XVIII. REVENIR SUR LE PASSÉ.

Inconvéniens pour la Principauté , sous le rapport militaire, d'être incorporée à la Suisse. Ce qui a nécessité cette incorporation , au lieu de la simple alliance et com-bourgeoisie , qui existaient précédemment. *Nous ne voulons plus être sujets du Roi , ou bien : Nous ne voulons plus faire partie de la Confédération helvétique , ce que ce serait dire. Sainteté des engagements et des sermens.*

---

L'état militaire de la Principauté n'a pas la défense de la Prusse , mais uniquement celle de la Suisse pour objet. Si l'on pouvait supposer que ce fût celle de la Prusse , on demanderait : *Contre qui ?* Ce ne pourrait être que contre la France. Or ce n'est pas avec la France que la Principauté , séparément de la Suisse, pourrait faire la guerre. L'état militaire de la Principauté serait donc sans objet , s'il n'avait pas pour objet la défense de la Suisse ; et la défense de la Suisse est sa propre défense.

Je conviens , Neuchatelois ! que cette défense est plus onéreuse pour vous aujourd'hui, qu'elle ne l'était autrefois. Autrefois , vous pouviez paraître sous les armes , soit en uniforme , soit avec l'équipement de votre choix , sans avoir été préalablement exercés par des instructeurs militaires. Le matériel de la guerre n'était pas non plus aussi considérable ni aussi régulier. Votre service mi-



litaire était celui d'une simple milice , d'un *Landsturm*. Aujourd'hui vous devez être exercés et équipés *comme des troupes de ligne* , et il vous en coûte davantage en temps et en argent.

Plusieurs d'entre vous , et cela ne me surprend pas , regrettent l'ancien ordre de choses , où vous n'étiez pas moins Suisses de cœur que vous ne l'êtes à présent , et où , cependant , la qualité de Suisses vous imposait une charge moindre. D'où vient que cet ordre de choses a changé , et a fait place à un ordre de choses moins favorable pour vous , après avoir subsisté si longtemps et si heureusement ? Voilà , mes chers Citoyens ! le bel effet des révolutions. La nouvelle révolution de France , allant plus directement au but que l'ancienne , a suscité une guerre presque générale en Europe entre les gouvernemens et les peuples. Moins expérimentée , l'ancienne révolution de France , pour ruiner les peuples , a fait la guerre à tous les gouvernemens. Les gouvernemens , qui ne se doutaient pas que , dans une autre révolution de France , ce seraient leurs propres ressortissans qui les attaqueraient , ont donc cru devoir prendre des mesures de défense extérieure plus imposantes que celles précédemment prises par eux ; et la Confédération helvétique a été de ce nombre. Voilà pourquoi l'ordre de choses relativement au service militaire n'est plus aujourd'hui , et ne peut plus être ce qu'il était autrefois. Ce n'est pas le gouvernement



qu'il faut en accuser, ce sont les révolutions, c'est le malheur du temps, l'exigence des circonstances. Qui peut s'opposer à la nécessité?

Dire : Nous ne voulons plus être sujets du Roi, ce serait dire : Nous voulons nous plonger dans la plus complète anarchie; nous sommes las de la bénédiction du Ciel, et nous voulons jouer notre prospérité; nous voulons courir après un incertain qui a déjà trompé tant de peuples, pour abandonner un certain, qui, depuis des siècles, nous a rendus heureux; nous voulons que toutes les parties du pays se soulèvent les unes contre les autres; nous voulons que le frère brûle ou pille la maison de son frère!

Dire : Nous ne voulons plus de la Confédération helvétique, ce serait dire : Nous ne voulons plus, dans le danger, regarder nos frères comme nos frères; nous voulons être ingrats envers ceux qui, dans le besoin, ne nous abandonnèrent jamais; nous ne voulons pas défendre notre patrie quand on l'attaquera; nous aimons mieux la conscription; nous aimons mieux aller faire la guerre dans toutes les parties de l'Europe, en Espagne, et jusqu'en Barbarie, que de faire respecter nos frontières, maintenir notre indépendance, conserver nos franchises; nous aimons mieux être la proie du premier occupant, que d'être, comme nous le sommes, un peu-



ple libre et indépendant, sous la double protection de la Suisse et de la Prusse !

Il n'est pas d'homme assez fou pour tenir un pareil langage; et ce sont cependant les conséquences qui résulteraient, évidemment et nécessairement, d'actes ou de principes qui seraient contraires aux engagements pris envers la Suisse, et au serment de fidélité prêté au Roi, notre Prince.

Il y a une de ces conséquences que je n'ai pas encore énoncée, et qui est la plus terrible de toutes : ce serait celle de *parjure* !

Composer avec les engagements solennels du plus grand des sermens, s'en délier arbitrairement soi-même, c'est tromper ses ancêtres et la postérité; c'est mentir à sa propre conscience, c'est emprunter le rire hypocrite de Satan pour se moquer horriblement de Dieu, garant suprême du serment. Heureux le *parjure*, si l'Évangile était, comme l'annoncent quelques journaux parisiens, une fable surannée; si la pensée de l'homme, à l'heure solennelle de la mort qui, tôt ou tard, sonnera pour tous, rentrait dans l'obscurité et le silence du néant; si la conscience du *parjure* cessait en effet d'exister, au moment où il voit enfin, des yeux immatériels de la pensée, que Dieu existe réellement !

Si le Roi, notre Prince, était capable de manquer sciemment à ses sermens, ce serait une grave question que de savoir si, par-là même, nous serions autorisés, de notre côté, à manquer aux



nôtres. L'adultère d'un époux n'innocente pas celui de l'autre. Ne serions-nous pas obligés en conscience de continuer à rester dans les voies légales, aussi long-temps et aussi religieusement qu'il dépendrait réellement de nous ? Mais manquer à nos sermens, tandis que notre Prince observe religieusement les siens, qu'il fait même beaucoup plus pour nous que ses sermens ne l'y obligent, ce serait une ingratitude si noire, un si révoltant oubli de Dieu, de la patrie, de sa famille et de soi-même, qu'il ne pourrait s'expliquer que par les sophismes les plus perfides, ou la plus ignorante brutalité.

En supposant *les héroïques journées de juillet* aussi *pures* qu'on veut les faire passer, l'exemple de ces journées qui, en peu de mois, ont causé tant de malheurs et de crimes en Europe, cet exemple, quelque grand qu'il paraisse, ne pourrait pas même nous servir d'excuse. Surpris par des ordonnances inopinées, le peuple de Paris y a vu la ruine subite et complète d'une constitution menacée depuis long-temps, et il a du moins eu le mérite d'avoir à combattre une force armée. Nous, en nous soulevant contre l'autorité de notre Prince, qui ne tient pas un seul homme de troupes parmi nous, qui remet tous ses droits entre nos mains avec une confiance sans réserve, nous ne serions pas seulement des dépositaires infidèles et des traîtres, mais des lâches.



Neuchatelois ! Vous avez de l'honneur, et vous avez mieux, vous avez de la religion. La religion suppose l'honneur, et un honneur qui vaut mieux que cet honneur à l'ordre du jour, lequel change avec l'opinion, et proclame dans un temps comme une action brillante, héroïque, une action qui, dans d'autres temps, et dans tous les temps, en cas de mauvais succès, serait regardée comme odieuse ou criminelle. Je dis, Neuchatelois ! que vous avez de la religion, et j'ajoute que, nulle-part ailleurs, je ne l'ai trouvée plus sincère, ni plus éloignée en même temps des deux extrêmes, de la superstition et de l'impiété. Je n'ai donc pas besoin de vous dire : *Souvenez-vous du serment !* Vous avez lu l'Évangile, et vous savez qu'*Il est nécessaire de se soumettre, non-seulement à cause de la PUNITION; mais aussi à cause de la CONSCIENCE.* 1) L'histoire prouve que c'est à votre fidélité au serment que vous devez votre antique liberté. Fidélité au serment est fidélité à Dieu. Si Dieu éprouve quelquefois dans ce monde ceux qui lui sont fidèles, plus souvent encore il les comble de ses bénédictions. *Où est l'esprit du Seigneur, dit encore l'Évangile, là est la liberté.* 2) Notre pays en est un exemple d'autant plus admirable, qu'il a peu à s'enorgueillir de sa propre puissance. Au milieu des évènements terribles qui ont si souvent bouleversé l'Europe

---

1) Rom. XIII. 5.

2) II. Corinth. III. 17.



depuis huit siècles, notre belle, notre heureuse Patrie est restée debout comme un rocher au pied duquel, en le respectant, viennent se briser les bruyantes vagues de l'Océan. Elle s'est confiée à la Providence, à ce Dieu qui a dit à la mer elle-même : *Là se briseront tes vagues!* et les récits de nos ancêtres, et les souvenirs de nos contemporains, attestent comme en effet *les vagues* menaçantes de tant de désastreux évènements sont venues *se briser* tout autour de nos frontières, sans porter aucune atteinte sensible et durable, à notre bien-être intérieur, ni à l'antique, libre et indépendante constitution de notre pays.

Mais, puisque telles sont les dispositions de mes chers Concitoyens, je m'abandonne ici à une digression superflue pour eux. Elle pourra l'être moins pour les étrangers qui, à côté des motifs d'intérêts politiques et matériels par lesquels s'expliquent en partie sans doute l'ordre et le calme qui continuent à régner parmi nous, ne songent peut-être pas qu'il en est d'autres d'un ordre plus relevé qui font un honneur plus solide et plus réel à mes concitoyens. Que si, après cela, il leur plaît encore de nous appeler *serviles*, eh bien! en partant de motifs aussi respectables, nous ennoblirons ce titre, et nous pourrions en être fiers, loin d'en être humiliés!





## XIX. SI NOUS SERVONS DEUX MAÎTRES ?

Équipement militaire. *Note*, sur l'équipement militaire dans les pays environnans. Indépendance, originaire et absolue, mais précaire, du pays. Nulle-part, chez nous, double exigence de service. Exercices militaires avant 1806. Équipement militaire en général, et en particulier des miliciens, qui souffrent trop de cette charge.

---

Je suis convenu que l'équipement militaire est plus onéreux aujourd'hui, qu'il ne l'était autrefois ; mais j'ai observé en même temps que c'était la suite nécessaire de notre incorporation avec la Suisse, et que cette incorporation, d'ailleurs si naturelle en elle-même, a été amenée par des évènements auxquels il était aussi peu au pouvoir du gouvernement qu'au pouvoir du peuple de résister.

Songez, au surplus, que si votre équipement militaire était, ci-devant, moins onéreux pour vous qu'aujourd'hui, le Roi, votre Prince, fait aussi, aujourd'hui, plus pour vous qu'autrefois. En définitive, c'est encore de votre côté qu'est l'avantage, et que penche la balance. Non seulement le Roi ne tire de vous, *en apparence*, qu'à-peu-près le tiers de ce qu'il aurait droit d'exiger, et abandonne le reste pour subvenir aux améliorations dont le pays est susceptible ; non seulement il accorde, à votre industrie, à votre commerce, des facilités, des



secours importants, dont vous ne jouissiez pas autrefois, et qui compensent, bien au-delà, ce qu'il tire de vous; mais encore c'est lui qui, en sa qualité de Prince souverain de votre Canton, porte tous les frais du matériel de la guerre et des armemens que le pays doit faire pour la défense de la Suisse. Si donc le Roi lui-même, sans qu'il puisse en résulter le moindre avantage pour la sûreté de ses propres états, fait des sacrifices pour la Suisse; si, outre cela, il vous dédommage encore de ceux que vous êtes immédiatement dans le cas de faire vous-mêmes pour elle, pourriez-vous reculer en arrière, et vouloir être moins suisses que le Roi?

Sans doute, lors même que nous cesserions de faire partie de la Confédération helvétique, la France n'aurait toujours aucun droit de nous envahir dans le cas d'une guerre avec la Prusse. Le Roi de Prusse ne faisant pas la guerre à la France en sa qualité de Prince de Neuchatel, la France aurait aussi peu le droit de prendre possession de la Principauté qu'elle ne pourrait légitimement attaquer le Hanovre, si elle avait guerre avec l'Angleterre. Sans doute nous formons un état indépendant; et, malgré nos rapports avec la Prusse, la France ne pourrait mettre la main sur nous, sans violer le droit public européen, et le simple droit des gens universellement admis et reconnu. Mais, qui nous garantit que la France reste toujours fidèle aux principes de paix et de loyauté qui distinguent personnellement



son nouveau Roi , et que , dans le cas d'une guerre générale , elle respectât notre indépendance comme , dans l'état actuel des choses , son propre intérêt doit l'engager à le faire ?

Vous ne servez pas *deux maîtres* , comme l'insinuait le Suisse qui , par une fausse application de l'Évangile , compromettait si injurieusement la Suisse. Dans vos emplois civils , vous ne servez que votre Canton ; comme militaires , vous ne servez que la Suisse. En nulle occasion vous ne servez *deux maîtres* en même temps ; en nulle occasion il n'y a double exigence de service. Ce qui se fait pour l'un , ne se fait pas pour l'autre. Si le Prince résidait parmi vous , ou que vous n'eussiez pas de Prince , il est évident que vous n'en seriez pas soulagés d'un denier. Au contraire , il n'est pas douteux que votre charge , comme elle l'est en effet dans tous les autres cantons , ne fût beaucoup plus grande.

Autrefois , avant 1806 , les exercices militaires n'étaient pour vous qu'une récréation , un amusement. Les exercices militaires étaient des fêtes de village , et n'entraînaient d'autres frais que ceux que les individus jugeaient à propos de faire dans ces occasions. Mais un pareil état de choses était unique en Europe , et l'on aurait pu aisément prédire qu'il ne pourrait pas toujours durer , chaque peuple étant obligé , pour sa sûreté extérieure , d'entretenir un état militaire régulier. Sous ce rapport , les évènements



n'ont fait que vous replacer sur la même ligne que les autres peuples ; et , en devenant un autre peuple , ou en changeant notre constitution , nous ne serions point allégés de ce fardeau. Quelques savans ont prétendu qu'avant le déluge , la terre jouissait d'un printemps perpétuel. Nous savons que , depuis le déluge , il y a toutes les années un retour de la mauvaise saison. Pouvons-nous faire que le déluge n'ait pas eu lieu ; et , quand l'hiver arrive , quand la terre se couvre de neige et de frimas , pouvons-nous repousser l'hiver ?

Enfin il ne faut pas non plus perdre de vue que , quand le gouvernement fournit les uniformes , ce n'en est pas moins la population qui les paie. Car il faut bien , en définitive , que la population , à son tour , soit d'une manière soit d'une autre , par tel ou tel impôt qu'il vous plaira d'imaginer , fournisse l'argent nécessaire au gouvernement. \*)

---

\*) Dans le plus riche des cantons , (suivant différentes notices non officielles , mais sur la certitude desquelles je ne puis pas avoir de doute , et qu'il est d'ailleurs facile à ceux que l'affaire intéresse , de vérifier ,) dans le Canton de Berne , *l'élite* est uniformée par le gouvernement , mais seulement *l'élite* ; la *Landwehr* est obligée de s'armer elle-même. Dans le Canton de Vaud , quoique les revenus du gouvernement , et par conséquent les impôts , y soient beaucoup plus considérables que chez nous , comme on le verra plus bas , dans un article exprès , chacun est obligé de s'armer et de s'uniformer soi-même comme chez nous , et les réglemens à cet égard sont plus stricts et plus rigoureux dans ce canton , que dans le nôtre. Quant à la durée du service , elle n'est pas moindre dans les deux cantons que



Je n'ignore pas que, quelque prospère que soit un pays, il y a toujours un grand nombre de familles et d'individus peu à leur aise, plusieurs même qui sont véritablement pauvres. *Vous aurez toujours des pauvres avec vous*, dit l'Évangile, et un des premiers devoirs que l'Évangile nous prescrit, est celui de venir à leur secours. Outre la classe pauvre, la classe peu aisée souffre trop aussi de l'équipement militaire, et mérite d'être prise en particulière considération. Un laboureur, un fermier, un artisan a plusieurs fils; ils perdent un temps précieux pour eux, en se rendant aux camps, aux inspections, aux exercices qu'exige l'instruction militaire, et il faut, de plus, que la petite épargne de l'année soit consacrée par cette famille à l'équipement militaire, si tant est que son gain suffise, et qu'elle ne soit pas obligée de

---

dans celui de Neuchâtel. Un colonel bernois me disait, il y a quelques jours, que l'âge du service dans le canton de Berne était de 20 à 60 ans. De plus, dans ces deux cantons, les miliciens appartenant à la *cavalerie* (charge que nous n'avons pas) fournissent eux-mêmes leurs chevaux; et, dans le Canton de Berne, où les chevaux sont soumis à l'acceptation du corps, ils ne peuvent être vendus par leurs propriétaires que moyennant un permis accordé par le corps sur la présentation d'un nouveau cheval qui remplace le premier. En France, le service militaire n'existe pas comme en Suisse; mais, outre la conscription, qui impose un service de six années dans les troupes de ligne, il y a la garde nationale, qui s'équipe entièrement elle-même, et dont le service est de toute l'année et de tous les moments. D'ailleurs on verra plus bas, à l'article susmentionné, la différence des impositions entre la France et notre Canton.



s'endetter. D'un autre côté, tel riche, grand propriétaire, négociant ou rentier, n'a point d'enfans, ne remplit peut-être aucune charge onéreuse dans l'état, et jouit largement de la sûreté que l'état lui procure, sans entrer pour rien dans ce pesant impôt militaire, dont l'objet est cependant autant sa propre sûreté que celle des autres, et de l'état tout entier. Sans doute, il n'existe pas d'impôt, de quelque nature qu'il soit, qui puisse être réparti dans toutes les classes de la population avec une équité absolue, et en proportion exacte des moyens et des ressources des individus. Sous ce rapport, celui dont il s'agit ici, présente encore plus de difficultés que tout autre. Cependant, si une équité parfaite est impossible, il faut tâcher au moins d'en approcher autant que possible. On y songe depuis que le nouvel état militaire existe; mais, dans un pays où la répartition des impôts ne dépend pas du gouvernement, où tant de franchises, de droits inviolables, s'opposent à toutes les lois relatives à de nouveaux impôts, le problème n'est pas facile à résoudre.

Quelque mal accueilli qu'ait été le projet de loi par lequel les Audiences générales ont essayé de résoudre ce problème, toujours au moins prouve-t-il que le Gouvernement s'en occupe sérieusement, et qu'il nourrit l'intention bienveillante de procurer du soulagement à ceux qui en ont besoin. En cette occasion-ci, comme en tant d'autres, vous verrez que ce sera encore LA COUR qui aplanira les difficultés, et qui vous réconciliera avec vous-mêmes.





## XX. RÉFORMES. (1)

Générales ou successives? Deux choses nécessaires dans le changement d'une loi. Exemples: Droit de chasse, système hypothécaire, lois d'hérédité et de cautionnement. Devoir de la minorité dans un corps législatif. *Errare humanum est*. Résultat de la prudence avec laquelle le peuple neuchatelois a procédé au perfectionnement de sa législation jusqu'à présent.

---

Vous êtes une génération nouvelle; vos lois et vos coutumes sont anciennes. On ne peut douter qu'elles ne fussent parfaitement appropriées aux temps pour lesquels elles furent faites, puisque, dans leur ensemble, elles se trouvent être encore mieux appropriées à vos mœurs et à vos localités qu'aucune autre constitution connue, qu'on pourrait vouloir mettre à la place. Cependant l'industrie, le commerce, la civilisation, ayant fait d'immenses progrès parmi vous, il est clair que vos lois doivent présenter des lacunes ou des déféctuosités, dont on sent l'inconvénient dans les cas particuliers qui s'y rapportent, et dont il est sage de chercher le remède. Mais, c'est aussi ce que vous faites; vous n'êtes pas restés stationnaires; il n'y a pas d'année où l'on ne fasse disparaître, dans les redevances, quelques-unes de ces anomalies qui blessent

---

1) En lisant, le présent article surtout, il importe de ne pas oublier la date de l'ouvrage.





les propriétaires, ou que l'on n'apporte quelque modification ou réforme importante à telle ou telle loi. Cette manière progressive de réformer les lois vaut évidemment mieux que toute autre. En changeant, modifiant, ou créant les lois, à mesure que le besoin s'en fait sentir, il est clair qu'elles seront toujours appropriées aux besoins. En les prenant les unes après les autres, il est clair encore que l'on pourra mieux les examiner sous tous les rapports, que si on les prenait toutes ensemble.

Tout changement de loi exige deux choses. 1°. Il faut qu'on en ait décidément de meilleures à mettre à la place ; autrement, autant vaudrait garder les anciennes, puisque ce serait à pure perte qu'on se donnerait du mouvement pour en établir de nouvelles. 2°. Il faut qu'elles réunissent une grande majorité des suffrages ; sans quoi, fussent-elles excellentes en elles-mêmes, elles feraient un grand nombre de mécontents, et, par cela même qu'elles feraient tant de mécontents, de bonnes qu'elles seraient, elles deviennent mauvaises.

Quelques-uns, par exemple, réclament le droit de chasse ; d'autres sont bien aises que le Prince Berthier y ait mis une restriction, et lui en rendent grâce. *L'occasion, disent-ils, fait le larron !* Nombre de personnes qui avaient bien mieux à faire, perdaient leur temps à la chasse, endommageaient les propriétés et les récoltes ; et, au lieu de faire du



profit, faisaient de la dépense, tout en causant du préjudice aux autres. Les fréquens malheurs qui résultaient, surtout pour les jeunes gens, d'un maniement étourdi de la poudre et des armes de chasse, sont encore une puissante raison qui vient à l'appui de la restriction apportée par le Prince Berthier. D'ailleurs, ajoute-t-on, si l'on tenait si fort à ce droit, pourquoi *jurer* la Charte du 18 juin 1814, ou, après l'avoir jurée, pourquoi ne pas réclamer convenablement, comme on l'a fait, par exemple, contre l'établissement d'une seule Cour d'appel pour tout l'état? Fallait-il attendre que l'indépendance de la Suisse, et l'existence de la patrie fussent en péril, pour occuper le gouvernement de cette vétille, après ne l'avoir jugée digne d'aucune démarche positive de la part de nos nombreux corps représentatifs pendant une période révolue de quinze années consécutives? Voilà ce que disent ceux qui s'opposent au rétablissement du droit de chasse. Que doit faire le gouvernement au milieu de cette divergence d'opinions? Je ne doute pas, quant à moi, qu'il n'y eût moyen de satisfaire les opposans et les réclamans, en renouvelant à ces derniers un droit qui leur avait été légitimement acquis, mais en l'entourant en même temps des réserves nécessaires pour mettre à couvert les intérêts des opposans. Mais il faut commencer par s'entendre; et, à moins que la chasse ne soit extraordinairement abondante cette année, ajourner plutôt cette affaire à un temps moins critique et plus opportun. Notre Prince, toujours sage,



toujours bon , toujours indulgent , sera l'année prochaine ce qu'il fut l'année passée , et l'on se tromperait, si l'on allait s'imaginer que le jour du trouble soit plus propice pour en obtenir quelque chose que celui de l'ordre et de la paix.

Plusieurs personnages éclairés prétendent aussi qu'il faudrait établir un système hypothécaire dans le pays ; d'autres observent que ce système amènerait la ruine d'un grand nombre de petits propriétaires, qui finiraient bientôt par être dépossédés , s'ils trouvaient plus de facilité à emprunter chez les grands capitalistes, et qu'en définitive , ce système ne serait qu'à l'avantage des prêteurs, et de ces capitalistes eux-mêmes, lesquels ont le moins besoin d'être soutenus et favorisés. Ils observent de plus qu'il vaut mieux pour le pays que les prêteurs placent leurs capitaux dans l'étranger, parce que les intérêts y sont beaucoup plus hauts qu'ils ne peuvent l'être dans la Principauté, soit à cause des cens fonciers, des dixmes et des lods, soit à cause de la concurrence des denrées venant des cantons voisins, dont le sol plus fertile, avec une population moins livrée à l'industrie, exige moins de frais de culture. Ainsi, tant dans l'intérêt général du pays que dans celui de ses habitans agricoles , ils préfèrent que les capitaux provenant du commerce étranger, soient placés dans l'étranger. On assure même que l'un des griefs des paysans , dans un canton qui vient



de renverser sa constitution , avait pour objet l'abolition du système hypothécaire. Malgré tout ce qu'il y a de plausible dans ces observations , on ne peut disconvenir que ce ne soit toujours un inconvénient grave pour les petits capitalistes , et pour les communautés surtout , quand on leur offre un taux d'intérêts suffisant , d'être privés de la sûreté qu'offrent des hypothèques. Mais ces observations prouvent que cette affaire n'est pas aussi simple qu'elle paraît l'être au premier moment ; qu'il ne suffit pas d'inventer un système hypothécaire pour le mettre aussitôt en pratique ; et qu'il y a auparavant beaucoup d'inconvéniens à écarter et d'intérêts à ménager , surtout en faveur des petits propriétaires qui , heureusement , sont encore chez nous la classe la plus nombreuse. Il faut du temps pour mûrir une conception aussi compliquée. Allons donc au plus pressé ; tâchons , avant tout , de sauver la grande hypothèque de la patrie , après quoi nous pourrons , plus commodément et paisiblement , nous occuper des autres !

On traite de barbare la loi d'hérédité , la loi de cautionnement. Ce qu'il y a de certain , c'est que Mirabeau , à qui l'on ne refusera pas quelque disposition aux idées libérales , n'en jugeait pas ainsi , et qu'il allait même jusqu'à attribuer à ces lois la prospérité rare dont jouit la Principauté. Rien de plus juste que ces lois dans le principe. Nous héritons des biens de nos parens et des enga-



gemens contractés par eux à notre bénéfice; il était bien naturel aussi de statuer qu'on hériterait pareillement de leurs dettes et de leurs cautionnemens. Dans un temps où les mœurs étaient plus patriarcales, où la situation de chaque famille était notoire à tous les individus d'un même lieu, ces lois n'avaient aucun des inconvéniens qu'elles peuvent avoir aujourd'hui. Mais aujourd'hui, on veut recevoir et non donner; on veut pouvoir hériter du bien amassé par autrui, et l'on ne veut pas payer les dettes que notre père a faites pour nous élever. Cela sans doute change la question. D'autres mœurs, d'autres lois! Mais il peut aussi y avoir des cas où l'on soit obligé de payer des dettes dont nous n'avons point profité, de satisfaire à des cautionnemens anciens auxquels nous sommes entièrement étrangers, et j'avoue que de pareilles obligations peuvent paraître dures. Eh bien, quand est-ce que votre Prince vous a refusé le *bénéfice d'inventaire*? Que lui importe le maintien de lois pareilles, si nous en avons de meilleures à lui proposer? Commençons par savoir ce que nous voulons, par nous entendre amiablement, et soyons sûrs qu'il ne nous refusera pas ce qui peut convenir à notre bien-être. Qu'avons-nous demandé de véritablement salulaire pour le pays, jusqu'à présent, que nous ne l'ayons obtenu?

Voilà des exemples de lois dont on désire la réforme. On voit qu'il y a du *pour* et du *contre*.



Parce qu'il y a du *contre*, faut-il les abroger sans avoir examiné quels seraient les moyens de sauver ce en quoi le *pour* milite en leur faveur? La prudence exige des renseignemens, des consultations, des délibérations, des essais même. Mieux vaut une loi un peu tardive, mais bonne, qu'une loi prompte, mais mauvaise. Cette dernière finira par être encore plus tardive que l'autre. Quand enfin toutes ces précautions ont été religieusement prises, et que la loi est adoptée à la majorité requise des suffrages, le devoir de la minorité est de s'y soumettre; et de s'y soumettre avec la même bonne foi, la même sincérité, que si elle avait voté dans le sens de la majorité. On se vante d'être prêt à verser son sang pour la patrie, il faut aussi savoir *verser* pour elle quelques intérêts passagers de fortune ou d'amour propre.

Il y a une chose qu'on répète sans cesse, et qu'on n'applique jamais. C'est : *L'imperfection de tout ce qui est humain*. Un ancien vantant la république, voulait l'introduire dans le gouvernement. Commence, lui dit-on, par l'établir dans ta propre maison ! — Où est le père de famille qui puisse faire, dans sa maison, toutes les améliorations qu'il voudrait y faire, et qui, d'un autre côté, ne se trompe pas quelquefois dans les ordres qu'il donne aux différens membres de la famille, même avec les intentions les plus pures et les plus paternelles? Et combien un état n'est-il pas



plus compliqué qu'une famille ! Cependant il n'existe toujours que des chefs de famille pour le gouverner, qui que ce soit que vous chargiez de cette pénible tâche. Les Juifs hypocrites n'osèrent lever la pierre contre la femme adultère. Vous, qui pouvez, de bonne foi, répondre : Je suis, moi, ce père de famille, qui ne tombe jamais en défaut, et qui pourvoit à tout, sans qu'il puisse y avoir un mot à dire, Vous ! Levez hardiment le bâton insurrectionnel contre le gouvernement !



## **XXI. PREMIER PROBLÈME D'UNE BONNE LÉGISLATION.**

Liberté. Sûreté. Égalité.

Le grand problème qu'il s'agit de résoudre en donnant une loi particulière à un état, et à plus forte raison, une constitution tout entière, consiste à concilier deux choses dont l'une à divers égards est directement opposée à l'autre ; deux choses qui doivent se limiter réciproquement, mais entre lesquelles il n'y a que des limites arbitrales et approximatives : deux choses, néanmoins, qui doivent parfaitement marcher de front dans l'état, et s'y maintenir dans un juste équilibre. Ces deux choses,



sans l'une desquelles un état cesserait d'être un état, sont la SURETÉ et la LIBERTÉ.

C'est de l'équilibre de ces deux premiers éléments fondamentaux de législation que dépend le bonheur des peuples, et c'est la prépondérance accordée à l'un ou à l'autre qui plonge les peuples dans le malheur. Si l'on y réfléchit, si l'on examine les exigences de la liberté et de la sûreté publiques dans leurs grandes et nombreuses conséquences, dans les astringences et les prérogatives, dans les pouvoirs et les contre-forces que le besoin de leur maintien fait naître ; si en même temps l'on consulte l'histoire intérieure des divers peuples, tant anciens que modernes, tant étrangers qu'européens, on ne tardera pas à se convaincre que toutes les calamités des temps d'oppression et de tyrannie viennent de l'abus que l'on fait des moyens destinés au maintien de la *sûreté*, et que l'abus des moyens destinés à soutenir les exigences de la *liberté*, ou la création violente de ces moyens, est la source de tous les désordres qui signalent les temps révolutionnaires et anarchiques.

Remontons aux principes, en prenant les choses dès leur origine.

L'homme ne peut vivre sans la société. Né sans griffes ni dents pour se défendre ou pour saisir sa proie, soumis à une longue enfance, la nature



n'ayant pas pris soin de son vêtement comme de celui des animaux qui, dans le duvet ou dans la plume, attendent et bravent impunément la rigueur des hivers, il serait, sans la *société*, le plus misérable des êtres qui vivent sur la surface de la terre, et il n'y aurait que le petit district de ces heureuses contrées favorisées d'un printemps perpétuel, où son espèce pût subsister.

Il est fait pour la société. Sa perfectibilité, qui n'est pas seulement individuelle comme chez les animaux, mais qui accumule d'âge en âge dans l'espèce les fruits de l'intelligence individuelle; la faculté de la parole qui, par le véhicule de sons articulés ou de caractères écrits, transporte nos idées dans la tête des autres, et de l'esprit des autres dans notre tête; les doux besoins du cœur et de l'amitié; le sentiment du juste et de l'injuste, qui serait superflu si nous n'étions pas appelés à soutenir des rapports avec nos semblables: tout cela prouve que nous sommes destinés à vivre avec eux.

Il faut donc que la société existe, et le premier besoin de l'homme est la société. L'homme atrabilaire qui la maudit, se maudit lui-même, parce que, sans elle, il n'existerait pas.

Mais la vie sociale exige deux choses: *Vivre et laisser vivre*. Cette expression, devenue tri-



viale, renferme une philosophie profonde. Si les passions n'avaient pas de frein, s'il n'y avait pas dans la société le *Laisser vivre* à côté du *Soi-même vivre*, chaque individu ne se bornerait pas à jouir des avantages personnels qu'il trouve dans la société en arrivant à la vie; mais il voudrait aussi jouir de ceux des autres, et s'il était le plus fort, les en déposséder pour les posséder lui seul exclusivement. Il résulterait de là que la société se dissoudrait elle-même à mesure qu'elle se formerait, et que naissant toujours, et se détruisant sans cesse en naissant, la société, et par conséquent *l'état*, qui en est la forme la plus générale et la première condition extérieure, ne pourrait jamais exister. Si nous voulons *nous-mêmes* vivre, il faut donc aussi laisser vivre *les autres*, ou, selon ces termes sacrés : *Ne pas leur faire, ce que nous ne voudrions pas qu'ils nous fissent à nous-mêmes.*

Avoir la certitude que les autres ne pourront pas nous faire impunément ce qu'ils ne veulent pas raisonnablement que nous leur fassions, ou que même ils y trouveront des empêchemens, c'est le *Laisser vivre*, et c'est en quoi consiste la *sûreté*. Elle est chronologiquement le premier besoin d'un état, et, en général, de la société.

Il y a la sûreté des personnes, et celle des propriétés; la sûreté dans l'intérieur de l'état, et



la sûreté de l'état lui-même relativement à l'extérieur, ou à d'autres états. Tout cela suppose un pouvoir élevé au-dessus des pouvoirs individuels, et une volonté suprême, ame de ce pouvoir. Cette volonté et ce pouvoir sont les attributions du *gouvernement*, et la nécessité du gouvernement est en même temps prouvée par la nature et l'origine de ces attributions elles-mêmes.

Une autre attribution du gouvernement est venue, plus tard, se réunir à celles-là. Plutôt paternelle que formelle, plutôt *provide* que strictement obligatoire, elle consiste à faire tout ce qui peut contribuer au bien-être commun.

De là résultent deux inconvénients sensibles pour les individus : L'un, qu'ils ne peuvent pas faire tout ce qu'il leur plaît ; l'autre, qu'ils sont obligés de faire le sacrifice de quelques-uns de leurs propres moyens pour composer et former les moyens du gouvernement. Ces deux inconvénients, exprimés en deux mots, sont : *l'impôt* et *l'obéissance*.

*L'obéissance* et *l'impôt* sont les deux espèces de monnaie dans lesquelles on rend à César la sûreté dont César est le suprême dispensateur. On donne une partie de ce qu'on possède, et l'on renonce à une partie de son indépendance, afin de jouir paisiblement, dans ses foyers, de toute sa liberté et de tout son bien, moins cette partie.



Sans gouvernement point de sûreté, sans sûreté point de peuple, sans peuple point de société humaine. Sans société humaine, on ne peut pas dire que l'homme serait réduit à l'état sauvage, mais il faut dire que l'homme n'existerait pas. La conséquence est si vraie, que même les peuples que nous nommons *sauvages*, n'existent qu'à la faveur d'un commencement de société et de *gouvernement*. Mais partout où il y aura un gouvernement, il y aura toujours deux inconvénients à supporter : *l'obéissance*, et *l'impôt*. Ces deux inconvénients sont aussi inséparables de notre existence que l'air et la nourriture, dont le besoin peut aussi se changer en inconvénients.

Quoique l'homme soit destiné à vivre dans la société, que le premier besoin de la société soit la sûreté, et que la sûreté nécessite l'existence des gouvernemens, l'homme naît avec une disposition diamétralement opposée à l'objet des gouvernemens, à la sûreté de tous, et à la possibilité même de la vie sociale. Ce n'est pas la seule contradiction que renferme sa mystérieuse et singulière existence. Tout homme, en naissant, peut être considéré, dans le sens le plus absolu du terme, comme un *petit sauvage*, que Dieu expose au milieu de la société, pour que la société lui donne ce qu'il lui manque, et lui ôte ce qui est de trop en lui, pour devenir ce que Dieu le destine à être.



La première faculté qui se développe dans l'homme est la *volonté*. Observez l'enfant. Peu de semaines après sa naissance, lorsque toutes ses autres facultés sont encore dans le plus profond engourdissement, vous y découvrez déjà des traces non-équivoques de *volonté*. On peut dire, avec une profonde vérité, que l'homme tout entier gît dans sa volonté, et que la volonté est *tout l'homme*.

Or que demande l'homme, que réclame sa volonté? TOUT! L'univers tout entier n'est ni trop riche ni trop vaste pour elle. Maître du monde, il ne tiendrait pas à l'homme, s'il ne s'érigait pas en maître des mondes. Ne pouvant y porter ses pas, il y porte du moins sa curiosité. Vouloir s'égaliser à Dieu, fut son premier péché, et l'histoire d'*Adam* est encore celle de chacun de nous.

Il y a : Volonté sage et volonté folle, volonté louable et volonté criminelle. La conscience et la religion ont été données à l'homme pour contenir la volonté criminelle ou folle, et pour diriger la volonté louable et sage. Sans la conscience et sans la religion, l'individu, en avançant dans la vie, voudrait être dispensé d'obéir à son père et à sa mère ; il attenterait à la vie de celui contre lequel il aurait conçu de la haine ; il voudrait ravir la fille ou la femme de son prochain ; il voudrait posséder sa vigne ou son champ, sa maison et ses effets ; il voudrait faire passer, pour la vérité, le mensonge conforme



à ses désirs ; et , s'il n'en avait pas effectivement le pouvoir , son intention ne serait pas moins telle. Voilà pourquoi toutes ces choses sont défendues dans les six derniers Commandemens de la loi de Dieu.

Mais , si ma volonté est folle ou criminelle , qu'est-ce qui m'engagera à observer une loi qui doit nécessairement déplaire à ma volonté ? Il est clair que si , moi , le plus fort , je ne dois pas faire aux autres , ce que je ne voudrais pas qu'ils me fissent , si j'étais le plus faible , je leur fais un sacrifice , j'apporte en faveur du faible une restriction aux avantages que je trouve dans la supériorité de forces qu'il a plu à la nature de me donner. Ce n'est pas ma volonté criminelle ou folle qui me déterminera à faire ce sacrifice. Il faut donc que chaque individu trouve dans la société un pouvoir supérieur au sien , un pouvoir qui soit capable de servir de garantie au faible contre le fort , à la sûreté de chacun contre les tentatives de tous , ou en d'autres termes , un pouvoir qui soumette l'intérêt de l'individu à l'intérêt général , et qui , par conséquent , limite , restreigne , circoncrive sa volonté. Or , ce pouvoir sera toujours le gouvernement , quelque nom , quelque forme qu'il vous plaise de lui donner.

Je ne dis pas , avec J. J. Rousseau , dont la mémoire est encore si fraîche dans la vallée qui m'a vu naître , que le besoin senti d'une garantie so-



ciale soit l'origine des gouvernemens. L'homme , à cet égard comme à tant d'autres , a fait de la prose sans le savoir. Mais une garantie sociale , ne pouvant résider que dans les gouvernemens , prouve leur nécessité. La loi fondamentale de la société est *la sûreté des personnes et des propriétés* ; et, sans un gouvernement quelconque , on ne saurait concevoir cette *sûreté*.

De cette nécessité des choses , et des facultés natives de l'homme , résulte un conflit bien remarquable dans la société. C'est que , si le premier besoin de la société en général est la sûreté , et partant un gouvernement , le premier besoin de l'individu en particulier est la liberté , et le pouvoir personnel de faire tout ce que demande sa volonté. Chaque individu est nécessairement par ses passions l'ennemi de tous ; et , comme la sûreté de tous gît dans le gouvernement , il s'ensuit que tous individuellement doivent être plus ou moins prévenus contre le gouvernement , que chaque individu doit naturellement être porté à voir dans le gouvernement un pouvoir importun , qui met des bornes , si non à sa volonté , lorsqu'elle est sage , toujours au moins à sa liberté.

Ceci explique pourquoi ce sont précisément les hommes à passions ardentes , les hommes les plus disposés à faire servir les autres à leurs fins et à les opprimer , quand ils parviennent au pouvoir , qui



prêchent la liberté avec le plus d'enthousiasme et d'impétuosité.

La liberté absolue d'un individu suppose nécessairement la soumission absolue de tous. Si la soumission absolue de tous ne peut pas, et ne doit pas avoir lieu, il faut donc toujours que l'individu fasse le sacrifice d'une partie de sa liberté. Or ce sacrifice coûtera toujours à la volonté, et lui coûtera d'autant plus que les passions qui la déterminent, sont plus véhémentes et plus ambitieuses.

La liberté dans un état est aussi nécessaire que la sûreté. Point de volonté sans liberté, et point d'*homme* sans la *volonté*. En effet, comme nous venons de le voir, c'est dans la volonté que réside tout entier ce qui constitue l'homme. Sans la volonté, sans la liberté, une population présenterait l'aspect d'une forêt d'hommes, et non celui de la société. Mais comment circonscrire et délimiter dans un pays le domaine respectif de la liberté et celui de la sûreté? Il faut que la liberté conserve la plus grande latitude possible, sans que la sûreté soit compromise; le domaine fermé de la sûreté doit reculer ses bornes autant que possible devant le champ ouvert de la liberté. Mais jusqu'à quel point faut-il multiplier les lois, et, dans chaque loi, où est le point où il faut s'arrêter? Voilà le *grand problème des constitutions*, et pourquoi il est si difficile, non pas d'en faire de mauvaises, mais d'en faire de



bonnes. Ce qu'il y a de plus heureux, c'est lorsqu'elles ont pu se faire d'elles-mêmes, sur la base du principe que nous venons d'émettre; lorsqu'on ne les étend pas sur un peuple comme un réseau, mais que, *comme la nôtre*, elles se sont développées dans le peuple, avec le peuple même.

Ce qui fait l'opposition entre l'élément de sûreté et l'élément de liberté dans la société, c'est que l'élément de liberté est le partage des individus, et que l'élément de sûreté réside dans le gouvernement. C'est encore que l'on ne sent pas les bienfaits de la sûreté, par la même raison que l'on ne sent pas le bonheur de la santé, et qu'au contraire, on sent toute restriction à la liberté, comme on sent tout dérangement de santé. La liberté est la pure et riante atmosphère, où les individus peuvent gaiment se mouvoir et respirer; les mesures de la sûreté sont des liens qui gênent les individus, ou des obstacles fâcheux contre lesquels ils vont se heurter. Enfin la sûreté, *élément positif*, coûte; et la liberté, *élément négatif*, ne coûte rien.

J'ai dit d'entrée, dans ces réflexions générales sur les lois et les constitutions, qu'une grande partie des malheurs des peuples viennent de l'abus que l'on fait, tantôt des moyens de sûreté, tantôt des moyens de liberté. Si je n'ai pas d'abord été entendu complètement, j'espère dès-lors avoir achevé de me faire comprendre. — Le despote n'est jamais assez sûr; voilà



pourquoi , quant à sa personne, il devient jacobin. Le jacobin n'est jamais assez libre ; voilà pourquoi, quant à lui , il devient despote. Le jacobin est despote , le despote est jacobin : tous deux , en définitive, sont le même homme. Celui qui prêche le despotisme , sous quelque nom que ce soit , prêche l'abus des exigences de la sûreté ; celui qui prêche le jacobinisme , de quelque autre nom qu'on le décore, prêche l'abus des exigences de la liberté. De part et d'autre , ce sont des opinions outrées, opinions qui , malheureusement , ont le plus souvent leur base dans la funeste logique des passions.

Une grande partie des malheurs qui arrivent dans le monde , viennent de ce qu'on ne se comprend pas , parce que les passions sont *des ventres affamés* qui n'ont point d'oreilles , et qui empêchent les hommes de s'entendre. On perd de vue l'ensemble des choses , et l'on se place dans des idées partielles et relatives , dont on s'occupe exclusivement , et auxquelles on finit par subordonner les principes fondamentaux auxquels ces idées relatives et partielles devraient elles-mêmes demeurer subordonnées. Qui peut, sans épouvante , se représenter l'affreux étang que formerait tout le sang qui a été répandu en Europe depuis quarante ans , l'enfer de gémissemens et de douleurs qui doit avoir accompagné cette horrible effusion, et le ruisseau des larmes de deuil et de regrets qui en ont grossi les flots fumans ! Et d'où vient cette effroyable plaie qui frappe notre temps ?



On a perdu de vue l'inévitable nécessité de faire marcher de front, dans un juste équilibre, l'élément de sûreté avec celui de liberté.

Aujourd'hui on donne tout à la liberté, comme si la sûreté n'entraînait pour rien dans l'ordre social; autrefois on donnait tout à l'autorité temporelle et religieuse, aux garanties de la sûreté, et il ne restait que l'espace le plus étroit possible pour la liberté. Autrefois on était opprimé, inquiété, par les *exclusifs* de l'autorité; aujourd'hui on est forcé, rançonné par les *exclusifs* de la liberté. Le résultat est toujours que l'on n'est ni sûr ni libre. Trop de populations en Europe en font, en ce moment, la terrible expérience.

Les exigences de la liberté et celles de la sûreté ne provoquent pas seules ce conflit dans la société. L'opposition entre les éléments de la sûreté et de la liberté a une source non moins féconde dans *l'inégalité* qui règne parmi les hommes, source que j'ai supposée, mais non encore signalée dans ce qui précède.

Il y a des inégalités sociales et des inégalités naturelles; des inégalités naturelles *physiques* et *intellectuelles*; des inégalités sociales de *fortune* et de *rang*.

Pour niveler les dernières, il faudrait pouvoir prévenir les premières; parce que les premières ramènent



raient toujours les dernières. Or c'est la nature qui fait ces inégalités ; et ce n'est pas nous , faibles humains, qui donnerons une constitution nouvelle à la nature. Néanmoins, toutes ces inégalités deviennent dans la société autant de sujets de plainte, et font cause commune avec l'élément de liberté contre celui de sûreté. Le fort se plaint de ce qu'on réprime les abus qu'il fait de sa force ; le faible se plaint de ce que cet abus n'a pas été prévenu, et n'est pas assez sévèrement réprimé. L'ignorant présomptueux voudrait s'élever aux premières places de l'état ; l'homme à talent est blessé intérieurement de ce qu'on ne l'y ait pas encore appelé. Le riche se plaint de la préférence accordée au rang ; l'homme de qualité, de celle accordée à la fortune. Le petit particulier les regarde tous ensemble avec envie, et tous ensemble, y compris le petit particulier, accusent, chacun à sa manière, l'élément de sûreté. Ces causes de mécontentement, effets d'une inévitable inégalité, se multiplient à l'infini, et sont autant de motifs qui augmentent le nombre de ceux qui invoquent la liberté aux dépens de la sûreté.

Cependant il faut que la sûreté marche de pair et d'un pas égal avec la liberté, sans quoi plus d'état, plus de société. Pour finir comme j'ai commencé, je le répète encore : Voilà le grand problème d'une bonne législation.

Les principaux caractères d'une bonne législation, consistent donc à faire marcher le plus haut degré



de liberté individuelle possible avec la plus parfaite sûreté publique possible. Il faut que l'élément de la sûreté publique soit le moins dispendieux possible, et qu'il avance et favorise autant que possible le bien-être des individus. Il faut que les inégalités sociales et naturelles disparaissent devant la loi, et que, cependant, chacun puisse jouir raisonnablement des avantages qu'il tient de la nature ou de la société. Il faut que les lois soient adaptées aux besoins du peuple pour qui elles sont faites, et que, pour cet effet, le peuple puisse exprimer ses besoins. Mais il faut en même temps que les volontés particulières ou individuelles se soumettent à ces lois, et que le gouvernement soit nanti d'un pouvoir capable de les faire respecter.

J'ai dit, en commençant cet écrit, que je ne connaissais aucun pays plus prospère que le nôtre. J'ajoute ici que je ne connais aucune constitution qui approche plus de cet idéal que celle de notre pays, et qui soit plus de nature à en approcher toujours davantage, au moyen d'améliorations partielles, conformes à nos développemens progressifs, et à nos véritables besoins.





## XXII. ESQUISSE DE NOTRE CONSTITUTION.

Résultat de la prudence avec laquelle le peuple neuchatelois a procédé au perfectionnement de sa législation jusqu'à présent. Théories modernes. Monarchies constitutionnelles. Républiques démocratiques. Economie, exigée dans les unes et dans les autres. Objet et condition des lois. Les théories modernes procèdent en sens inverse du but. Dans notre pays, nous avons procédé et nous procédons comme il faut. Le *système communal* est la base large et réelle de notre constitution.

---

**NEUCHATELOIS !** L'excellence admirable de votre constitution vient précisément de ce que, depuis le premier commencement, vos lois n'ont jamais été faites à plaisir, qu'elles ont constamment été fondées sur vos besoins, que vos besoins changeant, vos lois ont subséquemment reçu les modifications nécessaires, et qu'avec de sages souverains, au lieu des murmures, des menées et de la violence, préférant des démarches et des représentations convenantes, vous êtes toujours restés dans l'ordre légal. Voyons quels ont été les résultats de cette marche digne d'un peuple sage, et d'une conduite si rare aujourd'hui. J'ai déjà touché quelques traits épars, et les principaux bienfaits de votre constitution ; je ne l'ai pas encore présentée dans son ensemble. Essayons d'en tracer



ici l'esquisse , tout en la comparant avec les idées modernes.

Pour ce qui concerne les constitutions suivant les idées modernes , on peut bien affirmer d'avance que ce n'est pas la tranquillité publique, ni le bien-être général qui peuvent leur assurer une supériorité sur les idées lumineuses et profondes qui, avec quelque attention, se découvrent dans la nôtre.

Ce que les théories modernes demandent en première ligne, dans les états monarchiques, ce sont deux chambres, dont l'une, formée par les votes d'électeurs populaires, représente le peuple; l'autre, établie par la naissance, participant des intérêts du peuple et de ceux du souverain héréditaire, venant à l'appui des uns ou des autres lorsqu'ils sont en danger, maintient entr'eux un juste équilibre.

Ce que demandent ces mêmes théories, dans une république, c'est l'hérédité de la souveraineté dans le peuple, de sorte que tous les individus, à l'exception des femmes, puissent parvenir aux premières places, pourvu qu'ils aient hérité ou acquis la fortune et les talens nécessaires pour les remplir.

En même temps l'on exige, dans l'une et dans l'autre espèce de ces gouvernemens, la plus grande économie possible.



On pourrait tirer de la constitution de la Principauté et Canton de Neuchâtel une nouvelle théorie de constitution que je n'hésiterais pas à mettre au-dessus de toutes les théories modernes, avec leurs diverses modifications, si d'ailleurs je croyais qu'il y en a une de bonne en soi, et dont l'excellence apparente ne dépende pas toujours de l'historique d'un peuple, de sa religion, de sa moralité, de sa civilisation, de ses localités, et de toutes les circonstances, tant extérieures qu'intérieures, dans lesquelles il se trouve. En cela je ne fais que me ranger modestement à l'avis de Montesquieu, qui place la perfection des lois dans *leur plus grande relativité possible*.

Quel but se propose celui qui rédige les articles d'une nouvelle constitution? *L'esprit des lois*, dans ces occasions se réduit le plus souvent à ceci: *Ote-toi de là, pour que je m'y mette!* Mais il est aussi des hommes de bonne foi, qui, même en se trompant, veulent sincèrement le bien. Or que veulent ces hommes, quand ils conçoivent et enfantent une constitution nouvelle? Sans doute, ce ne peut être que le plus grand bien-être possible du plus grand nombre possible des individus qui composent le peuple auquel leur nouvelle constitution est destinée.

Que font-ils cependant? Nous venons de le voir par la brève exposition des théories politiques mo-



dernes. Avant de s'occuper *des besoins* du peuple, ils commencent par s'occuper *des formes* du gouvernement. Toute leur attention se porte sur la souveraineté, l'hérédité, la représentation, les élections. A peine songent-ils à porter leurs regards sur les rapports des individus entr'eux. Si chaque individu est SOUVERAIN, il pourrait cependant être de la bienséance de commencer par LUI composer sa Cour.

L'objet d'une constitution devant être en définitive *le bonheur du peuple*, il me paraît évident que c'est dans le peuple même qu'il faut en jeter les bases, et non dans des formes qui planent à une grande hauteur au-dessus du peuple.

Les improvisateurs de constitutions ont l'air de dire : Les Souverains qui forment le peuple feront comme les autres souverains ; ils s'entendront et s'arrangeront entr'eux comme ils pourront.

On fabrique les constitutions en commençant par *le haut* ; il faudrait au contraire commencer par *le bas*. Il faudrait construire *de bas en haut*, et non pas *de haut en bas*. Procéder comme on fait, c'est élever en l'air le toit d'une maison, ou la bâtir sur le sable. 1) *Sa ruine a été grande.*

---

1) Matth. VII. 27.



J'appelle procéder de *bas en haut*, commencer par considérer les familles isolément, et assurer le sort de toutes, en procurant à toutes ce qui serait nécessaire pour l'existence commode d'une seule, envisagée comme type, norme, mesure commune, ou terme moyen de toutes les autres. Il est clair que, si l'on a assuré le sort de toutes les familles, on a aussi assuré celui de l'état tout entier ; car l'état tout entier, qu'est-ce en définitive ? une plus ou moins grande réunion de familles.

Or c'est-là le noble et généreux point de vue d'où part la constitution neuchateloise et ce qu'elle présente de distinctif, comparée à ces constitutions en l'air, qui sont à l'ordre du jour. Depuis des siècles la Principauté de Neuchatel a résolu le grand problème dont les modernes constitutions, au milieu du sang et des désordres, avec le fer ou les bâtons, le feu ou les journaux, cherchent encore la solution, sans y arriver.

Je n'affecterai pas de croire qu'en exécutant ce chef-d'œuvre, nous ayons eu la conscience distincte de ce que nous faisons. La Providence a visiblement favorisé notre pays, et dirigé nos pas. Ce chef-d'œuvre est le sien, et non pas le nôtre. Mais si nous avons *fait de la prose sans le savoir*, comme le Bourgeois-Gentilhomme, il doit au moins nous être permis de nous en réjouir comme lui,



et, plus sages que lui, d'en rendre en même temps grâce à la Providence.

Chaque ville, chaque village, chaque groupe assez considérable de maisons éparses, en un mot, chaque famille de familles, dans notre pays, forme une *communauté*. Chacune de ces *communautés* forme en quelque sorte un petit état indépendant, qui se gouverne par lui-même au moyen d'un conseil, dont chaque ressortissant est membre-né imprescriptiblement. Elle a ses propriétés, et dispose de ses revenus. Elle règle sa police intérieure : besoins du culte, instruction publique, fontaines ou puits, précautions pour les incendies, routes et chemins vicinaux, auberges et greniers, terres en labour et pâturages, eaux et forêts, etc. etc. Enfin chaque communauté soigne pour ses pauvres, de sorte que l'on peut dire que toutes les familles qui la composent, sont *solidaires* les unes des autres. Leur sort est *assuré*, autant qu'il le peut être, à côté de la loi fondamentale de la société humaine, *la propriété*.

Louis XIV disait : *L'état, c'est moi !* J'ignore s'il tiendrait aujourd'hui ce langage ; mais ce qu'il y a de certain, c'est que notre pays ne forme en quelque sorte qu'une confédération de petits états sous le nom de *communautés* ; que, pour chaque famille, la communauté constitue tout aussi bien un état que, si elle consistait en une grande et



puissante république, et qu'ainsi *chacune* peut dire, avec plus d'évidence que Louis XIV : *L'état, c'est moi !*

Chaque communier, le pauvre comme le millionnaire, l'agriculteur comme l'industriel, l'artisan comme l'artiste, l'illettré comme le professeur, le laïque comme l'ecclésiastique, l'homme sans emploi public comme l'homme en place, le civil comme le militaire ou le militaire comme le civil, peut ajouter : *Et les sénateurs de la république, qui sont-ils ? — Nous ?*

Telle est la clef et la base de toute notre constitution. La constitution de la Principauté n'est au fond qu'un lien de solidarité des familles entr'elles, qu'un pacte et un règlement de *famille*, premier élément de la société, et l'idéal des plus sages législateurs. L'ame de cette merveilleuse constitution est son excellent *système communal*. C'est de là qu'il faut partir, si l'on veut s'en faire une idée claire et juste, la saisir dans son bel ensemble. On peut dire que le gouvernement lui-même n'est que la grande communauté qui réunit et renferme toutes les autres.

Les premières franchises, comme on l'a déjà vu, furent données à la ville de Neuchatel en 1113. Elles lui furent confirmées scripturairement par la charte de 1214. Les mêmes franchises, ou de plus grandes encore, ont successivement été octroyées aux différens villages du pays, à mesure que ces



villages ont pris naissance. Telle est l'origine progressive de notre *système communal*, et le principe générateur de toute notre constitution. Dans tous les cas, il est certain qu'elle a pour elle l'expérience, et que ce fruit de l'expérience a mieux eu le temps de croître et de mûrir qu'aucune des constitutions qu'on pourrait vouloir nous inoculer à la place.



### XXIII. GOUVERNEMENT.

Est la suprême communauté. Justice. Etat ecclésiastique. Charges militaires. Charges de Conseillers d'Etat. Les unes et les autres, non rémunérées. Sophismes nouveaux à ce sujet. Ce sont des impôts sur les riches, sans qu'il en coûte rien aux autres. Bourgeoisies, sentinelles de notre liberté. Leur force dans le Prince, juge impartial entre le peuple et le gouvernement.

**T**out état, quelque peu considérable qu'il soit, a ses affaires intérieures, et ses relations étrangères. Il n'y a pas de famille où l'on ne pût faire une distinction analogue. Chaque communauté doit donc avoir aussi ses relations extérieures et ses affaires de l'intérieur.

Les affaires intérieures des communautés, nous venons de voir qu'elles sont réglées par les communau-



tés elles-mêmes. Les affaires extérieures des communautés forment les affaires intérieures du pays, tout ensemble, et sont l'objet de la sollicitude du *gouvernement*, dont tous les membres sont, et doivent nécessairement être tirés du sein des communautés.

Les *Cours de Justice*, civile ou criminelle, sont composées de membres pris dans chaque communauté. Lorsque les communautés sont considérables, elles en possèdent deux ou plusieurs. Ainsi les habitants de la Principauté sont jugés par leurs pairs. Aucun habitant ne peut être incarcéré sans une sentence préalable de cinq juges, ni sa détention être prolongée au-delà de trois jours, sans une sentence formelle, motivée par une présomption suffisante contre le prévenu. Comparez ces formes avec celles pratiquées en Angleterre.

*L'état ecclésiastique* se gouverne par lui-même, et, dans le sein du protestantisme, qu'on accuse de manquer d'ensemble, présente une parfaite unité. Quant aux consistoires respectifs de chaque Eglise, ils se composent encore d'un certain nombre de communiers choisis dans chaque village, parmi ceux que désigne l'estime publique, et dont la moralité peut servir d'exemple.

Les *charges militaires* sont conférées indistinctement à tous les membres des communautés, pourvu que l'état de leur fortune leur permette de les



accepter, les fonctions onéreuses de ces charges devant être remplies *gratis* et seulement par dévouement patriotique.

La constitution *commence* aux communautés et *finit* au Conseil d'Etat. Voilà ce qu'il faut bien retenir. C'est dans le Conseil d'Etat que consiste le Gouvernement. D'ailleurs point de patriciat, point de places héréditaires. Tout citoyen, noble ou non, peut aspirer à la place de Conseiller d'Etat, comme à celle de membre du Conseil de sa commune, pourvu qu'il consente à remplir cette charge aux mêmes conditions que les charges militaires, c'est-à-dire par dévouement pour la chose publique. Si la charge de Conseiller d'Etat n'est pas répandue dans les diverses parties du pays comme les grades militaires, c'est parce que, pour remplir les fonctions de Conseiller d'Etat, il faut séjourner habituellement dans le lieu des séances du Conseil, c'est d'ailleurs dans le chef-lieu du pays que se trouvent le plus de fortunes suffisantes.

Quelques réformateurs politiques modernes ont prétendu, qu'il fallait assigner des traitemens considérables aux membres du gouvernement, afin que tous ceux qui ont la capacité d'en remplir les fonctions, puissent accepter de pareilles places. Ils oublièrent le grand principe, posé d'entrée, *de la plus grande économie possible*. Mais, lors même que les places seraient rémunérées, il n'y aurait



toujours qu'un petit nombre de ceux qui ont la capacité de les remplir, où pensent l'avoir, qui pourraient y parvenir, parce que la classe des ambitieux est illimitée, tandis qu'il y a des bornes étroites dans les occasions de les satisfaire. D'ailleurs les riches, ayant plus de moyens d'apprendre à connaître le monde et de s'instruire, il est à présumer, en général, que ce sont eux qui doivent naturellement l'emporter par les lumières. S'il y a de l'intrigue, ils y mettront moins d'assiduité et d'ardeur, parce que leur existence n'en dépend pas. Enfin, s'ils servent l'état gratuitement, c'est un impôt considérable dont ils soulagent le reste de la population.

J'aime que les riches soient plus imposés que les pauvres, et si la chose était possible, je voudrais que les pauvres ne le fussent même pas du tout, et que les riches le fussent seuls; parce que ce sont eux qui jouissent le plus de l'ordre social, et que c'est à l'ordre social qu'ils doivent la conservation de leur superflu.

Or, leur abandonner la gloire des charges, hautes mais onéreuses, sans cependant s'exclure soi-même, en aucune manière, de la faculté d'y prétendre, quand on croira pouvoir ou devoir faire usage de cette faculté, c'est un admirable moyen de lever de gros impôts sur les riches, sans que les pauvres y contribuent pour rien. Dans les pays où les fonc-



tionnaires sont rémunérés par le gouvernement les cens fonciers, les dixmes, les lods, les domaines de l'état, ne suffisent pas pour couvrir le budget de la liste militaire et civile. Il faut avoir recours aux impôts *indirects* de toute espèce, impôts qui pèsent sur toutes les classes de citoyens, sans en excepter les plus indigens. Les impôts *indirects* ont encore l'inconvénient qu'une fois introduits, le gouvernement peut les hausser, les multiplier, sans que le peuple s'en aperçoive. Quand il s'en aperçoit, les chambres de députés sont là, et c'est, en cas de besoin, un excellent moyen pour y remédier.

Je disais que la constitution commence aux communautés, et finit au Conseil d'Etat. Entre deux sont les *quatre bourgeoisies*, vrais chefs-de-file des communautés. Au lieu d'une seule chambre de députés, les bourgeoisies forment quatre chambres de députés coordonnées, dont la tâche consiste à veiller au maintien des franchises, et à prendre fait et cause pour chacun de leurs ressortissans, qui croirait être lésé dans ses droits. Elles n'ont pas le droit de voter de nouveaux impôts, comme les chambres de députés; mais elles ont le droit de s'y opposer. Adieu les bourgeoisies, adieu aussi leurs utiles *remontrances*!

Mais dans tout cela, pas encore un mot du Roi! — Eh bien, LE ROI! — J'ai contemplé l'édifice de notre constitution, en commençant par le *bas*, c'est par son couronnement que je dois finir.



Quand on construit une voûte , la clef de la voûte est la dernière pierre que l'on pose. Que reste-t-il à faire dans les autres pays , quand le gouvernement ne veut pas entendre les *remontrances* des députés , quand le Prince , les Ministres , ou le Conseil-Souverain est le plus fort ? — Se soumettre ou se révolter.

Dans notre pays , on ne se révolte pas , et l'on ne se soumet pas. On s'adresse au Prince.

Les bourgeoisies , ensemble ou individuellement , même les communautés particulières , et jusques aux simples individus , lui adressent leurs *remontrances*. Le Conseil d'Etat , de son côté , lui fait rapport sur les motifs qui l'ont engagé à donner l'arrêt contre lequel on réclame. Alors le Prince , commençant par examiner jusqu'où vont les franchises des bourgeois , et sachant bien que les bourgeois ne tiennent à rien au monde autant qu'à leurs franchises , est toujours disposé à leur donner gain de cause , et le fait consciencieusement , dès qu'il y a possibilité de le faire. Les droits de police de la ville de Neuchâtel en sont un récent un bel exemple.

La souveraineté que le Roi , notre Prince , exerce dans ce pays , n'est pas la souveraineté dans le sens où elle se prend ordinairement. Ce n'est , dans le fait , qu'une autorité tutélaire ; non une souve-



raineté, mais une protection contre la souveraineté elle-même.

Voilà le second trait *unique* de notre constitution. Le premier était le système communal.

On pourrait peut-être, avec bien du temps et des soins introduire un pareil système dans d'autres états. La France débattait encore naguères un projet de ce genre, sans être arrivée à aucun résultat. Mais pour ce qui concerne une souveraineté telle que la nôtre, il est clair qu'elle est impossible pour un grand état, n'y en eût-il d'autre raison que celle qu'une des premières conditions qu'elle suppose, c'est que le Prince n'y fasse pas sa résidence, et qu'il n'y ait pas d'ailleurs de force armée à la disposition du gouvernement. Elle ne serait peut-être pas impossible pour les autres cantons suisses, s'ils avaient le bon esprit de nous imiter. La Diète helvétique pourrait devenir pour eux ce qu'est pour nous l'autorité arbitrale de notre Prince. Cependant il resterait toujours douteux que la même impartialité pût présider aux décisions de la Diète. A côté du bon et juste droit, il n'est malheureusement que trop vrai de dire que l'opinion du jour influe toujours plus ou moins sur les décisions des assemblées délibérantes. A la distance où le Roi se trouve de nous, ne connaissant pas mieux personnellement les membres du Conseil d'Etat que ceux des Bourgeoisies, placé à une si



grande hauteur au-dessus des uns et des autres, la supposition d'une partialité de sa part serait complètement ridicule.

---

## XXIV. CORPS LÉGISLATIFS DES AUDIENCES GÉNÉRALES. 1)

Constituante en permanence. Ancienne institution. Son grand défaut consiste dans la nouveauté de son rétablissement. Projets de réforme dans leur organisation. Objections. Observations importantes. Sagesse des élections populaires chez nous. Le Prince, garant de tout.

---

Un trait *nouveau*, bien remarquable de notre constitution, c'est l'institution des Audiences générales. Tandis que, dans d'autres pays, il faut des soulèvements du peuple et le renversement du gouvernement, pour établir des *constituantes*, lesquelles doivent être dissoutes aussitôt qu'elles ont achevé l'ébauche d'une constitution qui marchera ensuite comme elle pourra; nous avons, dans notre pays,

---

1) Ce chapitre n'est pas écrit après coup. J'ai mis la main au *crayon* dans le courant de la première semaine de *janvier*. La minute de mon manuscrit, y compris le présent chapitre, était terminée le 30 du même mois. Jeté sur le papier avec le *crayon*, plus célère que la plume, la copie et l'impression ont occasionné le retard qu'éprouve la publication d'un écrit dans lequel je n'ai, et ne puis avoir autre chose en vue que d'être utile à mes chers **CONCITOYENS**.



*une constituante légale en permanence*, laquelle, n'ayant cependant pas une nouvelle constitution à enfanter, peut d'autant mieux perfectionner successivement dans ses détails celle dont nous sommes déjà en possession. Ainsi, sans avoir passé par aucune des chances périlleuses des révolutions, il arrive que, par un enchaînement de circonstances où nous ne voyons rien que de naturel, sans nous douter nous-mêmes de tout ce qu'il renferme d'extraordinaire, nous nous trouvons déjà en possession du seul résultat qu'on puisse attendre de la révolution le plus heureusement terminée. Si ce que je viens de dire ne paraît pas entièrement applicable aux Audiences générales, dans le fait et ainsi qu'elles ont existé jusqu'à présent, je ne crois pas qu'on puisse raisonnablement en disconvenir pour ce qui concerne l'institution elle-même, et le principe sur lequel elle repose.

Cette ancienne institution, tombée en désuétude depuis 1618, et renouvelée après le long intervalle de deux siècles, est venue, à l'époque de la restauration, se replacer à côté de notre constitution, comme une force mouvante et active, pour la faire marcher avec nos besoins, à mesure qu'ils changent ou se font mieux connaître. Elle a été jugée utile lorsqu'il s'agit de voter les lois nouvelles dont la nécessité se fait toujours sentir dans un pays qui, comme le nôtre, ne demeure pas stationnaire; elle a été jugée nécessaire à cause de notre incorporation, comme



canton, avec la Suisse ; dont, par notre position géographique autant que par notre origine, nous partageons et devons partager tous les intérêts politiques.

Malgré cela, et quoique les Audiencés générales soient composées d'hommes d'élite de toutes les parties du pays, au nombre de *soixante-quinze* membres, et de *vingt-huit* suppléans, elles n'ont pas obtenu la confiance de la population au même degré que d'autres corporations moins imposantes par le nombre et par le choix de leurs membres. A quoi en attribuer la cause ? On s'en prend à leur composition. Mais où est la corporation sur la composition de laquelle on ne pût faire bien des observations qui ne tourneraient souvent pas mieux à son avantage ? Le premier et le grand défaut du corps législatif des Audiencés générales est d'être une institution nouvelle pour nous, quoique ancienne pour notre pays. Toute institution nouvelle doit être parfaite, suivant notre manière de voir à chacun de nous. Il en est comme d'une maison nouvelle que chacun bâtirait différemment, sans en excepter l'architecte lui-même, si c'était à recommencer.

Socrate un jour faisant bâtir,  
Chacun censurait son ouvrage.

LA FONTAINE.

Quand on est né dans la maison, qu'on y est accoutumé, on trouve que l'on y vit aussi bien que dans une autre, et l'on n'en parle plus. Si nous avons tant de remarques à faire sur la nouvelle



institution des Audiencés générales, combien n'en aurions-nous pas à faire sur un gouvernement nouveau ! Si vous méditez ce seul point, vous aurez la clef explicative de bien des troubles et des malheurs dont d'autres contrées sont le théâtre, et vous y gagnerez vous-mêmes en bonheur et en tranquillité. Tant que nous serons hommes, nos institutions seront toujours l'ouvrage des hommes. Par l'ancienneté, elles acquièrent une espèce de divinité.

Plusieurs pensent qu'il vaudrait mieux qu'au lieu d'être nommés à vie, les membres du corps législatif, sous l'ancien nom d'Audiencés générales, ne fussent élus que pour un espace de temps limité, comme, par exemple, de six années, de manière que la sixième partie des membres, rééligibles d'ailleurs, fût renouvelée toutes les années. Ils pensent que des électeurs intermédiaires ne seraient pas nécessaires dans notre pays ; et que les membres des Audiencés générales, ou corps législatif, pourraient être élus immédiatement par les ressortissans des districts respectifs, qui ont atteint un âge de maturité politique, par exemple de vingt-cinq ans. Deux communes voisines, peu peuplées, ne pourraient en nommer qu'un seul ; une grande commune en nommerait plusieurs, en proportion de sa population. Il s'entend que les membres qui devraient les représenter, seraient censés y être domiciliés. Enfin, ne fût-ce que, comme ailleurs les ministres, pour donner sur-le-champ les explications nécessaires, le gouverne-



ment et la justice, l'état ecclésiastique et l'état militaire, devraient y être dûment représentés, et les deux tiers des membres votans être nécessaires pour former la majorité. D'ailleurs, publicité complète des résolutions, mais non pas des délibérations elles-mêmes, cette dernière publicité étant inutile lorsque les délibérations sont prises, et ne servant plus qu'à flatter ou froisser l'amour-propre, et par-là même à entretenir la discorde ou à la faire naître. Quant aux attributions du nouveau corps législatif, il paraît qu'on se bornerait à demander que l'initiative des lois lui fût commune avec le gouvernement.

D'autres opposent à cela que, nommés à vie, les membres des Audiencés générales sont plus indépendans dans leurs votes, et acquièrent plus d'expérience; par l'effet de l'habitude d'y paraître, parlent plus librement; que leurs fonctions exercées successivement par un moindre nombre de personnes, ils doivent y mettre d'autant plus d'importance et d'intérêt, et que, si quelques-uns parviennent à un âge trop avancé, ils se retirent d'eux-mêmes, ou que s'ils ne le font pas, sur *soixante-quinze*, plus *vingt-huit*, il y aura toujours des hommes, dans la vigueur de l'âge, en nombre suffisant pour déterminer la majorité, et faire marcher les affaires; enfin que, quant à un mode nouveau d'élection, on ne voit pas ce qu'il y aurait à gagner relativement à l'examen et à la décision des affaires,



les hommes qui composent ce corps, étant déjà ceux de tout le pays lesquels, soit par leurs lumières acquises, soit par leur expérience, soit par ces deux moyens réunis, sont censés connaître le mieux les affaires. Que si, récemment, ils ont voté une loi qui n'a pas obtenu le suffrage de la majorité de la population, il faut considérer que, quant au fond, et par sa nature même, cette loi ne pouvait jamais l'obtenir, et que, quant à la forme, on peut être sûr qu'à l'avenir les membres des Audiencias générales se surveilleront encore, s'il est possible plus soigneusement eux-mêmes.

En y réfléchissant mûrement, en considérant ce qui se passe, et s'est déjà si souvent passé dans d'autres pays, on trouve encore des motifs plus graves et plus profonds pour ne pas apporter trop à la légère des changemens à une institution vitale aussi sérieuse que celle d'un corps législatif. Ce corps est, pour la constitution, le ruisseau qui doit arroser et fertiliser la prairie; mais qui la ruinerait, l'excaverait, la couvrirait de limon stérile et de graviers arides, s'il se transformait en torrent: et, certes, il faut y prendre garde. Les digues une fois ôtées ou rompues, la masse des eaux qu'elles servaient à contenir se déborde, et c'est en vain que l'imprévoyant propriétaire du terrain fait alors ses efforts pour s'opposer à la dévastation.

Le grand problème que présente l'institution du corps législatif, sous le nom d'Audiencias généra-



les, c'est de faire ensorte que ces votes soient l'expression fidèle des besoins de la population, sans être trop à la merci des déclamateurs qui, dans les districts, s'érigent ou cherchent à s'ériger en chefs de l'opinion. Pour faire sa cour au peuple, et pour se faire réélire au bout de six années, n'y aura-t-il pas toujours quelques membres qui, dans leurs propositions ou leurs demandes, iront encore plus loin que leurs commettans eux-mêmes, comme cela arrive ailleurs ? Parmi les candidats qui n'auront pas été élus, ne s'en trouvera-t-il point qui, pour convaincre leurs communautés du tort qu'elles ont eu de ne pas faire tomber le choix sur eux, et pour s'accréditer auprès d'elles, de manière qu'elles sachent mieux les apprécier aux prochaines élections, leur prouveront que le député n'a pas fait tout ce qu'il aurait pu faire, dit tout ce qu'il aurait pu dire, et les engageront à aller encore plus loin que ce député n'est allé lui-même, bien qu'il soit déjà allé plus loin qu'il n'était censé aller ? Quand une lutte pareille s'établit malheureusement entre les législateurs et le peuple, sans qu'elle puisse être modérée par le gouvernement, l'état marche droit à l'anarchie.

Si les Audiencias générales, ou le corps législatif était trop en dehors du gouvernement, pour peu que l'orage révolutionnaire vînt à fondre sur nos contrées, elles pourraient aisément devenir chez nous ce que sont chez les autres peuples, grands et pe-



tits, ces assemblées tumultueuses qui finissent par se mettre à la place du gouvernement, non pour faire mieux que lui, mais trop tard pour le faire regretter.

Alors, adieu les fruits de prudence et de sagesse que nous ont légués nos ancêtres, après huit siècles de prospérité et de bonheur ! Adieu la gloire d'être encore et toujours le seul peuple au milieu de l'Europe, auquel on ne puisse pas reprocher de s'être écarté de la ligne sévère, mais honorable, de la fidélité et du devoir !

Là où le gouvernement est débordé par un autre pouvoir quelconque, il n'y a plus de gouvernement.

Telle est toutefois la merveilleuse situation de ce pays que, même dans ce péril, il y aurait encore une issue, et cette issue est toujours le Roi, notre Prince, que nous respecterions encore, je crois, lorsqu'il ne nous resterait plus rien au monde.

Il ne pourrait pas en être de notre corps législatif ou Audiencés générales, quelque composition qu'on crût devoir leur donner, comme de ces *gouvernements provisoires* qui n'ont d'autre règle qu'eux-mêmes, ou dont la règle tout entière ne se trouve que dans une anarchie à laquelle seule ils doivent leur éphémère existence. Il est à remarquer que, chez nous, formés en général, comme nous le



sommes , par les délibérations communales , à la tactique des assemblées délibérantes , nos assemblées publiques présentent un calme , une sagesse , un ordre , et je dirais presque une discipline qui contraste bien avantageusement pour notre population avec le désordre des assemblées populaires dans les pays où le système communal ne forme pas la base du gouvernement ou même n'existe pas encore , et à-peu-près , comme les exercices de la troupe de ligne avec les mouvemens d'une populace déchaînée. On est accoutumé chez nous à entendre débattre avec chaleur le *pour* et le *contre* , et l'on finit par s'en tenir aux faits sans trop se laisser subjuguer par les phrases , ni par la véhémence de ceux qui n'ont pas autre chose à l'appui de leurs opinions individuelles. L'outrecuidance une envie trop marquée de dominer , réussissent rarement dans notre pays ; l'incapacité présomptueuse , l'audace des théories chimériques , les séductions de l'intrigue et de l'immoralité , encore moins. Les élections populaires sont presque toujours bonnes , et il faudrait un grand et déplorable changement dans nos mœurs publiques pour qu'elles devinssent un jour à redouter. Enfin , outre que l'on pourrait statuer que toute proposition , ayant un point quelconque de législation pour objet , ne pourrait être mis en délibération qu'après avoir été imprimé et avoir circulé dans tout le pays six mois à l'avance , les nouveaux projets de loi doivent toujours être soumis à l'impartiale et sage sanction du Roi.



Dans tous les cas, ce qu'il y a de certain, c'est que, même dans les temps d'une profonde paix, la question d'un changement dans la composition des Audiencias générales, ou corps législatif, serait toujours extrêmement grave et importante. Dans l'époque de crise que nous traversons, elle est plus dangereuse encore. Si l'on se livrait à des démarches intempestives, à des demandes simultanées trop nombreuses, serions-nous fondés à nous plaindre, si le Roi n'y voyait que l'effet du mauvais exemple qui nous est donné par des populations étrangères, dans la position d'aucune desquelles d'ailleurs nous sommes bien loin de nous trouver?

Avec celui qui a triomphé de Napoléon lui-même, et qui commande encore aujourd'hui à la nation la plus belliqueuse, et à l'armée la mieux disciplinée de l'Europe entière, il n'y a pas un moment plus opportun qu'un autre, et ce serait folie de vouloir obtenir de l'urgence imaginaire des circonstances, ce que nous ne pouvons espérer que de sa seule bonté.

Ah, tâchons de sauver d'abord notre existence des périls qui la menacent à l'extérieur! Ensuite nous pourrions, avec plus de sécurité, aviser aux améliorations, grandes et petites, que réclame l'intérieur. On l'oublie trop en Suisse, malheureusement: *Là où naît a discorde, là aussi commence la faiblesse!* Un petit peuple, bien uni, commande toujours, sinon



la crainte, du moins l'estime et le respect, au plus puissant voisin. Si par nos fidèles efforts et notre bon exemple, nous ne pouvons sauver nos frères, tâchons au moins de nous sauver nous-mêmes !

---

## XXV. REDEVANCES OU IMPÔTS.

Impôts indirects. Impôts directs réglementaires. Impôts directs originaux, ou *redevances*. Le sel excepté, nous n'avons que cette dernière espèce d'impôts. Leur origine. Inévitabilité des impôts. Outre la *modicité*, le système des impôts directs originaux réunit pour les contribuables l'avantage de la *fixité*. Ils renferment même des élémens de compensation et d'équité. Dixme, cens foncier, lods. Considérations sur les lods. Ils frappent le riche jusques dans son superflu, et proportionnellement atteignent moins le pauvre. Les lods atteignent aussi les richesses industrielles. Montagnes. Vignoble. Val-de-Ruz. Ce qui arriverait de notre pays sans les lods, et en général sans les impôts directs originaux. Dixme; cens foncier. Élément d'équité dans l'une; dans l'autre, élément de fixité.

---

Un quatrième trait, tout particulier, de notre constitution, c'est la *modicité* des impôts, et encore plus leur *invariabilité*.

Dans le fait, nous n'avons point *d'impôts*, nous n'avons que des *redevances*; et ce n'est pas seu-



lement par le nom , mais par la chose même , que les redevances diffèrent des impôts.

Les redevances sont attachées aux immeubles , elles supposent une propriété de l'état contenue dans les propriétés particulières ; c'est une partie de l'usufruit total qui retourne à l'état. Les impôts frappent immédiatement la population , sans que la population soit censée avoir aucune propriété de l'état entre les mains ; ce sont des contingens occasionnels et variables que l'état exige d'elle.

Il y dans tous les pays qui nous environnent, deux sortes d'impôts. Les impôts *directs* et les impôts *indirects*. Les impôts *directs* sont ceux que les individus paient immédiatement au gouvernement. Les impôts *indirects* sont ceux qui se prélèvent sur le commerce au moyen des douanes , et que , sans le savoir , l'acheteur d'une marchandise ou denrée rembourse au vendeur avec le prix que le vendeur hausse proportionnellement à l'impôt payé d'avance à la douane. Ainsi , dans le canton de Berne , quand je bois un verre de vin , venant d'un autre Canton , le gouvernement en a sa part ; parce qu'il a fallu payer un droit d'entrée sur la frontière. Et quand , en France , je prends une prise de tabac , trente-un millions de Souverains , faisant bourse commune à Paris , la respirent avec moi.



Les impôts *directs* sont à leur tour de deux espèces. Il y en a d'*originaires* et de *règlementaires*. J'appelle *règlementaires*, les impôts directs, tels que les taxes personnelles, les taxes sur les portes et fenêtres, et autres qui sont *variables* de leur nature, arbitraires dans leur origine, et ne supposent pas, en échange, la cession d'un droit ou d'une propriété de la part de l'état. J'appelle *originaires*, ceux qui, attachés aux immeubles, s'aliénant et se transmettant avec eux par la mutation des propriétés, sans que le changement des personnes y apporte aucun changement, sont invariables, immobiles, immeubles comme les *immeubles* eux-mêmes. Tels sont les lods, les dixmes et les cens fonciers. Suivant ces définitions, nos *redevances* sont des *impôts directs originaires*.

Nous ne connaissons point dans ce pays les impôts indirects.

La régie des postes et la régie du sel paraissent faire exception à cette règle générale. Mais l'impôt indirect que le gouvernement prélève sur le sel, est si minime que, quoique nous le tirions de France, nous le payons moins cher que les Français eux-mêmes. En gardant le monopole du sel, en faisant avec la France des arrangemens sagement combinés, notre gouvernement, moyennant un léger impôt indirect, nous épargne les gros impôts indirects que les négocians ou les particuliers seraient obligés de



payer avec le prix du sel dans l'étranger. Quant aux postes, pour peu qu'on y réfléchisse, on se convaincra bientôt que des considérations analogues, plus pressantes encore, exigent qu'elles demeurent entre les mains du gouvernement. A ce sujet, j'observerai seulement que, conformément au principe d'imposer les riches plutôt que le peuple, quand il y a moyen de le faire sans que le peuple lui-même en souffre plus que les riches, l'impôt indirect, dont le gouvernement bénéficie par la régie des postes, pèse presque tout entier sur l'active correspondance et le mouvement journalier du commerce et de la richesse, et n'atteint que rarement et accidentellement l'artisan et le laboureur.

Nous ne connaissons donc véritablement, dans notre pays, que les impôts *directs*, et seulement les *redevances*, c'est-à-dire ceux de ces impôts directs que nous avons nommés *originaux*.

On peut, à juste titre, les nommer *originaux*, parce qu'ils tiennent et remontent à *l'origine* des propriétés particulières. Supposons que je possède une grande terre au Val-de-Ruz, au Val-de-Travers, ou dans telle autre partie du pays qu'il vous plaira. Il m'est, sans doute, loisible de la morceler, et d'en céder les parcelles à qui m'en offre le prix, et se soumet aux conditions que j'exige. Il se présente des amateurs; mais ils ne possèdent pas les capitaux nécessaires pour me payer la valeur du terrain dont



ils désirent que je leur fasse la cession. D'ailleurs en recevant le capital, on peut imaginer que les circonstances soient telles que je ne sache comment le placer sûrement pour en retirer les mêmes avantages que j'aurais pu retirer de ma terre, en la donnant tout simplement à bail. Dans cet état de choses, l'amateur s'engage à me payer certaines immunités qui représenteront les intérêts du capital que j'aurais droit d'exiger, et les bénéfices extraordinaires que je pourrais faire avec ce capital, ou avec la terre, si l'une ou l'autre demeuraient, et étaient à toute heure à ma disposition. Je me réserverai donc, pour ces bénéfices extraordinaires, quelque chose de semblable aux *lods*, et, pour les intérêts, une rente en nature, quelque chose de semblable à la *dixme*, peut-être aussi une rétribution annuelle en numéraire, quelque chose de semblable au *cens foncier*. D'ailleurs je n'oblige personne à souscrire aux conditions de mes baux emphytéotiques; l'amateur qui en sera las, peut s'en défaire, et celui qui, avant d'y souscrire, éprouvera de la répugnance, peut les laisser. Or c'est là l'histoire des propriétés foncières de notre pays. En l'an 1000, il était complètement couvert d'épaisses forêts, comme le sont encore aujourd'hui de vastes contrées de l'Amérique. On n'y voyait que des sangliers, des ours, des renards et des loups. Peu à peu les Bourguignons vinrent conquérir le pays sur ces hôtes sauvages. Ils demandèrent aux Comtes de Neuchatel des coins de terre à défricher, et les obtinrent à des



conditions semblables à celles dont nous venons de parler. Dès-lors ces terres nous ont été transmises de génération en génération, soit par vente, soit par hérédité, avec les conditions attachées à leur possession. Tels sont les impôts directs qui, sous le nom de *redevances*, existent dans ce pays : voilà pourquoi je les nomme *originaires*.

Les impôts, de quelque nature qu'ils soient, sont un mal; mais un mal nécessaire, un mal dont résulte un plus grand bien, celui de l'ordre social, de la sûreté publique, de la civilisation, et de tous les bienfaits du gouvernement, qui, ne pouvant rien faire de rien, aussi peu qu'aucun de nous, est obligé de percevoir des impôts au moyen desquels seulement il peut assurer et protéger l'existence, les droits et la propriété de chaque individu contre la violence de tous, en réunissant la puissance de tous contre la violence de chacun. S'il faut du pain à une famille pour subsister, il faut aussi des revenus à un gouvernement pour exister comme gouvernement, pour subvenir aux frais nombreux auxquels, de quelque manière qu'il s'y prenne, il ne saurait se soustraire. *Rendez donc à tous ce qui leur est dû; à qui le tribut, le tribut; à qui le péage, le péage, dit l'Évangile.* 1)

Les impôts qui existent dans ce pays, les *impôts directs originaires*, présentent, pour les contribu-

---

1) Rom. XIII, 7.



bles, deux éminens avantages sur toutes les autres espèces d'impôts. L'un est celui de leur *fixité*; l'autre celui de la *compensation*, qu'ils renferment en eux-mêmes.

Quand on achète une terre, on sait d'avance, ou l'on s'informe préalablement de la *dixme*, du *cens foncier*, et des *lods*, dont elle est grévée. L'on n'en paie pas davantage qu'elle ne vaut, après avoir défalqué ces positions de sa valeur totale. C'est à-peu-près comme si l'on achetait une terre un peu moins étendue, ou un peu moins fertile, mais absolument libre d'impôts, au même prix. Quand on la revend, on se retrouve dans la même position, du moins relativement aux lods et au cens foncier; car on ne saurait raisonnablement vouloir retirer le prix de l'élément de terre qu'on n'a pas payé. Quant aux lods, il est vrai qu'il y a cependant quelque différence. Lorsqu'on capitalise les lods, on part de la supposition d'une période de trente années consécutives de possession. Quand donc on vend plus tôt, c'est-à-dire, avant d'avoir possédé la terre pendant trente années depuis l'époque de son acquisition, c'est une perte que l'on fait sur les lods. Mais, dans l'ensemble, il résulte un avantage de cette perte même; c'est que l'on fait tous ses efforts pour garder sa propriété, et qu'il arrive souvent en effet qu'on la conserve. Il est donc vrai de dire qu'il y a *compensation* dans les impôts directs originaux.



Non seulement il y a compensation; mais il y a un élément *d'équité*, que ne présente aucun autre genre d'impôts.

Je me suis déjà expliqué assez franchement, je pense, relativement à la question de faire peser les impôts, plutôt sur les riches, ou plutôt sur ceux qui ne le sont pas. Dans l'impossibilité absolue de créer un état de choses où les riches seulement soient imposés, il faut préférer au moins le mode d'imposition qui n'atteint le pauvre qu'autant qu'il ne l'est pas effectivement et qu'il possède réellement quelque chose, et qui frappe le riche autant que possible en proportion de sa fortune, et surtout de son superflu. Or on ne saurait nier que les lods ne renferment cette tendance, et ne soient conformes à ce principe. Un des principaux objets du luxe des riches, ce sont les châteaux et les terres, et pour les acquérir, il faut qu'ils paient les lods. Les lods ne ménagent pas non plus l'industrie, quoiqu'en apparence les impôts directs originaux ne pèsent pas sur elle. Comparons ensemble deux parties du pays, l'une industrielle et sur les voies de la richesse, l'autre agricole et peu fortunée, comme, par exemple, le Val-de-Ruz et les Montagnes, nommément le Locle et la Chaux-de-Fonds. Il est clair que, proportion gardée de la population et de l'étendue du terrain, le Locle et la Chaux-de-Fonds doivent payer, en lods, une somme beaucoup plus considérable que le Val-de-Ruz, et cela par deux raisons. L'une, que les modestes habitations du Val-



de-Ruz ne se vendent pas au même prix que les *châteaux* du Locle et de la Chaux-de-Fonds. L'autre que, dans un lieu qui fonde toute son existence sur l'industrie, les mutations de propriété sont naturellement beaucoup plus fréquentes que chez une population essentiellement agricole. Une faillite étrangère peut ruiner tout-à-coup une famille opulente possédant les plus beaux immeubles. Une autre qui n'en possède point encore, s'enrichit, et veut en acquérir. Un seul bruit de guerre peut porter une atteinte sensible à l'industrie, et engager différens propriétaires à vendre. Un nouveau débouché peut s'ouvrir; et, comme chaque chambre est un atelier, et chaque maison en quelque sorte un grand outil d'horlogerie, les grands entrepreneurs voudront bâtir, ou acquérir. Ces chances heureuses et malheureuses, qui, les unes comme les autres, augmentent la recette des lods, existent incomparablement moins pour le Val-de-Ruz; et, par conséquent, proportion gardée du terrain et de la population, l'impôt des lods, dans une période de temps suffisante pour en faire la comparaison, doit y être d'autant moindre.

D'ailleurs les richesses industrielles sont toujours précaires. Un rien peut les faire naître, un rien peut les faire évanouir. Est-il bien probable que, si notre industrie eût été soumise aux mêmes impôts que dans les pays qui environnent le nôtre, elle eût pris ce brillant essor qui la distingue si avantageusement aujourd'hui, et qui met en quelque sorte



en contribution pour nous toutes les parties du monde ? Je conviens que les cultivateurs dans notre pays n'ont pas, aux bénéfices de l'industrie, une part aussi grande que ceux qui l'exercent directement. Cependant ils y ont aussi la leur, quoique moins ostensiblement ; car les occasions de gagner augmentant avec les richesses, et la consommation avec la population, il me paraît clair que, si le Val-de-Ruz n'était pas entouré de la population opulente et nombreuse du vignoble et des Montagnes, non seulement il ne serait pas plus riche qu'il n'est, mais que même il se trouverait dans une situation moins avantageuse.

Je suis bien éloigné, d'ailleurs, de vouloir insinuer par-là qu'il ne soit pas bien réellement à désirer qu'on puisse apporter quelque soulagement à la situation de mes chers et respectables Concitoyens du Val-de-Ruz, relativement aux redevances dont ils sont chargés. Ils jouissent sans doute des faveurs que le Roi, notre Prince, accorde au commerce du pays ; mais il est évident que, leurs charges demeurant cependant les mêmes, ce sont eux qui jouissent le moins de ces faveurs, puisqu'ils n'en jouissent qu'indirectement, par la plus grande consommation de leurs denrées, et par une plus grande fréquence des occasions de faire un petit gain. Aussi une partie de ce beau vallon a-t-elle plutôt reculé qu'avancé depuis une trentaine d'années. Mais en m'expliquant ainsi sur le chapitre des lods, je voulais seulement faire voir combien, malgré l'inconvénient



local que je viens de signaler, le système des impôts directs originaux est préférable en général dans notre pays à tout autre système d'imposition.

En considérant les choses sous un point de vue encore plus général, et ne nous bornant pas à prendre l'ensemble du pays dans un moment donné, mais en faisant entrer en ligne de compte l'influence du temps et les changemens que peut amener la grande inégalité des fortunes dans tout pays industriel, nous verrons, dans les impôts directs originaux, un principe de la conservation de notre indépendance individuelle et du patriotisme même. Supprimez les impôts directs originaux, avec cela établissez un bon système hypothécaire, bientôt nos puissans capitalistes, trouvant à placer commodément, sûrement, et à intérêts aussi avantageux que dans l'étranger, une partie des capitaux qu'ils y possèdent aujourd'hui, les placeront dans le pays; et, dans l'espace de temps d'une génération, la plupart de nos terres, et des villages entiers, ne seront plus, comme en Angleterre, que de grandes fermes. Ce que nous avons conservé du régime féodal, tout en abolissant ce qu'il avait d'humiliant pour les individus, est précisément ce qui nous préserve maintenant de retomber peu-à-peu dans une espèce de régime féodal.

Ce que je viens de dire des lods, s'applique avec la même force à la dixme. Mais la dixme ne se payant pas en argent, et se levant en nature, cette redevance présente un élément d'équité de plus. La redevance,



quoique fixe , varie cependant suivant la bonne ou la mauvaise récolte, et suivant la cherté ou le bon marché des produits. Ainsi le taux de l'impôt est soumis aux vicissitudes du commerce comme à celles de la nature. On paie davantage , quand on profite davantage ; la redevance est moindre, quand la récolte est mauvaise. Si le Prince n'avait point d'autres ressources , que celle de la dixme, il partagerait complètement votre sort avec vous , ou même il serait plus à plaindre , puisque la dixme ne se lève que sur les champs ensemencés, et que, quoiqu'il y perde sa dixme tout entière , quand vous trouvez mieux votre compte à les utiliser d'une autre manière , il n'a pas le droit de s'y opposer , et n'a jamais non plus songé à le faire. C'est quand les années ont été mauvaises , ou quand il y a guerre, que le peuple se trouve le plus à la veille du besoin, et que le gouvernement lui-même est le plus en danger de tomber dans la pénurie. Dans le système des impôts directs *originaires* , ou des *redevances* , c'est alors que vous payez le moins. L'impôt se conforme en quelque sorte de lui-même à vos moyens. Dans le système des impôts directs *règlementaires* , et surtout des impôts *indirects* , c'est au contraire dans ces années malheureuses que le gouvernement, cédant à ses propres besoins , vous chargerait le plus. Lors même qu'il ne le ferait pas , ou ne pourrait pas le faire , ces rigoureux impôts que, grâce à Dieu , nous avons ignorés jusqu'à présent , pèseraient le plus sur nous.



L'autre avantage, ou inconvénient moindre, déjà indiqué, des impôts directs originaux, c'est leur *fixité*. Tandis que tous les gouvernemens européens, pour payer les intérêts, à taux élevé, de leurs énormes dettes, pour acquitter peu-à-peu ces dernières, pour couvrir les déficits que de fâcheuses découvertes viennent tout-à-coup (et souvent lorsqu'on s'y attend le moins) mettre en évidence dans le grand compte de l'état ; tandis que tous ces gouvernemens, dis-je, augmentent peu-à-peu les impôts indirects, il est dans la nature même des choses que les impôts directs originaux aillent plutôt en diminuant qu'en augmentant. En effet, combien de champs et de vignes dans le pays, dont, moyennant une capitalisation équitable, les dixmes ont été réduites depuis un petit nombre d'années !

De la diversité qui règne dans le cens foncier et dans les dixmes, toute bizarre que cette diversité paraît au premier coup d'œil, résulte même un avantage pour la totalité du pays. C'est que ces redevances ne pourraient jamais être augmentées par un règlement uniforme, et facile à imaginer. Comment, par exemple, dans notre pays, lever des *centimes additionnels* ? Des exemples de cette nature sont journaliers dans les autres pays.





## XXVI. RÉPARTITION DES IMPOTS.

Principe d'équité. Fortune intérieure et extérieure. Cette dernière ne peut être imposée. Le riche est plus imposé que le petit propriétaire, dans le système des redevances. Imposer le commerce et l'industrie. Ce qui en résulterait. Ils portent, d'une manière inaperçue, leur part des redevances. Etablissement d'un système douanier. Le laboureur et l'artisan n'y gagneraient rien. On ne paie chez nous que la chose publique, et non le gouvernement. Charges de l'état et souscriptions volontaires : grand impôt vraiment patriotique. Notre administration est un *régime de famille*.

---

**I**l y a des pays où le pauvre ne vit que pour le riche. Vouloir que le riche ne vive absolument que pour le pauvre, serait également injuste. Il faut que tout le monde vive pour soi, tout en s'entr'aidant, chacun selon ses forces, ses talents, ses moyens.

Mais le riche possédant plus de moyens que le pauvre, et jouissant du bienfait social dans une plus grande mesure, il est équitable, il est juste qu'il contribue aussi pour une plus grande part de ses moyens et de ses forces au maintien de l'ordre social, et aux sacrifices qu'il exige.

Je l'ai déjà dit, en plus d'une occasion, dans les considérations précédentes ; mais je me propose de



présenter ici , dans un ensemble plus facile à embrasser d'un coup-d'œil, mes réflexions éparses à ce sujet.

Il faut distinguer les *richesses* et la *source* des richesses , ou en d'autres termes , le *commerce* et les *capitaux* qu'il accumule.

Cela posé , je me demande , si l'on ne pourrait pas abolir les lods, les dixmes et les cens fonciers, et remplacer toutes ces *redevances* par des *impôts* sur les grands *capitaux* et le *commerce*.

Pour décider cette question , il faut examiner :  
1°. Si une pareille mesure serait praticable dans un petit pays comme le nôtre ; et 2°. Si la classe elle-même de la population, en faveur de laquelle ce changement aurait lieu, en recueillerait les avantages qui, de prime-abord, sembleraient devoir en résulter pour elle.

Supposons que je possède une somme de 100,000 francs dans les fonds publics de France, ou que je possède en France une terre dont le rapport équivaut aux intérêts de 100,000 francs. Je vis de ces intérêts parmi vous, et, par conséquent, c'est autant d'argent que je vous apporte. Mais si, pour cet argent, je trouve chez vous la *sûreté* de ma personne, ce n'est pas chez vous que je trouve la *sûreté* de l'immeuble, ou du capital, qui me fait subsister. Considérez, d'ailleurs, quant à l'immeuble,



qu'il porte déjà les charges dûes au gouvernement dans le pays où il est situé. Or, est-il juste que vous m'imposiez comme si mon bien était placé immédiatement sous votre garantie ? Je ne pense pas que vous puissiez être de ce sentiment.

La plupart des capitalistes de ce pays sont dans une position semblable. Si donc vous voulez imposer les fortunes, il faut, pour être juste, que vous commenciez par distinguer la fortune intérieure et la fortune extérieure de chaque capitaliste. Une mesure aussi extraordinaire serait moralement et matériellement inexécutable.

Que si, cependant, vous persistez à imposer les fortunes, qu'en arrivera-t-il ? C'est qu'avec les intérêts de mes 100,000 francs, j'irai m'établir dans une autre partie de la Suisse, en France, ou partout ailleurs ; les fortunes *en porte-feuille*, autant que je sache, n'étant imposées nulle-part. Alors ces intérêts seront autant d'argent de moins qui rentrera et circulera dans votre pays.

J'avoue que je ne vois aucun moyen qui réponde mieux au but d'imposer les riches proportionnellement à la fortune qu'ils possèdent dans le pays où ils vivent, que l'impôt sur les biens-fonds et les immeubles, ou quand, comme chez nous, il ne peut pas être question d'impôts, les *redevances*. A l'exception de celui qui habite les grandes villes, le



riche garde rarement la plus grande partie de sa fortune en porte-feuille. La fluctuation des fonds publics, les chances que des débiteurs étrangers ou indigènes peuvent lui faire courir, l'inquiètent. C'est donc aux immeubles que, de préférence, en les achetant, le riche confie ses capitaux.

De cette manière il s'établit, entre le riche et celui qui ne l'est pas, une différence qu'il importe de saisir.

Celui qui n'est pas riche ne possède, en immeubles, que ce qu'il peut lui-même utiliser. Celui qui est riche achète, en biens-fonds et immeubles, non seulement ce qui lui est nécessaire pour lui servir amplement de domicile, mais encore une masse au-delà proportionnelle à l'étendue de sa fortune. En conséquence on ne peut pas dire que l'impôt sur les biens-fonds pèse autant sur le petit propriétaire que sur le riche; mais il pèse sur le riche dans une proportion beaucoup plus grande, et dans une proportion très-voisine de l'étendue de sa fortune.

Ainsi, en déchargeant un pays de l'impôt foncier, ou des *redevances* qui en tiennent lieu, ce serait en définitive, non pas le pauvre, mais le riche qu'on aurait favorisé, et toujours au moins aurait-on favorisé le riche autant que le pauvre.

Imposons donc *l'industrie et le commerce*, direz-vous; tout l'impôt retombera sur le riche!



Dans les considérations qu'on peut faire sur ce pays, il est une chose qu'il ne faut jamais oublier. C'est que sa position est *unique*. Telle disposition réglementaire qui va fort bien dans d'autres pays, serait souvent tout-à-fait impraticable chez nous.

Notre pays n'est pas un pays subsistant par lui-même. Il ne le pourrait qu'en renvoyant les deux tiers de sa population, et en retournant à-peu-près au point où il était au commencement du siècle passé. Aujourd'hui, c'est une grande capitale d'industrie et de commerce, dont la banlieue est le monde entier. Si nous voulions avoir des frontières pour le commerce, ce n'est que pour nous qu'elles existeraient, ce n'est que pour nous que nous les fermerions.

Imposez les industriels, il faudra qu'ils gagnent davantage; pour gagner davantage, il faudra qu'ils vendent plus cher leurs produits. Ils ne les vendront pas, parce que les Genevois, les Français, les Anglais, vendront les mêmes choses à plus bas prix. Pour que nos industriels devinssent en état de soutenir la concurrence des marchandises étrangères en Prusse, il a fallu que le Roi, dans sa bonté paternelle pour ce pays, accordât à leurs produits une diminution des droits d'entrée dans ses Etats. Serait-il conséquent de lever des droits sur eux dans leur propre pays?



L'aisance générale dont jouit ce pays, vient de sa liberté, et non pas seulement de sa liberté civile et politique, mais aussi de sa liberté mercantile et industrielle. Sans cette liberté pleine et entière, sans la protection puissante qui l'accompagne jusques dans les pays les plus lointains, notre pays ne serait jamais devenu ce qu'il est. Comme je l'ai dit dans mon premier article, il existe assez de pays de montagnes, que nous pouvons comparer avec le nôtre. Il en est dont le climat est plus agréable que celui de nos hauts plateaux, et dont la position géographique serait beaucoup plus favorable au commerce, si le commerce y trouvait le même climat de liberté.

D'ailleurs imposer le commerce et l'industrie, ce serait ouvrir la porte à tout ce qu'on redoute le plus dans ce pays. Le commerce et l'industrie ne vont pas toujours bien. Quand donc il y aurait stagnation, où le gouvernement prendrait-il ses revenus? Il faudrait établir de nouveaux impôts. Car, si les *redevances* ne peuvent être augmentées, il ne dépend que de quelques formalités pour que les impôts puissent l'être.

Au surplus, c'est une erreur de croire que le commerce soit aussi étranger à la charge des impôts qu'il a l'apparence de l'être. La preuve évidente que le commerce et l'industrie, quoique d'une manière indirecte et inaperçue, portent une partie considérable de l'impôt, c'est que, depuis que l'industrie et le commerce ont commencé à prendre un si bel essor dans ce pays, les revenus de l'état ont augmenté en proportion.



En 1723, les revenus du pays furent de 65,046 livres de Neuchatel, en 1768, ils montaient déjà à 105,046 livres. Depuis lors, par une augmentation progressive, ils ont à-peu-près doublé. Cependant le taux des dixmes, des cens fonciers, et des lods n'a pas augmenté; au contraire, il a diminué. Comment expliquer ce phénomène? Nos *redevances* étant stationnaires, les revenus du gouvernement ne devraient-ils pas l'être aussi? Comment donc peuvent-ils avoir augmenté?

Sans doute les redevances payées en nature, par l'effet de la hausse du prix des denrées, ont contribué à l'augmentation dont il s'agit. Mais cette circonstance ne suffit pas à beaucoup près pour l'expliquer. Elle suffit d'autant moins qu'en revanche on sème aujourd'hui moins qu'autrefois, et que, par conséquent, sous le rapport de la quantité, le produit de la dixme est moindre.

L'augmentation progressive des revenus de l'état s'explique surtout : — Par la plus grande consommation du sel, laquelle provient d'une population plus nombreuse, dûe à l'industrie et au commerce. — Par une plus grande activité des postes, dont les frais et les bénéfices se prélèvent presque en entier sur la correspondance, les envois, les courses, les voyages, et tout le mouvement de l'industrie et du commerce. — Par la hausse du prix des biens-fonds et des immeubles, à l'avantage de tous les propriétaires, par le grand



nombre de maisons que le commerce et l'industrie ont fait sortir, comme par enchantement, de chaque coin de terre du pays ; d'où, tant par la plus grande fréquence des achats, que par la valeur plus considérable des immeubles acquis, est résultée une augmentation des lods, payée en définitive par l'industrie et le commerce.

Il ne suffit pas de former un projet ; il faut encore que l'exécution de ce projet soit possible. Comment, chez nous, imposer l'industrie et le commerce ?

Plus un pays est vaste et arrondi, moins la ligne de ses frontières est longue comparativement à sa surface carrée. Plus un pays est petit, et plus, proportionnellement à son étendue, il a de limites et de points de contact avec les pays environnans. Un jardin carré, quatre fois plus grand qu'un autre, n'a pas *quatre fois* plus de circonférence ; mais *deux fois* seulement. Le mur qui doit entourer le jardin quatre fois plus petit, ne coûtera donc pas quatre fois moins à construire que celui qui entoure le jardin quatre fois plus grand ; mais, toutes choses égales d'ailleurs, il ne coûtera que la moitié moins, c'est-à-dire, *le double*, proportionnellement à son étendue.

En conséquence un système de douanes à l'imitation de la France, qui a 27,000 lieues carrées de surface, coûterait à notre pays, qui n'a que 36 lieues carrées de surface, infiniment plus qu'à la France. Après cela resterait encore la question de savoir, si



nous pourrions obtenir les mêmes résultats de notre système de douanes.

La configuration topographique de nos frontières, le lac, les nombreux villages qui le bordent, les rochers, les cavernes, les bois épais, les maisons écartées, qui font de nos vallées et de nos montagnes une ville immense ouverte de tous côtés, nous mettraient, sous le rapport de l'importation en contrebande, dans une situation incomparablement plus désavantageuse que celle de la France.

Si les habitans de ce pays étaient capables un jour de se porter envie les uns aux autres à cause de la prospérité dont ils jouissent tous plus ou moins, soit directement soit indirectement, ils n'auraient qu'à essayer du système douanier. Si l'on songe aux essais nombreux d'employés qu'il faudrait pour garnir et surveiller convenablement nos frontières, on jugera du premier coup d'œil que la recette ne couvrirait pas les frais de son établissement et de son entretien. Ensuite, comme l'industrie et le commerce de notre pays passeraient bientôt en d'autres mains, ou les mêmes mains dans d'autres pays, s'il nous restait encore quelque chose à nous envier, ce ne serait plus que notre pauvreté.

Le laboureur et l'artisan se trompent lorsque, voyant leur voisin s'enrichir par le commerce ou l'industrie, ils regardent l'aisance qui commence à régner dans sa maison, comme un tort qui leur arrive.



Ils sont libres d'en faire autant, s'ils ont acquis, comme lui, les connaissances et les talens nécessaires, ou si, d'ailleurs, la Providence a jugé à propos de leur fournir les occasions, sans lesquelles aussi les talens et les connaissances ne le mèneraient à rien.

Si leur voisin n'avait pas prospéré, ou ne prospérerait pas, seraient-ils, eux, devenus riches à sa place ? Lorsque leur voisin s'enrichit par l'industrie ou le commerce, est-ce de leur propre bien, et en deviennent-ils plus pauvres ?

Au contraire, il arrive continuellement dans notre pays que, soit par association, soit par héritage, soit par mariage, soit en profitant habilement de l'exemple, la fortune du voisin fait aussi celle du voisin. Et, lorsque cela n'arrive pas immédiatement, ce qui arrive cependant toujours, c'est que le voisin riche, en achetant les productions du laboureur, et en donnant de l'ouvrage à l'artisan, leur fait gagner davantage que s'il était resté lui-même aussi artisan ou laboureur.

Enfin il est à observer que l'introduction d'impôts sur le commerce aurait le même effet, relativement à leur répartition, que les *redevances* attachées aux immeubles. Chaque petit particulier, en achetant sa livre d'huile, de savon, de chandelles, de sucre, de tabac ou de café, son aune de ruban, de toile, d'indienne, de soie, ou de



drap, paiera la dixme dans le prix de ces objets, tout comme il la paie aujourd'hui sur son champ.

On tombe dans une illusion en alléguant que sa consommation est moindre que celle du riche. D'abord cela n'est pas toujours aussi vrai qu'on le suppose. Il y a tel riche célibataire qui consomme beaucoup moins que telle famille nombreuse qui vit du travail de ses mains, et en général le nombre des gens de cette dernière classe est incomparablement plus considérable que celui des grands seigneurs et des rentiers. Mais en admettant que la dépense ou la consommation du riche soit toujours en proportion de ses richesses, on n'aurait rien gagné à mettre des impôts sur les objets de consommation, et à décharger les biens-fonds de leurs redevances. Car si, dans la règle, le riche consomme plus que le petit propriétaire, il possède aussi des biens-fonds plus considérables, et il se trouvera amplement indemnisé de l'impôt mis sur les choses qu'il achète, par la suppression des redevances qu'il avait précédemment à payer.

On pourrait dire qu'il faut que les riches propriétaires continuent à payer leurs redevances comme auparavant, tandis que les petits propriétaires seront libérés des leurs. Mais qui établira la ligne de séparation entre les petits et les grands propriétaires ? Où est l'autorité en même temps assez habile et assez puissante pour l'opérer ? Tel



particulier, chez qui l'on ne suppose qu'une très-petite fortune, possède des biens considérables; tel autre, qu'on croyait hier très-opulent, fait banqueroute aujourd'hui. Comment se tirer des difficultés sans nombre et sans fin que rencontrerait une classification des fortunes, en supposant d'ailleurs qu'elle fût consentie? On voit que ces belles idées ne sont pas aussi si faciles à réaliser qu'on le pense, et il est à craindre qu'elles ne portassent bien des fruits mauvais, avant d'en porter de bons, si toutefois elles en portaient jamais.

En imposant les richesses, comme on l'entend, on les chasserait. En imposant le commerce et l'industrie, à l'imitation d'autres pays, on tarirait la source des richesses. Dans l'un et l'autre cas, le pauvre en sera-t-il plus riche?

Il y a deux sortes de richesses dans un pays : des richesses naturelles, matérielles, visibles, immobiles ; et des richesses industrielles, numériques, invisibles, mobiles. Ces dernières sont, dans tous les pays, plus ou moins inaccessibles aux impôts. Si on voulait les y soumettre rigoureusement, on finirait par réduire un pays à ses ressources naturelles. Elles échappent, comme l'anguille, à la main qui veut les saisir. Dans notre pays surtout, les premières, les richesses naturelles, sont les seules sur lesquelles le gouvernement puisse avoir une prise réelle. Comme, au fond, ce sont aussi les



seules qui constituent économiquement le pays, ce sont encore celles sur lesquelles il paraît le plus à propos que les revenus de l'Etat demeurent définitivement assis.

Nous avons vu, précédemment, quelle est l'origine des redevances dans la Principauté, et qu'il n'y a pas d'impôts proprement dits. Le titre de *Répartition des impôts*, que porte le présent article, ne suppose donc pas l'introduction d'une répartition nouvelle, qui bouleverserait tout; mais l'examen de la répartition déjà existante, et qui date de l'origine des propriétés. Ce qu'il nous reste à faire au sujet des redevances, est la même chose que ce qu'il nous reste à faire à l'égard de la constitution. Perfectionner les détails, tout en conservant les bases. On se plaint, relativement aux redevances, de certaines inégalités dont on a perdu de vue l'origine et le principe, et qui, sans être des injustices en elles-mêmes, sont cependant devenues, en apparence, des injustices. Il faut donc faire disparaître successivement ces inégalités autant que possible, et tâcher de les ramener à un terme moyen, contre lequel on ne puisse plus former de plaintes avec une apparence de justice. Comme je crois l'avoir déjà observé plus haut, un grand nombre de ces inégalités ont déjà été nivelées dans le vignoble, et le Roi a reçu toutes les demandes de ce genre, sans en refuser une seule.



Il résulte de ce qui précède, que, dans notre pays, la répartition des impôts, si l'on veut donner ce nom à nos redevances, est beaucoup plus équitable qu'elle ne paraît l'être au premier coup-d'œil; que les riches, que le commerce, que l'industrie, y contribuent pour une beaucoup plus grande part que l'on n'a coutume de l'admettre; et qu'ainsi notre législation, ouvrage des siècles et non pas d'un moment, ouvrage des générations et non pas des discussions, ouvrage de la Providence et non pas des hommes, renferme des élémens d'équité et de compensation entre la médiocrité et l'opulence, jusques dans les branches de l'administration où l'on s'attend le moins à en trouver, et où, peut-être, on s'attend même à trouver précisément le contraire.

Combien de peuples en Europe, qui font grand bruit de leur prétendue liberté, et qui pourraient, s'estimer heureux, si de pareils élémens d'équité existaient dans les systèmes d'impositions qu'ils reçoivent de leurs dictateurs, et croient se donner eux-mêmes ! Cependant, ce n'est point encore à cela que se borne la sagesse de notre législation. Je suppose que le Lecteur me tienne maintenant ce langage : Lorsque vous nous avez dit, qu'il était équitable et juste que le riche contribuât pour une part plus grande que le pauvre au maintien de l'ordre social, je ne croyais pas que vous vous borneriez à me faire voir que, dans votre pays, les richesses, le commerce et l'industrie portent



une part plus grande des redevances qu'on ne l'admet communément ; mais je m'attendais à quelque chose de plus rare encore : savoir que , dans votre pays , le riche paie *tout*, et le pauvre *rien* ! — Eh bien, Lecteur, j'ai encore de quoi vous satisfaire.

D'abord il est vrai de dire , qu'en fait d'impôts , *le pauvre* , dans notre pays , ne paie *rien*. Il ne saurait en payer , puisqu'à l'exception de l'impôt sur le sel , impôt au moyen duquel il achète le sel à meilleur compte qu'il ne pourrait l'obtenir sans l'impôt , il n'y en a point. Vous m'objectez les redevances , qui, chez nous, tiennent lieu d'impôts. S'il paie des redevances , il est propriétaire , et s'il est propriétaire , on ne peut plus , en cette qualité , le ranger dans la classe des pauvres. D'ailleurs le système des redevances lui-même accorde des soulagemens aux propriétaires pauvres , n'y eût-il que *l'abri* , et la faculté d'obtenir à ce taux les semailles qui leur manquent. Vous m'objectez encore le service militaire et l'équipement. Sans doute, c'est une pesante charge pour le pauvre ; mais, outre qu'on ne peut l'envisager, ni comme une redevance , ni comme un impôt , dans le sens qu'on attache ordinairement à ces mots , cette charge ne frappe jamais la totalité des familles et des citoyens ; et, pour ce qui concerne les individus sur lesquels elle pèse trop, il doit, sous peu, y être pourvu. En conséquence de quoi je répète ce que j'ai commencé par dire , que , chez nous , le pauvre ne



paie *rien* ; il jouit au contraire de la plus libérale assistance de la part de sa communauté respective, et de la part du gouvernement lui-même, lorsque, comme les illégitimes, et quelques sujets de l'état, naturalisés à une époque antérieure à l'ordre actuel des choses, il n'a pas de communauté.

Mais, par *pauvre*, vous n'entendez pas seulement le pauvre véritablement *pauvre* ; c'est la classe tout entière des *non-riches* que vous entendez. — La question est différente, et il faut que j'entre dans d'autres détails pour répondre à votre observation.

Dans tous les pays, les revenus du gouvernement ont un double usage. 1<sup>o</sup> Ils servent à indemniser ceux qui remplissent les fonctions du gouvernement. 2<sup>o</sup> Ils sont appliqués aux dépenses nécessaires dans l'intérêt des gouvernés.

Quant à ces dernières dépenses, il est clair que, si les gouvernés en fournissent les fonds, les fonds leur sont aussi rendus par ces dépenses mêmes. Le gouvernement n'est en quelque sorte que le fondé-pouvoirs des gouvernés. En définitive, les gouvernés, en payant les impôts ou les redevances qui servent à former ces fonds, ne paient *rien* au gouvernement.

Il en est autrement du premier emploi des revenus publics, des traitemens prélevés sur ces revenus



par les membres ou les fonctionnaires du gouvernement. Les revenus qui prennent cette route, sont absorbés par les traitemens des fonctionnaires, sans retourner immédiatement, en monnaie de sûreté publique ou d'améliorations générales, aux gouvernés. Dans ce cas, les gouvernés paient réellement au gouvernement.

Dans notre pays (nous l'avons déjà souvent répété, et cela mérite de l'être) dans notre pays, les charges ne sont point rémunérées, et l'on peut dire, par conséquent, que l'on ne paie *rien* au gouvernement. Ce que l'on paie, on le paie à la chose publique, c'est-à-dire, à *soi*.

Si les charges ne sont pas rémunérées dans notre pays, il faut qu'elles soient remplies gratis par des citoyens qui jouissent d'une fortune indépendante. Chez nous, il se trouve toujours, à choix, des hommes de mérite, disposés à faire un si noble emploi de leur fortune, de leur travail et de leur temps. Nous arrivons donc à dire que, dans notre pays, *les non-riches* ne paient *rien*, ou très-peu de chose, et que ce sont *les riches* qui supportent à-peu-près tous les frais proprement dits du gouvernement. C'est, je crois, Lecteur, ce qu'il y a un moment, vous vouliez que je vous apprise.

Il résulte de là, bien évidemment, que, dans notre pays, c'est sur le *riche* principalement que



portent les contributions ou charges publiques, et très-peu comparativement sur *le non-riche*. A la vérité ces contributions, acquittées par le riche, sont volontaires. Mais qu'importe, puisqu'il les acquitte, et qu'à défaut de l'un, il s'en trouve toujours un autre, assez patriotiquement disposé pour apporter en offrande, sur l'autel de la patrie, ses plaisirs ou son repos ?

Nous avons vu que, pour imposer les riches, il ne servirait à rien d'introduire dans notre pays des impôts indirects, et qu'en déchargeant les immeubles des impôts directs originaires ou redevances, ils seraient les premiers à y gagner. Les charges non rémunérées sont la seule contribution publique qui puisse porter sur le riche, sans frapper en même temps le non-riche. Nulle-part ailleurs ce sage mode d'imposition n'existe plus réellement que dans notre pays. Voilà ce qui explique pourquoi, en divisant la somme totale des revenus de l'état par le nombre des habitans du pays, et en faisant la même opération pour les pays qui nous environnent, nous avons trouvé que la charge commune individuelle est si considérablement moindre dans le nôtre. Quand on examine avec quelque attention les usages et les institutions qui régissent notre petite contrée, on trouve qu'il n'existe pas de bonnes maximes de constitution et de législation, dont ils ne renferment le principe ou le modèle.



Tel, dans l'ardeur de son prosélytisme politique, veut nous inculquer un libéralisme étranger, qui se trouverait bien embarrassé de nous nommer un pays étranger où se pratique un plus habile et plus véritable *libéralisme*. Dans ce grand empire, d'où jaillit aujourd'hui la vive lumière qui doit amener la *régénération politique* de l'Europe, le patriotisme pourrait être mis à une belle épreuve: *Ordonnance*, en vertu de laquelle, comme dans notre pays, les principales charges de l'Etat ne seraient dorénavant conférées, qu'à condition de les accepter et de les remplir pendant toute sa vie, sans traitement ! Je m'abstiens ici de mes propres réflexions, et j'abandonne le Lecteur aux siennes.

Les *honneurs* paient les charges, dit-on. Mais les charges sont-elles moins honorées ailleurs que chez nous ? y procurent-elles moins de considération, moins d'autorité ? Si, chez nous, les *honneurs* sont un traitement suffisant pour les faire accepter, pourquoi ne le sont-ils pas dans d'autres pays ? D'ailleurs les hommes qui acceptent ces charges chez nous, nous laissant ignorer qu'ils les remplissent gratuitement, au point que l'on a pu faire circuler dans le pays des bruits tout opposés, renoncent même à la partie essentielle des *honneurs* qui leur reviennent, à *l'honneur* auquel ils auraient les titres personnels les plus respectables. J'avoue qu'à côté de *l'honneur*, s'il n'y a pas *un peu* de noble patriotisme là-dessous, je ne sais ce qu'on veut y mettre.



Je ne relève ces choses-là pour faire ma cour à personne. Sans en appeler au caractère de sincérité que je professe, ma position connue doit suffire pour me mettre à l'abri d'un tel soupçon. Mais, après avoir exposé les bienfaits du Roi, je ne puis me résoudre à passer entièrement sous silence ceux de mes concitoyens qui en sont les zélés et fidèles organes. Par le patriotisme également modeste et désintéressé que je leur connais, ils méritent, dans toute sa plénitude, le sentiment de respect et de reconnaissance qu'une population aussi éclairée et morale que la nôtre, ne cessera jamais de leur porter.

Enfin, ce n'est pas seulement en remplissant gratuitement les charges de l'état, que les personnes aisées ou riches s'imposent volontairement elles-mêmes chez nous, à la décharge du reste de la population.

En retournant dans ma patrie, pour y faire un séjour momentané, après une absence de passé un quart de siècle (quoique mon cœur ne l'eût jamais quittée) je l'ai parcourue avec la curiosité d'un étranger. Combien d'établissements d'utilité publique ont été formés dans toutes les parties du pays dans cet espace de temps, long pour moi, mais court pour leur exécution ! — Hospices pour les malades et les vieillards. — Nouveaux fonds, qui se forment de dons généreux, pour le même objet. — Pour les enfans pauvres, instituts non moins étonnans par



leur origine que par l'étendue qu'ils ont acquise. — Ecoles publiques bien montées ; écoles particulières de métiers. — Cures nouvelles, et temples nouveaux. — Nouvelles places de ministres de l'Evangile ; places de professeurs et d'instituteurs d'un ordre supérieur, dans des lieux où, de mon temps, il n'y avait pas même d'écoles communales. — Bureaux de poinçonnement. — Caisse d'épargnes. — Caisse d'assurances pour les incendies. — Greniers communaux. — Essais de divers genres de fabrication, pour ouvrir des ressources nouvelles à ceux qui en manquent. — Nouvelles routes et chemins vicinaux, pratiqués dans les gorges les plus inaccessibles, ou sur la crête des rochers et des montagnes, pour faciliter les communications entre différentes parties du pays. — Voies souterraines, taillées dans le roc à travers la base des montagnes, pour procurer l'écoulement des eaux, dessécher les marais et prévenir les inondations. — Tout cela n'est qu'une énumération fort incomplète des choses nouvelles que j'ai vues.

J'ai demandé : Et cette entreprise d'utilité publique, comment s'est-elle formée ? — Par des souscriptions. — Et cet établissement de bienfaisance, comment s'est-il formé ? — Par des souscriptions. — Et ces places de ministres et de professeurs, comment ont-elles été fondées ? Par des souscriptions. — Et ces essais de fabrication, qui en porte les frais ? — Les actionnaires, qui n'en



auront aucun profit, si l'entreprise réussit, et qui en seront pour leurs *actions* et leurs démarches, si elle ne réussit pas. — Et cette belle fondation, est-elle aussi le fruit *d'actions* ou de souscriptions? — Non, elle doit son existence à notre concitoyen, qui, par son testament, a destiné une partie de sa fortune pour cet objet. — Mais qui indemnise, les administrateurs de tous ces établissemens? — Ils ne sont point indemnisés. Pourvu que la chose marche, ils seraient plutôt disposés à y mettre encore du leur.

Voilà comment les gens aisés et les riches, dont les emplois sont gratuits, s'imposent eux-mêmes *doublement* chez nous. Ils savent que c'est à leur patrie qu'ils doivent leur existence; que, si c'est en pays étranger qu'ils ont fait leur fortune, c'est cependant leur propre pays qui leur a servi de point de départ et de point d'appui pour la faire. Enfans reconnaissans, ils lui en tiennent compte. 1)

---

1) Au moment où j'envoie cette partie de mon manuscrit à l'impression, je lis dans la REVUE NEUCHATELOISE, III<sup>ème</sup> livraison, pag. 107, ce qui suit: — « Il y a de l'écho  
« dans ce canton, quand il s'agit de faire une bonne action.  
« On vient de proposer une liste de souscription dont le  
« montant est destiné à faciliter l'habillement et l'équipement des militaires qui font partie des deux contingens.  
« Ouverte, samedi à 10 heures, elle montait dimanche, à 2  
« heures, à L. 10,000, — Elle va circuler dans tout le Canton;  
« plus tard nous publierons la liste des souscripteurs. » — Je disais précédemment, au sujet de l'équipement militaire, à la fin de l'article XIX, p. 90, que ce serait encore la Cour qui nous réconcilierait avec nous-mêmes. Quoique le patriotisme neuchatelois ait faussé ma prédiction, je n'hésite



Etablissez des impôts particuliers sur les familles notoirement riches ; par des impôts indirects , et des patentes personnelles , mettez à contribution l'industrie et le commerce : bientôt les souscriptions volontaires , et l'acceptation des charges non rémunérées cesseront. Puis voyez si , après en avoir défalqué les frais de l'établissement des douanes , et le salaire des essaims d'employés qui doivent y être attachés , le reste des deniers , rançonnés sur toutes les marchandises , entrantes , sortantes , ou transitantes , pourra , dans le court espace d'un quart de siècle , amener un pareil résultat ? Que d'impôts annuels , que de visitations douanières , il aurait fallu pour lever , francs par francs , batz par batz , la somme consacrée par la famille Pourtalès à la fondation et à la dotation du bienfaisant hôpital qui porte son nom !

C'est une des contradictions que présente notre époque présomptueuse , que de vouloir tout régler , minutieusement et rigoureusement , pendant que , d'un autre côté , on invoque la liberté la plus absolue et la plus illimitée. Cette manie de régler vient des gens de loi , et des gens de finance , qu'on suppose être des *législateurs* , parce qu'ils spéculent , les

---

pas à lui rendre l'hommage qu'il mérite , pour s'être si noblement approprié cet honneur. — La *feuille d'épreuve* me fournit l'occasion de faire , à la présente *note* , une addition qui peut servir à prouver à nos voisins , si le *canton monarchique* est capable de *patriotisme helvétique*. — Le 18 mars , environ quinze jours après son ouverture , la souscription s'élève à passé L. 40,000 !



uns sur les richesses, les autres sur les lois. La preuve que ni les uns, ni les autres, malheureusement, ne sont infaillibles, c'est que la faillite n'attend que trop souvent les gens de finance, et que, quant aux gens de loi, en prenant la masse entière des procès qu'ils soutiennent, il est clair que sur *deux fois*, ils se trompent l'une. Nulle-part plus de procès que dans les pays où il y a la plus de lois; et nulle-part l'état des finances ne va plus en rétrogradant que dans les pays où l'on discute le plus, et où l'on prononce les plus beaux discours sur les finances. Il faut le moins possible de lois, afin qu'on ait le moins possible occasion de les heurter. Il faut le moins possible obliger les hommes à faire des sacrifices, afin qu'ils soient d'autant plus disposés à en faire par eux-mêmes. Cela arrivera-t-il? Vous le voyez par le bel exemple de notre pays!

Ainsi, en me résumant, je crois pouvoir conclure que, malgré l'apparence, et malgré l'opinion de ceux qui n'ont pas saisi l'ensemble des rapports administratifs de notre pays, il serait difficile d'en nommer un, où, dans le fait, le principe posé d'entrée, relativement à la répartition des contributions publiques, trouve en général son application d'une manière plus facile, plus complète et plus satisfaisante. Notre pays ne ressemble ni au bureau d'un avocat, ni au comptoir d'un banquier; mais à UNE RESPECTABLE ET GÉNÉREUSE FAMILLE.





## XXVII. EMPLOI DES REVENUS.

Deux parts : celle du Gouvernement et celle du Prince.

S'il serait dans l'intérêt du pays que le Prince renonçât formellement à la sienne? Aperçu des dépenses du Gouvernement.

---

Comme nous l'avons vu plus haut, le Roi, notre Prince, renonce de fait aux 70,000 livres qu'il s'est réservées sur les revenus de la Principauté, puisqu'il les lui rend au multiple indirectement. Ce n'est pas lui qui nous charge d'impôts *indirects*, c'est nous qui en mettons sur lui.

Sans doute, il pourrait aussi renoncer à cette somme, et répandre ses bienfaits sur le pays, sans qu'on pût dire qu'il en tire les revenus. Mais tout en paraissant être encore plus généreux envers nous, il se mettrait bien évidemment dans la nécessité de l'être moins. Il se priverait des moyens qui servent de prétexte à ses bienfaits.

Sa générosité même doit l'empêcher de le faire. Il ne faut pas oublier qu'il a d'autres sujets, qui auraient quelque droit de se plaindre, s'il protégeait les uns aux dépens des autres, et ne faisait pour nous que des sacrifices, sans que ces sacrifices pussent être motivés par les revenus sur lesquels il conserve son



droit. Aujourd'hui le Roi ne retire en apparence de la Principauté que justement autant qu'il faut, pour que ses autres sujets ne puissent pas dire qu'il est en perte avec elle, qu'il n'en retire rien, quoique, en effet, dans les circonstances actuelles de la politique et du commerce, ce soit *moins que rien* qu'il en retire.

Le surplus des revenus du pays est consacré aux frais de tout genre du Gouvernement, tels que : — Les indemnités des *officiers* d'état, indemnités trop exigües et minimales pour pouvoir être nommées des traitemens, mais qui forment cependant toujours une dépense. — L'entretien de la gendarmerie ; la moitié des frais seulement retombe à la charge des particuliers, outre que le chef n'a pour *traitement* que le charbon, et le bois d'affocage tirés des forêts du Prince. — L'instruction publique, laquelle, comme il est notoire, a fait pendant ces dernières années, un objet particulier de la sage sollicitude du Gouvernement. — La rectification et une partie de l'entretien des routes, qui demandent encore des améliorations importantes, ne fût-ce que des appuis ou barrières sur le bord des précipices, et dans des contours dangereux. — La saisie, la garde, l'entretien des malfaiteurs et des prisonniers, comme aussi la restauration des prisons, dont on a vu, pendant ces dernières années, le renouvellement complet dans la Principauté, où elles se trouvent maintenant sur un pied tel, qu'elles peuvent être considérées comme des écoles de régénération morale, et servir de modèles



pour ces sortes d'établissements. — L'entretien des bâtimens publics. — La restauration ou reconstruction des cures et des temples, objets auxquels le Gouvernement contribue toujours pour quelque somme plus ou moins considérable : témoin le nouveau temple qui s'élève maintenant au Landeron, et pour lequel, si je suis bien informé, le Gouvernement, autorisé par la munificence du Roi, a donné une somme de 25,000 livres. — L'entretien et l'éducation des enfans illégitimes, des *heimatlosen* et des sujets de l'état qui n'ont pas de commune, et qui doivent être assistés. — Le complètement, l'entretien de l'artillerie, la construction et l'entretien des arsenaux, les instructeurs militaires, les différentes dépenses inséparables des inspections et du service, les munitions de toute espèce que suppose une force militaire. — Le paiement, pleinement effectué depuis plusieurs années, de la dette qu'avait contractée le pays, lors du passage des troupes autrichiennes en 1814, et dont, indépendamment de la contribution extraordinaire en raison des fortunes, qui a fait tant d'honneur aux habitans de ce pays, le Gouvernement, au Nom du Roi, a porté une partie considérable. — Les négociations et les accommodemens avec les pays limitrophes, pour des affaires qui se présentent toujours, et qu'il faut régler, si l'on veut rester en bonne intelligence avec eux : tels que la cession, faite par Berne, de droits anciens que ce puissant canton a exercés jusqu'à ces dernières années dans la partie de notre territoire qui avoisine le sien,



droits qui amenaient souvent des malentendus, et dont l'état a fait l'acquisition au moyen d'une somme considérable ; — comme la délimitation avec la France, délimitation sans laquelle nous pouvions être sans cesse exposés à des violations de territoire de la part de la gendarmerie, des employés des douanes, etc., qui auraient toujours eu le prétexte de la non-existence de limites certaines pour se justifier. — Enfin les frais sans nombre et sans fin, *courans* ou *extraordinaires*, qui se présentent, et se renouvellent continuellement dans la plus sage et la plus économe administration.

Ecrivant de tête, et sans avoir aucun aperçu entre les mains, je présume qu'on n'aura pas besoin d'être fort versé dans les affaires du Gouvernement, pour trouver, dans cette énumération rapide et occasionnelle, de grandes et nombreuses lacunes.





## XXVIII. COMPARAISON AVEC D'AUTRES PAYS.

Aucun des pays voisins n'est moins imposé que le nôtre. Méthode de calcul pour s'en assurer. Revenu total de la Principauté, et charge individuelle. Même calcul pour les Cantons de Berne et de Vaud. Grande France, grands impôts. Cerneux-Péquignot. Plutôt visiter la frontière que la former. A qui nous dûmes encore notre salut sous le Prince Berthier.

---

Quoi que fassent les gouvernemens, quelque système d'impôts qu'ils adoptent, quel que soit le mode de perception dont ils voudront essayer, les contribuables se plaindront toujours des impôts que les gouvernemens exigeront d'eux, parce qu'ils ne songent pas que c'est au gouvernement qu'ils sont redevables de toute leur existence sociale, et que ne faisant attention qu'à la rétribution individuelle qu'ils ont à supporter, ils la considèrent comme un bien qu'on leur enlève, sans qu'il en résulte pour eux aucun bien. Cela n'est pas étonnant, puisqu'il y a même des hommes qui mettent en doute l'existence de Dieu, et sa providence pour nous, quoique *ce soit en lui que nous ayons la vie, le mouvement et l'être.*

De tous les peuples à moi connus, nous sommes précisément celui qui a le moins lieu de se plaindre. Non seulement il n'y en a aucun qui jouisse d'aussi grands bienfaits de la part de son souverain ; mais,



à l'exception d'un petit nombre de cantons, comme Ury, Schwytz et Unterwald, dont nous ne voudrions pas changer le genre de vie avec le nôtre, il n'y a aucun pays en Europe qui soit moins chargé. Le calcul n'est pas difficile à faire. Il n'y a qu'à diviser le total des revenus d'un état par le nombre de ses habitans, par où l'on voit ce que paie chaque individu, l'un portant l'autre.

On portait ci-devant les revenus de l'état, année commune, à 150,000 livres du pays. Ils sont cependant plus considérables depuis un certain nombre d'années, la prospérité du pays étant allée toujours en augmentant. Pour procéder rondement, nous dirons qu'ils s'élèvent à 200,000 livres, somme sur laquelle se prélève la somme de 70,000 livres, mise à la disposition du Roi, notre Prince, et dont le reste, qui ferait une somme d'environ 130,000 livres annuellement, est immédiatement appliqué aux besoins du pays, comme nous venons de le voir.

Or la population de la Principauté étant actuellement de 52,000 ames, ce serait juste  $38 \frac{17}{26}$  batz, que chaque individu, chez nous, paierait annuellement à l'état.

Dans les revenus du pays est compris tout entier le produit des domaines et forêts du Prince, et c'est autant, à juste titre, que nous pourrions défalquer de la somme de 200,000 livres. Mais il faudrait faire le même calcul pour les autres pays, ce qui entraîne-



rait ici à des détails trop nombreux. Nous observerons seulement que les propriétés domaniales étant bien administrées dans ce pays, l'étant sans frais de la part des administrateurs, et ne pouvant être aliénées qu'elles ne soient immédiatement remplacées par d'autres équivalentes, leur produit, dans ce pays, proportion gardée de son étendue, balance bien le produit des propriétés analogues dans les pays que nous allons comparer avec le nôtre. Sous ce rapport notre pays doit l'emporter considérablement sur la France. La monstrueuse dilapidation des propriétés domaniales en France pendant la première révolution, est connue.

En défalquant le produit des propriétés domaniales de la somme de 200,000 livres, à laquelle nous admettons que s'élèvent les revenus du pays, il est clair qu'il n'en saurait retomber  $38\frac{17}{26}$  batz à la charge de chaque individu. Mais par les raisons que nous venons de dire, posons cependant que  $38\frac{17}{26}$  batz sont le tribut que chaque habitant de la Principauté paie annuellement à son gouvernement.

Or je dis que la charge individuelle, dans les trois pays qui entourent la Principauté, est beaucoup plus forte, bien que, dans aucun de ces pays, la prospérité des habitans en général ne puisse être comparée avec celle dont nous jouissons.



Dans le canton de Vaud, les revenus du gouvernement étant de 867,875 livres, et la population de 150,000 âmes, on y paie par tête  $57\frac{5}{6}$  batz, ainsi, par individu,  $19\frac{11}{78}$  batz de plus que chez nous.

Je ne tiens pas compte de la différence des livres de Suisse et de celles de Neuchatel, ce qui ferait pencher la balance, encore de quelques batz de plus, en notre faveur, et je me borne à indiquer les fractions en témoignage de l'exactitude que je tâche d'apporter dans mon calcul.

Les revenus de Berne, montent à 1,800,000 par an. La population de ce canton est de 338,000 âmes. Donc chaque individu paie  $54\frac{74}{169}$  batz.

Ainsi, dans le canton de Neuchatel, on paie à l'état plus du tiers de moins que dans les cantons de Berne et de Vaud, et en devenant Vaudois ou Bernois, ou en nous constituant comme ils l'ont fait, il faudrait que nous achetassions ce plaisir en payant à l'état juste la moitié plus que nous ne lui payons. Avec ce surplus, il y aurait sans doute de quoi fournir de beaux uniformes aux miliciens pauvres.

Ce qui me paraît bien évident, c'est ce que j'ai déjà observé ailleurs, savoir que si, dans les autres pays, on était mieux que chez nous, nous n'aurions pas dans notre pays 15,000 individus originai-



rement étrangers, dont 10,000 Suisses. En général, la population ne se serait pas accrue au point que le sol ne nourrit plus qu'un tiers de ses habitans. Car pour qu'un pays puisse contenir plus d'habitans qu'il n'en peut nourrir, il faut qu'il jouisse en quelque sorte d'une surabondance de bien-être et de ressources. 1)

---

1) Ces observations acquièrent une nouvelle force par les données qu'on va voir, données qui augmentent considérablement la différence que je viens d'établir entre la charge individuelle dans notre Canton, et celle dans les cantons voisins. Les FEUILLES NEUCHATELOISES, N<sup>o</sup>. I, pag. 15, contiennent ce qui suit:

« La population de notre Canton est de 54,000 habitans. Les  
 » revenus de l'Etat peuvent s'évaluer, année commune,  
 » à L. 220,000 de Neuchatel, soit L. 314,300 de France  
 » environ; ensorte que chaque âme paie de contribution  
 » par année L. 4 — 1 s. — 6 d. du pays, ou de France L. 5 —  
 » 17 s. »

« Au Canton de Vaud, qui est choisi de préférence comme  
 » un des cantons voisins où l'on paie le moins d'impôt, la  
 » population est de 160,000 âmes (les almanachs n'en indiquent que 144,500). Les revenus sont de L. 1,100,000  
 » de Suisse, ou L. 1,650,000 de France. La contribution  
 » de chaque âme est donc, de France L. 10 — 6 s. »

Mes données, à moi, relativement aux Cantons de Berne et de Vaud, sont tirées de la *Géographie et Statistique* de Stein, Berlin, 1830, ouvrage classique en Allemagne. Les jeunes et savans auteurs des FEUILLES NEUCHATELOISES sont sans doute plus à portée d'avoir, sur les finances de ces Cantons, des renseignemens exacts et récents. Suivant les leurs, au lieu de  $57 \frac{5}{6}$  batz, la charge individuelle des Vaudois serait de  $74 \frac{27}{40}$  batz, et par conséquent les Vaudois paieraient, par tête, au moins 34 batz de plus qu'on ne paie dans la Principauté, c'est-à-dire le double, à peu de chose près.



Quant à la France, son budget de recette est de 1100,000,000 de francs, sur une population de 31,000,000 d'ames. Cela fait 35 francs par tête, ou *six écus-neufs* bien comptés.

---

P. S. — J'apprends que la source où les auteurs des FEUILLES NEUCHATELOISES ont puisé, est le dernier budget officiel du Canton de Vaud, de sorte que leur calcul doit être considéré comme authentique. Le Canton de Berne, n'ayant pas encore publié de budget, on ne peut calculer avec certitude la charge individuelle de ses habitants ; mais on m'assure que mon calcul au sujet de ce Canton est aussi, bien probablement, au-dessous de la réalité.

Quant à notre Canton, dont je ne porte les revenus qu'à L. 200, 000, tandis que les FEUILLES NEUCHATELOISES, les portent à L. 220, 000, cette différence vient de ce que je n'ai pas fait entrer dans ces revenus, des charges dont le produit ne se verse pas dans les caisses du gouvernement, et dont par conséquent le gouvernement ne peut disposer, et qu'au contraire les FEUILLES NEUCHATELOISES, embrassant l'ensemble des charges, ont ajouté celles dont je parle à la totalité des revenus directs de l'Etat. D'ailleurs le résultat de cette différence, relativement à la charge individuelle chez nous, n'étant que *de quelques batz*, une coïncidence aussi rapprochée semble indiquer que, M. M. les auteurs des FEUILLES NEUCHATELOISES, et moi, puisant nos données dans des sources différentes, et écrivant sur cette matière à notre insu réciproquement, nos calculs doivent être assez conformes à la vérité.

Qu'il me soit permis d'ajouter ici une réflexion à ce sujet. Le lecteur comprendra qu'il m'aurait été aussi facile de changer les chiffres que contient le texte de mon chapitre, que d'y insérer la présente note. J'aime à le laisser tel qu'il est. Les étrangers qui ne me connaissent pas, et qui ne sont pas à portée de vérifier les faits sur lesquels j'appelle ici l'attention de mes CONCITOYENS, pourront juger par cet exemple, relatif à un objet essentiel, si, en



Aussi assure-t-on que la recette du district du Cerneux-Péquignot montait ci-devant à 6000 francs par an, tandis que, depuis sa réunion à la Prin-

---

rédigeant mon manuscrit, il est probable que mon intention ait été d'en imposer.

---

*Second P. S.* — Etablissant ici de nouveaux points de comparaison entre notre pays et les cantons suisses, je profite de cette occasion pour insérer encore dans mon ouvrage deux observations qui, sans doute, auraient mieux trouvé leur place aux chapitres XVI, XVII, XVIII et XIX, mais qui, à la fin de cette note, ne seront cependant pas perdues pour ceux qui daigneront accorder quelque attention au présent écrit.

La première de ces observations, qu'on peut rapporter aux pages 57 et 74, et qui concerne plus particulièrement les Suisses de la partie *allemande* de la commune patrie, consiste en ce que les Neuchatelois, qui forment le Bataillon de la Garde royale à Berlin, n'y apprennent pas *seulement* le maniement de *l'arme suisse*, mais y acquièrent aussi l'intelligence et l'usage de la *langue suisse*. Aussi, en comparant la Principauté de Neuchatel avec les autres parties de la *Suisse française*, trouvera-t-on qu'il n'y en a aucune où se rencontrent *plus* de Suisses qui puissent fraterniser, et qui fraternisent en effet, avec leurs *frères suisses*. Au lieu donc que la Prusse porte obstacle à l'attachement du canton de Neuchatel pour la Suisse, elle est, pour le canton de Neuchatel, un aiguillon et une école qui, non seulement sous le rapport *militaire*, mais encore sous le rapport *moral*, contribuent à l'identifier plus intimement avec la grande majorité des cantons qui constituent la Confédération helvétique.

La seconde observation, que revendique en particulier le chapitre XIX, pag. 85, SI NOUS SERVONS DEUX MAÎTRES ? peut être utilement méditée par ceux qui nous reprochent de servir *deux maîtres*. Consultons à ce sujet les estima-



cipauté, elle ne s'élève plus qu'à 1800 francs, ou peut-être moins encore, et que par conséquent sur 10 francs d'impositions, le district du Cerneux-Péquignot se trouve maintenant allégé de 7 francs au moins.

Ajoutez à cela une dette de plus de *quatre milliards*, qui pèse sur la nation entière, pour laquelle il faut payer de plus hauts intérêts que ne feraient les particuliers, qui va plutôt en augmentant qu'en

---

bles FEUILLES NEUCHATELOISES, N.º 2, pag. 38, où je renvoie le Lecteur pour un plus ample développement. —

« J'entends sans cesse répéter que nous sommes dans une position *mixte*. Je ne puis voir qu'une erreur dans cette assertion. Je ne comprends pas que notre état soit plus *mixte* que celui de Vaud, Genève, St. Gall. Ces cantons sont en même temps vaudois, genevois, st. gallois et suisses, comme nous sommes à-la-fois neuchatelois et suisses. Eux aussi doivent obéir à leur gouvernement d'une part, à la confédération de l'autre; eux aussi ont *deux maîtres*. C'est le cas de tout état fédératif. » En effet si, servir son propre canton, et faire en même temps partie de la Confédération helvétique pour assurer l'indépendance de son propre canton, cela s'appelle *servir deux maîtres*, il faut dire aussi que l'Autriche, la Bavière, le Wurtemberg et la Prusse elle-même *servent deux maîtres*, puisque ces états, en tout ou en partie, appartiennent à la *Confédération germanique*, comme le canton de Neuchatel à la *Confédération helvétique*. Les Etats-Unis d'Amérique, ces peuples qu'on nous représente comme des modèles de nations libres, sont encore dans le même cas. D'où vient donc que nous, Neuchatelois, on nous accuse de *servir deux maîtres* ! C'est que l'un de nos *deux maîtres* se fait remarquer comme un PROTECTEUR, et non comme un maître. — Nous l'avons vu par nos calculs, et nous le verrons encore, après cette longue note, en retournant à nos calculs.



diminuant, et qu'il faudra bien cependant en définitive que les individus paient tôt ou tard, à moins que la nation ne trouve plus commode de faire une nouvelle banqueroute. La part de cette dette qui retombe sur chaque individu, riche ou pauvre, enfant ou vieillard, fait 129 francs, 10 centimes.

Aussi, passez le Doubs, et voyez les frontières de la France ! Comparez le sort des familles que vous y trouverez avec le sort des familles dans notre patrie. Quelle assurance avez-vous, que vous fussiez prospères comme vous l'êtes, si, depuis un siècle, vous eussiez fait partie de cette triste frontière ? Quelle assurance avez-vous, que, dans une vingtaines d'années, vous ne fussiez pas nivelés avec elle, si vous veniez à en faire partie ? Je ne parle point des révolutions, ni des guerres presque continues, ni de la différence de religion, 1) ni de l'administration exercée par les maires et les préfets, ni de l'enlèvement de vos biens communaux, qui deviendraient des propriétés de la nation, ni de l'établissement des douanes et de la présence continuelle

---

1) En faisant mention de cette différence, je suis bien éloigné de vouloir insinuer que des sujets catholiques ne puissent être aussi estimables et fidèles que d'autres. La belle conduite des habitants du Landeron, qui sont à l'extrême frontière d'un canton travaillé par le mauvais esprit du jour, repousse toute pensée pareille, d'une manière bien honorable pour eux.



de leurs nombreux employés, ni des employés et des douanes qui s'élèveraient en représailles contre vous du côté de la Suisse, ni des cantonnemens militaires et de leurs conséquences pour la tranquillité domestique et pour les mœurs, ni d'autres circonstances que vous n'ignorez pas vous-mêmes, ou qu'il vous est facile de connaître.

Ce n'est pas ainsi sans doute que vous avez été traités sous l'administration du Prince Berthier. Mais à qui en avez-vous l'obligation? C'est encore à votre protecteur légitime, à ce Roi, votre Prince et votre Père.

---



## XXIX. GUERRE DE DISSOLUTION, FAITE A NOUS, COMME A TOUTE L'EUROPE.

Par qui? par les journaux. Ceux de Paris donnent le ton, ceux de Suisse les imitent: Arbres de liberté neuchâtelois. Nos descendans. Qui sont ceux qui osent nous recommander de *marcher avec le temps*. Tactique des nouveaux napoléons. Si les journaux portent leur correctif avec eux. Guerres actuelles; anciennes guerres de religion. Destination d'un journal. Quelle attribution les journaux s'arrogent aujourd'hui. Compétence des rédacteurs.

---

Ne vous laissez donc pas éblouir par le faux éclat d'un *Paris*, ni par la jactance vertigineuse des journaux qui en sortent. Ces trompettes bruyantes ne vous rendront pas votre bonheur quand vous l'aurez perdu. Tenez-vous-en plutôt aux faits. Jetez les yeux sur les départemens, et surtout sur les pays frontières : ce serait la place que vous occuperiez, si vous aviez le malheur de perdre votre antique indépendance.

Laissez-vous tout aussi peu entraîner par les véhémens apologistes de ces révolutions cantonales qui vous entourent. Elles ne font que courir après des avantages que, depuis des siècles, vous possédez beaucoup mieux qu'elles ne pourront jamais les procurer, et encore moins les assurer aux pays qui



en sont le théâtre. Ce n'est pas à vous de marcher avec ces pays ; mais ce sont eux qui vous suivent tardivement, et malheureusement d'une manière violente. Il leur faudra bien du temps et des efforts pour vous rejoindre, et pour arriver au point où vous êtes.

Chacun de ces pins majestueux qui couronnent les cimes de vos montagnes, et qui bordent vos plateaux populeux, heureux NEUCHATELOIS ! est un *arbre de liberté*. Voilà pourquoi vous ne vous donnez pas la peine d'en ériger. Vous craignez qu'ils ne dégénérassent en *arbres de licence*. Quoique *les enfans gâtés du Roi*, vous êtes trop sages pour vous livrer à des actes qui, indifférens en eux-mêmes, seraient cependant susceptibles d'une interprétation équivoque dans l'étranger. Vous savez que votre liberté est plus ancienne que les plus anciens de ces arbres eux-mêmes, et que tous les bonnets du pays ne suffiraient pas pour décorer les arbres de vos forêts et de vos possessions, qui auraient droit à cet honneur, s'il n'était pas trop commun et trivial pour eux.

Que diraient vos descendans, vos enfans, lorsque, pauvres, opprimés, malheureux, ou toujours en guerre les uns avec les autres pour décider, qui gouvernera ou ne gouvernera pas, quelles lois il faut admettre ou lesquelles il faut rejeter, ils apprendraient que vous avez été heureux, libres et



tranquilles, et que c'est aux chances d'une folle échauffourée que vous avez confié le sort de l'avenir? Auraient-ils lieu de vous bénir, comme vous avez lieu de rendre grâces à vos sages ancêtres?

Quelques individus nous reprochent de ne pas *marcher avec le temps*. C'est ce que font surtout ces hommes, au ton tranchant, à présomptueuse faconde que, l'école parisienne vomit sur nous. Ils ne font par-là que prouver l'ignorance profonde où ils sont de nos institutions. Le reproche qu'ils nous adressent, sied d'autant moins dans leur bouche que relativement à eux, nous ne nous sommes pas bornés à marcher avec le temps, mais que nous avons devancé le temps, et que nous les avons laissés bien loin en arrière après nous. Qu'ils apprennent à connaître la libéralité réelle de nos institutions, la part que chacun de nous a, ou peut prendre dans les affaires publiques, et ils verront quels sont les véritables retardataires. Nous sommes, relativement à la *réforme libérale*, en la supposant légale et sage, dans le même cas que les Vaudois piémontais, lors de la *réforme religieuse*. Ils n'en avaient pas besoin pour eux, parce que les doctrines de Luther et de Calvin se trouvaient déjà exister parmi eux, et qu'ils étaient protestans par le fait, avant que le nom de protestant fût connu.

Nous aurions un pas rétrograde immense à faire pour rejoindre la France, et pour marcher alors



de front avec elle. Suivant les rapports officiels, la moitié des Français ne savent pas lire. A moins que de compter les aveugles, je ne connais pas *un seul individu* qui soit dans ce cas parmi nous. Chacun de nous est au moins membre de sa communauté; et, par conséquent, il a une part immédiate aux affaires du petit état communal dont il fait partie, aux remontrances qu'il adresse au Gouvernement, et à toutes les relations que le Gouvernement soutient sans cesse avec lui. Dans d'autres pays, on proclame le peuple *souverain*; chez nous il est souverain en effet. La chose vaut bien le nom. En France, il faut payer tant par an d'impôts au gouvernement pour avoir sa voix dans la simple élection des députés. Or il ne se trouve en France que 200,000 particuliers qui possèdent la fortune requise. Il y a donc *trente millions, huit cent mille* individus qui, malgré leur prétendue souveraineté, n'ont rien à dire, et qui, de fait et de droit, demeurent sous la tutelle des 200,000, lesquels, à leur tour, sont obligés de se mettre sous celle de quelques centaines qui opinent comme bon leur semble, ou comme le décide le parti auquel ils se sont rangés.

Je ne fais point ces observations pour critiquer la France, ni les Cantons suisses, qui nous avoisinent. Notre sort dépend trop des dispositions pacifiques de la France à notre égard, pour que le patriotisme même, ne doive pas nous engager à



l'entretenir autant qu'il dépend de nous dans ces bonnes dispositions, et à faire des vœux sincères pour sa tranquillité et son bonheur : et, pour ce qui concerne les Cantons suisses, nous leur devons la même amitié qu'à nous-mêmes. Renfermés dans les mêmes limites naturelles, notre existence politique est aujourd'hui plus que jamais inséparable de la leur. Mais je distingue, entre les nations, et les agitateurs qu'elles renferment, entre vivre avec elles dans des relations de bon et loyal voisinage, ou bien nous suicider mal-à-propos pour tâcher de nous ressusciter ensuite nous-mêmes dans des formes qui peuvent leur convenir, mais qui, pour nous, à coup sûr, ne valent pas les nôtres. Témoin du langage effervescent des journaux, et d'agressions directes et indirectes de toute espèce, auxquelles tout le monde n'est pas en mesure de répondre, je compare notre constitution, nos avantages, avec ceux qu'on nous représente comme le *non plus ultra* de la civilisation et du bonheur des peuples. Ce ne serait que par un malheureux oubli de nos propres avantages, ou par cet esprit d'imitation qui caractérise l'espèce humaine, et qui, chez tant d'hommes, dégénère si souvent en folle *singerie*, que nous pourrions être tentés de prendre nos voisins pour modèles.

Il y a toujours des personnes chez qui ces insinuations étrangères laissent une impression de doute, parce qu'elles ne possèdent pas les données nécessaires pour découvrir l'ignorance ou la mé-



chancelé que supposent ces insinuations. Il en est d'autres qui sont tellement éblouies par les journaux, ces soi-disans enfans de la lumière, qu'après la lecture, elles ne découvrent plus d'autre lumière, et qui, comme si l'immense format, ou l'élégant octavo, s'interposait constamment entr'elles et les objets, ne voient plus ce qui est immédiatement sous leurs yeux.

Aujourd'hui la France ne déchaîne pas ses armées dévastatrices contre toute l'Europe, grâce à la sagesse et à la fermeté de caractère de son roi. Mais, par ses journaux, elle obtient le même effet. Elle obtient cet effet d'une manière plus sûre encore, et à moins de frais. Napoléon était bien gauche comparativement aux nouveaux *napoléons* qui veulent faire la loi au monde. Il leur sera facile de venir à bout de toute l'Europe, quand chaque peuple déchirera ses propres entrailles de ses propres mains.

On assure que des émissaires ont à tâche de souffler l'esprit de discorde en Suisse, et par conséquent aussi parmi nous. Cette méthode serait un peu jésuitique sans doute, mais elle pourrait être bonne pour ceux qui voudraient nous faire servir à leurs fins. Pour moi, je ne connais point cette espèce d'émissaires; mais j'en connais une autre espèce, d'autant plus dangereuse que nous les voyons partout, que nous les recevons jusques dans nos demeures, et qu'ils



nous endoctrinent à leur manière, sans que nous nous en doutions nous-mêmes. On connaît le proverbe : *Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es.* Ce proverbe gagnerait en utilité pratique, si au lieu de : *je te dirai qui tu es*, il portait : *je te dirai qui tu SERAS.* Ce n'est pas ce qui est sage et modéré qu'on lit ; c'est ce qui est excentrique, ce qui fait opposition, lors même que l'opposition est mauvaise. Le bon est simple, régulier ; il ne présente rien d'extraordinaire, il *ennuie*. Mais l'erreur, la malice, l'esprit de dissolution et de destruction, précisément parce qu'il s'écarte de la règle, du *chemin étroit*, réveille, offre une inépuisable variété, pique la curiosité par sa nouveauté, séduit l'imagination par sa hardiesse, l'espérance par ses promesses trompeuses et la raison même par l'attrait d'une perfection imaginaire et chimérique. Déchaîné par les passions, il en emprunte le puissant langage qui, à son tour, fait naître, émeut, enflamme les passions. *L'on aime le crime, quand on aime les querelles*, dit un livre auquel on ferait bien de donner une petite partie du temps et de l'attention que l'on consacre au soin de se tenir au courant des *querelles et des crimes*. 1)

On prétend que les écrits politiques portent avec eux le correctif du mal qu'ils pourraient faire.

---

1) Prov. XVII, 19. Edit. de Genève.



Mais la masse tout entière de ces écrits ne marche pas ensemble pour chaque individu comme une pharmacie, où le remède se trouve à côté du poison. D'ailleurs il vaut mieux ne pas avaler le poison, pour ne pas avoir besoin du remède.

Le correctif n'existe pas, parce qu'il est dans l'habitude du sage de se taire. Si le correctif existe, on ne sait pas le discerner, on ne croit pas en avoir besoin, il répugne même, et l'on n'en fait pas usage, tandis que l'esprit de destruction se répand par torrens comme un déluge. On cite deux grands pays, l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique, où ce déluge ne paraît pas avoir de graves inconvénients, et l'on ne considère pas que le correctif se trouve, chez ces peuples, dans des circonstances puissantes qui n'existent pas ailleurs.

Sans nous prévaloir ici du triste fait que nous sommes tous naturellement *enclins au mal*, ce que je viens de dire suffit seul pour comprendre, qu'à force de nous nourrir de l'esprit de sarcasme, de contradiction, de dissolution, et de destruction, quelques belles dénominations que la mode leur donne, il doit être à craindre que le nôtre ne prenne peu-à-peu cette laide et funeste tournure. Dieu peut enfin cesser de *nous délivrer du malin*, quand tous les jours, volontairement, *nous nous abandonnons à la tentation*.



Autrefois des prêtres, ignorans et fanatiques ou pervers et ambitieux, abusèrent horriblement de la crédulité des peuples. Tout change dans le monde, et la manière dont s'opère le changement est que l'on passe toujours d'un extrême à l'autre. S'il y a eu jadis *superstition de religion* dans les peuples, il faudrait être bien simple ou bien aveugle pour ne pas s'apercevoir qu'il y a aujourd'hui *superstition de liberté*. Une nouvelle classe d'hommes, avec d'autres termes, et d'autres prétextes, abuse aujourd'hui de la *superstition libérale* chez les peuples, comme les prêtres abusèrent autrefois de la *superstition religieuse*. Les scènes sont à-peu-près les mêmes, et pour le reconnaître plus clairement, il suffit d'écarter par la pensée les illusions qui les accompagnent. Imaginons dans la lune, des astronomes pourvus de télescopes si parfaits, qu'ils puissent distinguer ce qui se passe dans les rues de nos villes. Supposons de plus, qu'en août 1572, un aérostat leur eût porté de nos nouvelles. Ces astronomes publieraient dans leurs éphémérides, que les troubles de ce temps-là paraissent avoir recommencé de plus belle sur divers points de cette petite, mais intéressante partie du globe de la terre, que l'on appelle *Europe*.

La destination d'un *journal* est de nous tenir au courant de ce qui se passe dans le monde, ou dans la partie plus ou moins étendue ou circonscrite sur laquelle nous portons plus particulièrement notre



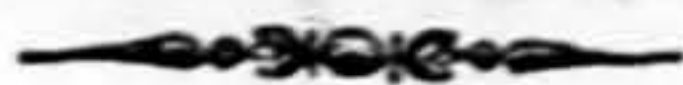
attention. Voilà aussi la signification propre du terme de *journal*. En ce sens les journaux sont utiles et même nécessaires.

Mais les journaux se sont arrogé une autre attribution. Non seulement ils *informent*, mais encore ils *endoctrinent*. Et ils ne se bornent pas à endoctriner, tout en informant, mais ils subordonnent même l'information à la doctrine. Aussi ne les juge-t-on déjà plus sur leur véracité, sur l'authenticité des nouvelles qu'ils rapportent, mais sur la nature des doctrines qu'ils professent, sur leur *couleur*. Les choses en étant venues à ce point, ils ne se font plus de scrupule, pour plaire à leurs abonnés et les fortifier dans les doctrines qu'ils savent être de leur goût, d'altérer les faits, de passer sous silence ceux qui leur sont contraires, et au besoin, d'inventer ceux qui leur manquent pour en tirer des conséquences favorables à ces doctrines. Il y a des jésuites *politiques*, tout comme il y a des jésuites *papistes*. Aux uns, comme aux autres, *tous les moyens sont bons*.

Qui sont donc ces gens qui s'arrogent le droit de nous endoctriner? Où ont-ils puisé cette éminente sagesse qui leur impose la tâche généreuse de diriger *l'opinion publique*, laquelle, d'ailleurs, ne devrait être que le résultat de notre jugement, libre, non prévenu, à chacun de nous, sur les choses dont nous sommes en état de juger par nos propres lumières et



notre propre expérience? Sont-ce des hommes qui aient fait une étude profonde et suivie des conditions et des bases de l'ordre social, ou à qui une longue et pénible expérience des affaires ait fait connaître les nombreux détails d'une administration, la marche des affaires grandes et petites, les difficultés inopinées que rencontrent souvent les plus simples en apparence, soit dans les personnes, soit dans les choses, et surtout l'impossibilité où sont les gouvernemens de satisfaire tout le monde, de donner gain de cause à l'un sans condamner l'autre, et de ne mécontenter personne? Ce sont, pour la plupart, des hommes, qui n'ayant pu obtenir des places dans l'administration, s'en créent à eux-mêmes à côté de l'administration pour la contrarier en taisant, ravalant, noircissant tout ce qu'elle fait de bien, et en épluchant, exagérant, incriminant jusques au plus légères fautes qui peuvent lui échapper; des hommes qui fondent leurs moyens de subsistance sur le plaisir qu'éprouve la classe des mécontents à lire les critiques ou les *bons conseils* que l'on adresse aux gouvernemens dont ils croient avoir à se plaindre; des hommes enfin, à qui le naufrage de l'état ne peut offrir que des chances favorables, parce qu'ils n'ont rien à perdre, et qu'un navire, entrant heureusement dans le port, leur importe moins que le navire naufragé qu'ils se flattent de remettre à flot, et de fréter pour leur propre compte, dès qu'ils seront parvenus à s'en emparer.





### XXX. GAZETTE NEUCHATELOISE.

Science du Gouvernement. Jugemens politiques, de deux sortes : théoriques et pratiques. Plan d'une gazette neuchateloise. Publicité des opérations du gouvernement. Nouvelles de l'extérieur. Intérieur. Alternative, pour les auteurs d'articles, entre leur signature ou la censure. Instruction publique *politique*.

---

La science du gouvernement, embrassant toutes les relations sociales, est la plus étendue, la plus compliquée, la plus vaste des sciences. Pour juger sainement des choses qui s'y rapportent, il faut avoir étudié la nature humaine, les principes fondamentaux du droit et de la morale, l'histoire des peuples, leurs religions, leurs mœurs, leurs besoins, leurs ressources. Philosophie, droit naturel, droit public, législation, religion, histoire, art militaire, géographie, statistique, économie politique, diplomatie, relations commerciales : tout cela entre dans la science du gouvernement. Seront-ce ces hommes-là qui, dans quelques pages de journaux, fournies à la hâte, nous infuseront toutes ces connaissances, ou nous en tiendront lieu ? S'ils commençaient par les acquérir eux-mêmes, ils n'auraient pas le temps de tant écrire ; et, s'ils les possédaient, ils pourraient être utiles ailleurs, et n'écriraient pas ce qu'ils écrivent.



Je ne veux pas insinuer par-là qu'on ne puisse avoir aucune opinion en politique sans posséder toutes ces connaissances. Mais il y a *deux* manières de juger en politique. L'une qui part du point de vue de la conscience, l'autre du point de vue du raisonnement; l'une qui veut que les évènements soient conformes à ses théories, l'autre qui examine s'ils amènent le bien. Cette dernière manière de juger en politique est la plus courte; elle est même, ordinairement, la plus sûre, celle au moyen de laquelle on peut se former, avec le plus de certitude, une opinion saine. Tout ce qui amène le mal, ou le prépare, est *mal*; tout ce qui prépare le bien, ou le conserve, sans se servir du mal, est *bien*. Quand, sur un grand chemin, deux hommes marchent ensemble en bonne amitié, tant mieux! Quand tous deux s'attaquent, et portent atteinte l'un à la vie de l'autre, il n'y a pas de milieu, l'un ou l'autre, ou tous deux, sont des assassins. Il n'y a pas un Neuchatelois pour qui ces jugemens soient au-dessus de sa portée.

Malheureusement les jugemens politiques, fondés sur les théories, ne sont pas si faciles. Pour se mettre en état de porter ces jugemens, il faudrait commencer par lire les meilleurs ouvrages qui traitent des sciences dont nous avons parlé: et encore cette voie ne serait-elle pas infallible, car tous ces travaux préparatoires n'ont pas pour résultat l'infaillibilité. Mais, si tant de travaux sont encore



insuffisans, quel bon fruit pourra-t-on retirer de quelques pages de journaux, sans ensemble, jetées à la hâte sur le papier pour achever de remplir les colonnes, et rédigées par des hommes, qui, pour avoir bien appris à faire leur thème, et savoir bien arranger et tourner leurs phrases, ont souvent moins de fond, de principes, et d'instruction réelle que nous? Cependant nous sommes obligés de passer par leurs mains, si nous voulons nous tenir, tant bien que mal, au courant des évènements. Afin de nous libérer de cette servitude, indifférente autrefois, mais qui devient d'un jour à l'autre toujours plus dangereuse, je voudrais que nous eussions pour nous, notre *Gazette neuchateloise*, libre d'ailleurs à tous ceux qui voudraient s'édifier avec d'autres, de le faire comme auparavant. Voici le plan que je proposerais :

- 1<sup>o</sup>. Arrêts du Conseil d'Etat. Ordonnances de police. Nominations et congés. Lois nouvelles. Publications. Sentences criminelles. 1) Accidens. Améliorations de tout genre, opérées dans le pays par les bienfaits du Roi et les soins du Gouvernement, etc.

Depuis que, dans les pays voisins, le peuple tout entier veut être le gouvernement, et que chaque chambre de cabaret devient un Conseil d'Etat, par l'effet de cet instinct imitatif de l'homme, quelques voix s'élèvent aussi dans notre pays pour réclamer une plus grande publicité des opérations du gouvernement, et semblent croire qu'il leur a été fait un grand tort,

---

1) Ainsi la Gazette formerait, avec le temps, un *Coutumier* et un *Recueil de lois*.



parce qu'elle n'existe pas depuis long-temps. Ce qu'il y a d'abord de certain, c'est qu'une plus grande publicité des opérations du gouvernement dans notre pays, ne pourrait pas lui faire adopter une plus stricte économie.

La minime rémunération que nos Conseillers d'Etat perçoivent annuellement, ne peut que difficilement compenser le grand nombre de petits frais auxquels ils sont exposés par leurs fonctions, et qu'ils ne sauraient cependant porter en compte. Or, si nos Conseillers d'Etat ont assez de dévouement patriotique pour travailler pendant toute l'année sans traitement, est-il bien vraisemblable qu'ils puissent vouloir détourner à leur profit, ou faire un mauvais usage de l'excédant des revenus qui, déduction faite des 26,000 écus, dont on a précédemment vu l'emploi, leur est abandonné par le Roi pour subvenir aux besoins intérieurs du pays? Ils le voudraient, qu'ils ne pourraient pas le faire, leurs comptes annuels, accompagnés des quittances y relatives, étant soumis, à Berlin, à l'examen de la Chambre Royale des *Comptes*, laquelle ne porte pas ce nom pour rien, et qui se fait un honneur, outre que c'est son devoir, de ne pas laisser passer la dépense d'un denier, sans qu'elle soit *autorisée et vérifiée* dans toutes les formes.

Ce qui me surprend, moi, ce n'est pas que, dans le temps où nous vivons, quelques personnes demandent une plus grande publicité des opérations de gouvernement; mais ce qui m'étonne, c'est que



le gouvernement, à l'imitation de tant d'autres, n'ait pas de lui-même depuis longtemps introduit cette publicité, qui aurait fait connaître son noble désintéressement. Je ne connais aucun gouvernement qui, avec un peu moins de modestie et un peu plus d'ostentation, avec un peu moins de patriotisme et un peu plus de vanité, dût être plus populaire, et se trouvât mieux que le nôtre à la hauteur du jour. On n'aurait pas pu répandre dans le pays que le chef de la gendarmerie avait 140 louis de traitement, tandis qu'il n'a que 20 gerles de charbon, et 10 toises de bois, qui sont même tirées des forêts du Prince.

Mais, jusqu'à présent, on a vu en gros que le gouvernement faisait tout ce qui lui était possible de faire avec des moyens aussi bornés que les siens; on a vu que les places n'enrichissaient personne, et qu'au contraire, il fallait posséder une fortune indépendante pour les remplir, et y apporter en quelque sorte son propre traitement avec soi. Et l'on s'est contenté de cela. On a toujours regardé notre gouvernement comme un gouvernement *paternel*. Quant à moi, en ma qualité de père, je ne me suis jamais avisé de soumettre tous mes comptes à ma femme et à mes enfans, encore que je n'aie aucune raison particulière pour ne pas le faire. On n'a pas demandé une plus grande publicité dans les affaires du gouvernement, et le gouvernement a cru qu'il y aurait de sa part de l'ostentation à prévenir une pareille demande. Ainsi, à l'exception de quelques curieux, qui avaient assez



d'occasions pour se satisfaire, une pareille mesure aurait été sans motifs. Mais, si la défiance qu'on cherche aujourd'hui à exciter chez tous les peuples contre leurs gouvernemens, pouvait faire des progrès dans notre pays, je voudrais que le gouvernement obtînt du Roi la permission de satisfaire à cette demande, de la manière la plus complète et la plus minutieuse. S'il est une vengeance permise, c'est de faire rougir une injuste et ridicule défiance.

2°. Tous les évènements remarquables de l'étranger, non pas le plus amplement, mais le plus complètement possible. Aussi complètement que dans tous les autres journaux, pris ensemble, qui circulent dans notre pays; et, dans tous les cas, plus complètement que dans aucun d'eux en particulier. Sans taire aucun fait, favorable ou non à quelque opinion que ce soit. Mais, sans commentaires quelconques, sans jugemens politiques, soit de la part de la rédaction, soit de la part des rapporteurs étrangers. Supprimant toutes les insinuations et tous les commentaires qui ne sont évidemment que l'opinion des journalistes ou des correspondans, dominés par l'esprit de parti. Je voudrais que le rédacteur restât tellement neutre que ce fût toujours pour le public un problème, non pas de savoir quelle est son opinion, mais seulement de savoir s'il en a une. Il s'entend d'ailleurs que les sources des nouvelles devraient être soigneusement citées, ce qui ferait connaître en même temps le degré de confiance qu'elles méritent.

Rédigée de cette manière, la partie politique de la *Gazette neuchateloise*, quoique plus complète,



plus riche en faits, que dans toutes les autres, serait cependant plus courte, plus facile à embrasser d'un coup-d'œil, et tiendrait les abonnés au courant des affaires, sans qu'ils fussent obligés d'y consacrer un temps précieux. Les lecteurs de toutes les opinions y trouveraient leur compte, et pourraient à leur gré commenter les faits sans aucune prévention individuelle étrangère. Enfin, ceux dont l'opinion n'est pas encore formée, formeraient librement leur opinion suivant les principes de la bonne et saine éducation que l'on s'attache à donner à la jeunesse dans ce pays, et non suivant ceux d'une morale relâchée ou d'une religion qui, pour la plupart des auteurs folliculaires, à tant par mois, à tant la page, ou à tant la ligne, n'existe plus que de nom.

3°. Notions diverses sur la Principauté, historiques, administratives, statistiques, géognostiques, etc. Observations faites avec décence, sur les réformes ou les améliorations dont on pourrait sentir le besoin dans ce pays. Contre-observations sur ces observations. Répliques aux attaques des journaux étrangers par la simple exposition des faits, sans sarcasmes, sans animosité, tout offensantes que fussent les agressions.

Ce champ d'insertions formerait une arène paisible et vraiment patriotique. On obvierait à sa dégénération en statuant que tous les articles sans exception : *Ou* seraient soumis à la censure ; *Ou* seraient signés du vrai nom des auteurs.

Les auteurs, bien intentionnés, ne sauraient guère avoir à se plaindre d'une pareille alternative. L'au-



teur qui ne signe pas, ou qui déguise son nom, est trop modeste, s'il dit de bonnes choses, et il se met un peu trop à son aise, s'il en dit de mauvaises. Derrière le voile officieux de l'anonyme, de la commode responsabilité des rédactions, ou de l'illusoire solidarité d'auteurs associés, il prend les airs d'un homme d'importance; le lecteur lui-même est disposé à lui supposer le mérite d'une autorité littéraire ou administrative. Le lecteur rabattrait souvent de son compte, et l'auteur quelquefois de son ton, s'il y avait au fond du *Pot au lait*:

Je suis GROS-JEAN, comme devant.

L'anonyme paraît au milieu du public comme dans un bal-masqué où, à la faveur de son incognito et de son déguisement, il peut se permettre toutes sortes de gentilleses, qu'il ne hasarderait pas sans masque et sans domino. Il se place dans la position du lâche médisant, qui n'a garde de nous dire nos vérités en face, et qui se cache pour nous accuser. Il y a cependant encore bien loin, du cercle de quelques familles à tout un public, d'auditeurs compétens à des personnes étrangères, d'un salon à un pays tout entier et par delà, et de paroles prononcées à des paroles écrites. *Scripta manent*. Dans un salon, du moins, le médisant est visible, et il est vu. Il s'y trouve toujours quelqu'un qui, le connaissant, prend sur-le-champ la défense de l'absent, modifie un peu l'accusation, ou du moins en lui-même doute un peu de ce qu'il entend.



- 4°. Nouvelles mercantiles. Faillites. Nouvelles routes et communications ouvertes au commerce. Prohibitions ou impositions étrangères.
- 5°. Nouvelles industrielles. Progrès de l'industrie dans le pays et dans l'étranger. Découvertes. Idées nouvelles.
- 6°. Annonces littéraires, surtout d'ouvrages utiles pour l'instruction de la jeunesse.
- 7°. Cours du change et des fonds publics dans les places de commerce avec lesquelles nous avons des relations.
- 8°. Annonces de toute espèce insérées par les particuliers, et formant une *feuille d'avis* pour tout le pays.

Cette feuille devrait paraître trois fois par semaine, et l'abonnement être inférieur à celui de tout autre feuille. S'il fallait même que le Gouvernement fît quelque sacrifice pour en faciliter l'entreprise ou même pour la soutenir (sans que cependant elle dût en aucune manière prendre une *couleur*, et s'ériger en *protectrice* du gouvernement) un pareil sacrifice, dans ces temps d'hésitation et de crise, me paraîtrait un des mieux appropriés. Je ne me dissimule pas la tâche ingrate et pénible que s'imposerait l'homme qui aurait le courage de s'en charger : ce n'est pas de l'intérêt personnel qu'on peut attendre une pareille résolution ; ce n'est pas non plus dans la sévère impartialité, dont je fais la première condition de l'entreprise, qu'un rédacteur intéressé cherche son compte. L'entreprise ne pourrait se réaliser, comme je l'entends, que par un des plus beaux actes de dévouement patriotique.



Un objet essentiel de la sollicitude des gouvernemens doit être *l'instruction publique*; tout le monde en convient. Mais l'instruction publique ne se borne pas à l'enseignement de la jeunesse. Pour nous entretenir dans l'instruction religieuse, nous adultes, nous avons nos *Pasteurs*. Aujourd'hui, les journaux se sont érigés et installés en *pasteurs politiques*, prêchant dans les synagogues des cercles de lecture et des cafés, et jusques dans le moderne culte domestique, ordinairement dans un sens contraire à celui du Dieu de paix. Pour prêcher une doctrine politique d'ordre et de paix, nous ne pouvons pas établir un *Ministre de la politique* à côté de chaque *Ministre de la religion*. Mais je voudrais du moins que l'on pût se tenir au courant des nouvelles politiques, sans être obligés d'essuyer les éternels sermons de ces *pasteurs politiques*, sans mission, ou qui n'ont qu'une mission désastreuse.





### XXXI. CONCLUSION.

Déclarations de ma part. Encore un trait de notre constitution. Sa respectable *ancienneté*. Ce que nous avons maintenant à faire.

---

On se tromperait beaucoup, si l'on supposait que je puisse être intéressé en aucune manière pour mon propre compte à une entreprise de la nature de celle dont il vient d'être question. Mon sort étant de vivre loin de ma chère Patrie, je puis me tromper dans mes opinions, mais elles n'ont pour principe que son seul bonheur. Dois-je en attester les cendres de cette tendre et respectable Mère, que je n'y ai pas retrouvée, mais qui resteront toujours dans ma Patrie comme un gage inviolable et sacré de mes sentimens pour elle ? L'accueil honorable, cordial, touchant, que vous avez bien voulu me faire, mes chers Concitoyens ! cet accueil que je n'oublierai jamais pendant le reste de jours que la Providence me réserve, me prouve que je n'en ai pas besoin.

On ne se tromperait pas moins, si l'on concevait le soupçon que j'ai été engagé à rédiger ces observations sur la situation de ma Patrie par des personnes, de quelque condition qu'elles soient, qui pourraient être intéressées au maintien de l'état actuel des choses. Etant ici pour le rétablissement de ma santé, minée par une douleur qui durera au-



tant que ma vie , 1) la seule délicatesse aurait empêché ces personnes de m'adresser des suggestions semblables. Si cet écrit tombe dans des mains étrangères , il peut être bon que je le déclare : *Cet épanchement de mon cœur est tellement libre de toute insinuation , de toute détermination qui ne me soit pas absolument personnelle , qu'en écrivant ces lignes , prêt à terminer mon rapide travail , je puis attester avec serment , devant Dieu et devant les hommes , qu'il n'est ame qui vive hors de chez moi , qui puisse même se douter de la tâche que je me suis imposée , et que je viens de remplir.*

J'ai signalé , dans ce qui précède , plusieurs *traits uniques* de notre constitution. Un des plus importants et des plus précieux , est celui de sa haute ancienneté. Il n'en est pas d'une constitution comme d'une maison qu'on peut démolir et reconstruire, aussitôt , plus solidement qu'elle ne l'était auparavant. C'est précisément en vieillissant qu'une constitution s'affermir, et acquiert de plus en plus la vigueur et la force de la jeunesse. La raison en est simple.

---

1) Mon cher GUSTAVE , enfant de mon cœur , ame précoce d'intelligence et d'amour ! si je t'avais amené dans ta patrie héréditaire , lorsque j'en eus la première inspiration , c'est ma déchirante pensée , hélas tu vivrais ! — Et tu vivrais aussi pour elle ! — Je ne tarderai pas à te rejoindre dans celle que tu habites maintenant , et pour laquelle tu n'avais pas besoin , comme moi , d'une plus longue école des douleurs de la vie.



Nés , élevés au milieu d'elle , nous nous accoutumons à elle comme à la distribution des pièces et des corridors de la maison que nous habitons ; aux rues , aux places , aux édifices , aux promenades de la ville où nous séjournons ; aux chemins , aux aspects , aux inégalités , que présente la contrée des environs.

Je crois avoir déjà fait plus haut la même comparaison. N'importe. Si le Lecteur m'accuse de me répéter , je ne pourrai pas l'accuser d'avoir oublié. Je sacrifie volontiers mon amour propre à la chose.

La constitution est à l'existence sociale , ce qu'est à l'existence physique le sol de la patrie. Toute constitution nouvelle , quelque bien conçue qu'elle soit , sera toujours pour nous une terre étrangère , où il faudra renoncer à un grand nombre d'habitudes qui nous étaient chères ou commodes , souvent inaperçues , et où il faudra en contracter d'autres que nous sentirons , et qui nous gêneront , lors même qu'elles seront , ou que nous les croirons être de notre choix. D'ailleurs , si l'on renverse une fois sa constitution , comme rien n'est parfait dans ce monde , il n'y a pas de raison pour en finir , et pour qu'on ne la renverse encore une fois , et puis une fois encore , et ainsi de suite indéfiniment.

On voit par là pourquoi il y a si peu de repos dans les pays qui se sont une fois imposé cette tâche



désespérée, pourquoi les nouvelles constitutions ont tant de peine à se consolider, et pourquoi l'on est beaucoup plus porté à y retoucher qu'aux anciennes. Sans en aller chercher des exemples dans l'étranger, où je ne serais embarrassé que du choix, je me bornerai à rappeler ici l'exemple frappant, qu'avec nos Audiences générales, nous nous fournissons nous-mêmes à nous-mêmes.

En rédigeant ces *Considérations*, j'ai commencé par observer que le bien-être d'un peuple suppose deux corrélatifs, dont l'un, sans l'autre, ne porterait point, pour ce peuple, le fruit précieux de la prospérité: *Sages lois, activité intelligente*. J'ai ensuite passé en revue les principaux faits relatifs à *l'activité* qui règne dans notre pays, et aux *lois* qui le régissent. Enfin, prenant notre constitution dans son ensemble, et comparant notre pays avec ceux qui nous environnent, je suis parti du principe que l'objet des constitutions devait être *le bonheur des peuples*, et je crois avoir démontré que la nôtre remplissait, pour nous, cette belle destination, autant qu'il est humainement possible. Il me reste à exposer le petit nombre de conséquences dans lesquelles je me résume, et sur l'importance desquelles je ne crois pas avoir besoin d'insister ultérieurement. Ces conséquences, les voici:



Nous ne pouvons que perdre à un changement essentiel quelconque dans notre situation politique. Indépendamment de la *violation de sermens et d'engagemens sacrés*: Briser les liens qui nous unissent à la Suisse, ce serait nous mettre à la discrétion de la France, dès qu'une guerre éclaterait entr'elle et la Prusse; renoncer à la protection de la Prusse, pour ne plus être que canton suisse, ce serait nous exposer à une longue anarchie, et sacrifier la source manifeste de notre prospérité.

Que nous reste-t-il donc à faire? Car enfin il faut bien faire quelque chose, lorsque tout le monde est dans un si grand mouvement, et fait tant de choses!

La tâche qu'il nous reste à remplir, est assez honorable et grande pour chacun de nous. Dans ce temps de crise, où la Patrie est en danger : *Servir la Patrie, s'il est possible, avec plus de zèle encore qu'auparavant!* Dans ce temps d'incertitude et de craintes, où l'industrie, chez nous comme partout ailleurs, commence à languir : *Tâcher de sauver notre famille du naufrage qui la menace; prendre soin de l'éducation et de l'instruction de nos enfans; assurer leur bien-être et leur sort à venir, autant qu'il dépend encore de nous!*

Et, quant aux réformes politiques, sans oublier les intérêts sacrés de la Patrie pour ne plus songer qu'à nos petites affaires personnelles; sans nous aban-



donner, pour ce qui la concerne, à un coupable sommeil; sans négliger les améliorations dont nos institutions sont susceptibles: *Bénir Dieu, nous réjouir, et rendre grâce à nos Souverains et à nos Ancêtres de ce que, en prenant les devans dans la belle carrière de la liberté, ils nous ont laissé si peu à faire, et nous ont épargné tant de troubles et de peines!*

Sous quelque gouvernement que l'on vive, quelque constitution que l'on ait, il en sera toujours de l'intérieur de l'état comme de celui de chaque famille; on aura toujours des sujets de plainte, on aura toujours des demandes à former. Nulle-part il n'existe autant de voies légales que chez nous pour obtenir les unes, ou pour faire écouter les autres.

Nous n'avons pas besoin de cette *régénération politique*, que, dans des vues particulières, nous prêchons un esprit de vertige, appuyé de l'exemple, peu digne d'envie, d'autres peuples, moins avancés politiquement que nous. Nous possédons déjà notre *régénération politique*, et nous la possédons *en permanence*, dans l'impuisable bonté du Roi pour ses bien-aimés et fidèles NEUCHATELOIS, dans le droit de pétition le plus étendu et le plus complet qui existe, et dans le grand nombre de voies légales ouvertes à chacun de nous. Comme nous l'avons fait depuis huit siècles, res-



tons consciencieusement dans ces voies, dont nous avons tant à nous féliciter.

*Celui qui règle sa conduite sur la loi, prospérera. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Salomon.*





avons tant à nous féliciter.

général. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Salomon.



# TABLE DES MATIÈRES,

## CONTENUES DANS CE VOLUME.

### *I. Prospérité du Pays.* pag.

Observation fondamentale. Etrangers. Neuchatelois. Pays étrangers. Haute importance des lois. 1

### *II. Parallèle de quelques Constitutions.*

Comment la liberté neuchateloise a précédé celle des autres cantons suisses. Quel est le pays le plus anciennement constitutionnel de l'Europe. Constitution française comparée à la nôtre . . . 5

### *III. Tranquillité du Pays.*

Que gagner au mouvement? Charges de l'état, vraiment des *charges*. Le *mieux* que promettrait une réorganisation générale. . . . . 10

### *IV. Perfectionnement progressif des Lois.*

Exemples récents. . . . . 14

### *V. Questions.*

Relatives aux rapports du pays avec la Prusse et avec la Suisse. . . . . 16

### *VI. Origine de la souveraineté du Roi de Prusse sur ce pays.*

Point de vue intéressant de notre histoire. Quatre dynasties éteintes. Comment la Maison régnante de Brandebourg a succédé à la première de ces dynasties, après l'illégitime possession par les trois autres. . . . . 17



VII. *Réflexions.*

pag.

Chances qu'il y a eu d'échoir à l'Angleterre. C'est un tremblement de terre qui a enfanté notre liberté. *Faux prophètes* à l'ordre du jour. L'adjudication de la souveraineté du pays au Roi de Prusse, quoique sentence juridique, peut être en même temps considérée comme un libre choix. 22

VIII. *Comme les autres cantons suisses, être abandonnés à nous-mêmes ?*

Bienfaits de notre Prince. Bienfaits des théories du jour. Anarchie où tomberait le Canton. Dans le fait, nous nous gouvernons nous-mêmes, comme les autres cantons. Phénomène, unique en Europe, de souveraineté. Le citoyen Dr. Casimir Pfyffer. Nous, envier les autres cantons suisses, ou eux, nous . . . . . 27

IX. *Avantages qui résultent pour la Suisse elle-même de notre situation politique.*

Dangers du côté de l'Autriche. Dangers du côté de la France. Année 1814. . . . . 35

X. *Revenus que le Prince tire de notre pays.*

Si, au bout d'un siècle, nous ne devons pas être épuisés et ruinés ? . . . . . 37

XI. *Calculs.*

Ces revenus ne vont pas en Prusse. Recrutement militaire. Pensions. Largesses. Achats. . . . . 39

XII. *Frais du Roi.*

Bureaux à Berlin. Fonctionnaires. Différentes autorités prussiennes ayant à s'occuper de nos affaires. Quatre examens successifs de nos sentences criminelles à Berlin. Interventions diplomatiques dans l'étranger. . . . . 42



### *XIII. Libéralité prussienne.* pag.

Elle n'embouche pas la trompette comme on le fait ailleurs. Erreurs au sujet de la Prusse. Protection particulière accordée aux arts et à l'industrie en général. Le *grand* Frédéric. Frédéric-Guillaume III. Le Prince Royal. Eglise française réfugiée. 47

### *XIV. Sacrifices du Roi.*

Diminution des droits d'entrée en Prusse en faveur des principaux articles de notre commerce. Sommes qui se déversent annuellement de la Prusse dans la Principauté. Pension de la Princesse veuve Berthier. . . . . 60

### *XV. Comment le Roi profite avec nous.*

D'où vient la générosité de notre Prince pour nous. Son caractère respecté même par ceux qui ne respectent plus rien. . . . . 65

### *XVI. Harmonie de nos rapports avec notre Prince et avec la Confédération helvétique.*

Facile à comprendre. Distinguer l'intérieur et l'extérieur du Canton. De l'extérieur naissent les rapports avec la Suisse ; la compétence du Prince ne regarde que l'intérieur. Interrogateur suisse. Hannovre. Relations des cantons suisses eux-mêmes avec les pays étrangers. Qui , en définitive , se montre le plus suisse. . . . . 67

### *XVII. Quels inconvéniens la Suisse éprouve de nos rapports avec la Prusse.*

La prospérité neuchateloise contribue à celle des autres cantons. Avantages sous le rapport du service militaire. Qu'importe le terme de *canton monarchique* , si le canton n'est pas moins suisse et libre que les autres , et si , de plus , il est prospère et tranquille ? Notre canton est même un asile commun des Suisses. . . . . 72



### *XVIII. Revenir sur le passé. pag.*

Inconvéniens pour la Principauté, sous le rapport militaire, d'être incorporée à la Suisse. Ce qui a nécessité cette incorporation, au lieu de la simple alliance et combourgeoisie, qui existaient précédemment. *Nous ne voulons plus être sujets du Roi, ou bien : Nous ne voulons plus faire partie de la Confédération helvétique*, ce que ce serait dire. Sainteté des engagemens et des sermens. . . 78

### *XIX. Si nous servons deux maîtres ?*

Equipement militaire. *Note*, sur l'équipement militaire dans les pays environnans. Indépendance, originaire et absolue, mais précaire du pays. Nulle-part, chez nous, double exigence de service. Exercices militaires avant 1806. Equipement militaire en général, et, en particulier, des miliciens qui souffrent trop de cette charge . . . . . 85

### *XX. Réformes.*

Générales ou successives? Deux choses nécessaires dans le changement d'une loi. Exemple : Droit de chasse, système hypothécaire, lois d'hérédité et de cautionnement. Devoir de la minorité dans un corps législatif. *Errare humanum est*. . . . . 91

### *XXI. Premier problème d'une bonne législation.*

Liberté. Sûreté. Égalité. . . . . 98

### *XXII. Esquisse de notre constitution.*

Résultat de la prudence avec laquelle le peuple neuchatelois a procédé au perfectionnement de sa législation jusqu'à présent. Théories modernes. Monarchies constitutionnelles. Républiques démocratiques. Economie, exigée dans les unes et



dans les autres. Objet et condition des lois. Les théories modernes procèdent en sens inverse du but. Dans notre pays, nous avons procédé et procédons comme il faut. Le *système communal* est la base large et réelle de notre constitution . . . 113

### XXIII. *Gouvernement.*

Est la suprême communauté. Justice. Etat ecclésiastique. Charges militaires. Charges de Conseiller d'Etat. Les unes et les autres, non rémunérées. Sophismes nouveaux à ce sujet. Ce sont des impôts sur les riches, sans qu'il en coûte rien aux autres. Bourgeoisies, sentinelles de notre liberté. Leur force dans le Prince, juge impartial entre le peuple et le gouvernement. . . . . 120

### XXIV. *Corps législatif des Audiences générales.*

Constituante en permanence. Ancienne institution. Son grand défaut consiste dans la nouveauté de son rétablissement. Projets de réforme dans leur organisation. Objections. Observations importantes. Sagesse des élections populaires chez nous. Le Prince, garant de tout. . . . . 127

### XXV. *Redevances ou impôts.*

Impôts indirects. Impôts directs réglementaires. Impôts directs originaux, ou *redevances*. Le sel excepté, nous n'avons que cette dernière espèce d'impôts. Leur origine. Inévitabilité des impôts. Outre la *modicité*, le système des impôts directs originaux réunit pour les contribuables l'avantage de la *fixité*. Ils renferment même des élémens de compensation et d'équité. Dixme, cens foncier, lods. Considérations sur les lods. Ils frappent le riche jusque dans son superflu, et proportionnellement atteignent moins le pauvre. Les



lods atteignent aussi les richesses industrielles. Montagnes. Vignoble. Val-de-Ruz. Ce qui arriverait de notre pays sans les lods, et en général sans les impôts directs originaires. Dixme ; cens foncier. Élément d'équité dans l'une ; dans l'autre, élément de fixité. . . . . 137

### XXVI. Répartition des impôts.

Principe d'équité. Fortune intérieure et extérieure. Cette dernière ne peut être imposée. Le riche est plus imposé que le petit propriétaire, dans le système des redevances. Imposer le commerce et l'industrie : ce qui en résulterait. Ils portent, d'une manière inaperçue, leur part des redevances. Etablissement d'un système douanier. Le laboureur et l'artisan n'y gagneraient rien. On ne paie chez nous que la chose publique, et non le gouvernement. Charges de l'état, et souscriptions volontaires : grands impôts vraiment patriotiques. Notre administration est un *régime de famille*. . . . . 150

### XXVII. Emploi des revenus.

Deux parts : celle du Gouvernement et celle du Prince. S'il serait dans l'intérêt du pays que le Prince renonçât formellement à la sienne? Aperçu des dépenses du Gouvernement. . . . . 174

### XXVIII. Comparaison avec d'autres pays.

Aucun des pays voisins n'est moins imposé que le nôtre. Méthode de calcul pour s'en assurer. Revenu total de la Principauté, et charge individuelle. Même calcul pour les Cantons de Berne et de Vaud. Grande France, grands impôts. Cerneux-Péquignot. Plutôt visiter la frontière que la former. A qui nous dûmes encore notre salut sous le Prince Berthier. . . . . 190



*XXIX. Guerre de dissolution , faite à nous,  
comme à toute l'Europe.* *pag.*

Par qui ? par les journaux. Ceux de Paris donnent le ton, ceux de Suisse les imitent. Arbres de liberté neuchatelois. Nos descendans. Qui sont ceux qui osent nous recommander de *marcher avec le temps*. Tactique des nouveaux napoléons. Si les journaux portent leur correctif avec eux. Guerres actuelles ; anciennes guerres de religion. Destination d'un journal. Quelle attribution les journaux s'arrogent aujourd'hui. Compétence des rédacteurs. . . . . 186

*XXX. Gazette Neuchateloise.*

Science du Gouvernement. Jugemens politiques, de deux sortes : théoriques et pratiques. Plan d'une gazette neuchateloise. Publicité des opérations du gouvernement. Nouvelles de l'extérieur. Intérieur. Alternative pour les auteurs d'articles, entre leur signature ou la censure. Instruction publique *politique* . . . . . 190

*XXXI. Conclusion.*

Déclaration de ma part. Encore un trait de notre constitution. Sa respectable ancienneté. Ce que nous avons maintenant à faire . . . . . 209





## CORRECTIONS,

que l'on est prié de faire avant la lecture de l'ouvrage.

### Page ligne

- 9 8, pour *milliers*, mettez *millions*.  
23 8, de la note. Pour *désormaisin séparable*, mettez  
*désormais inséparable*.  
38 9, pour *soixante-dix millions*, mettez *sept millions*.  
44 17 et 18, pour *années*. Toutes, mettez *années, toutes*.  
101 17, pour *ces termes*, mettez *les termes*.  
124 12, pour *y remédier*, mettez *le faire taire*.  
125 22, pour *récent un bel*, mettez *récent et bel*.  
127 4, pour *corps législatifs*, mettez *corps législatif*.  
131 7, pour *délibérations*, mettez *résolutions*.  
144 5, mettez *question de savoir s'il faut faire*.  
144 23, mettez *comme le Val-de-Ruz, par exemple,*  
*avec les Montagnes*.  
148 25, pour *le plus*. Lors, mettez *le plus, et que, lors*.  
152 25, pour *quand*, mettez *lorsque*.  
154 7, pour *ne le pourrait*, mettez *ne pourrait le*  
*devenir*.  
161 8, ôtez *si*.  
167 22, mettez *il se trouve, comme on le verra ci-après*.  
173 8, pour *la*, mettez *le*.  
175 12, mettez *gendarmerie, dont la*.  
179 26, pour *de 200,000*, mettez *des 200,000*.



